

Janvier – Février – Mars 2013

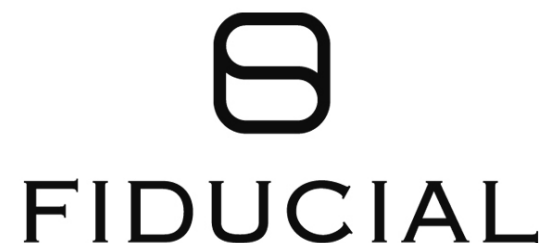
Réalisée du 7 au 21 février 2013

Vague 49

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 10 500 personnes au service de ses **226 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses cinq métiers, **le droit, le chiffre, le conseil financier, l'informatique, la sécurité et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

Sommaire

▪ Poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	18
▪ L'emploi dans les TPE	24
▪ La situation financière des TPE	34
▪ Les TPE face à la situation économique	44
▪ Les accords sur l'emploi	50
▪ Le bilan des mesures gouvernementales	58
▪ Les TPE et la société	70
▪ Méthodologie	89
▪ Échantillon	90

Poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : environ 2,5 millions*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(*) Source INSEE SIRENE 2011 (pour la répartition par taille) et INSEE SIRENE DGCIS 2008 (pour la répartition de la valeur ajoutée produite)

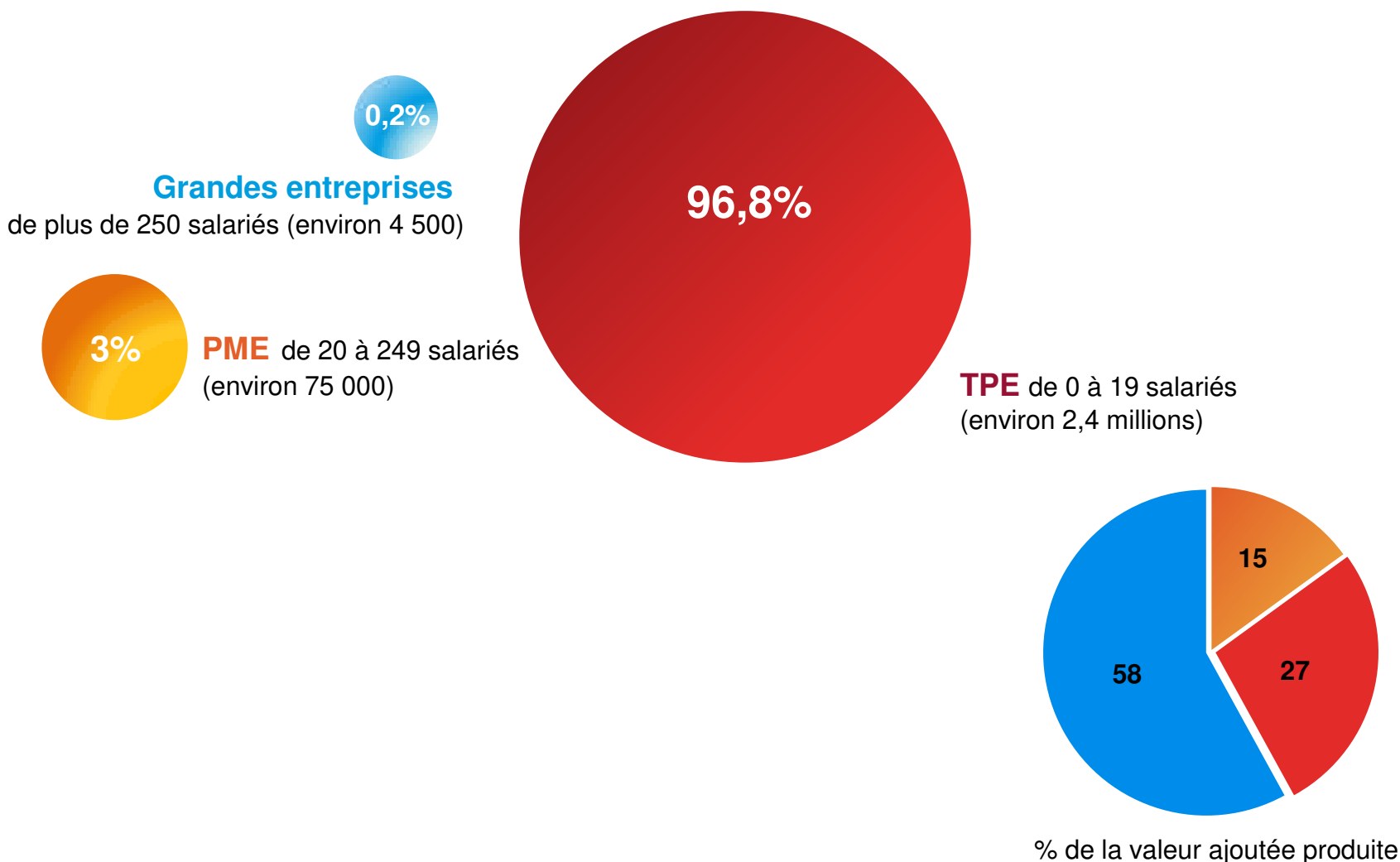


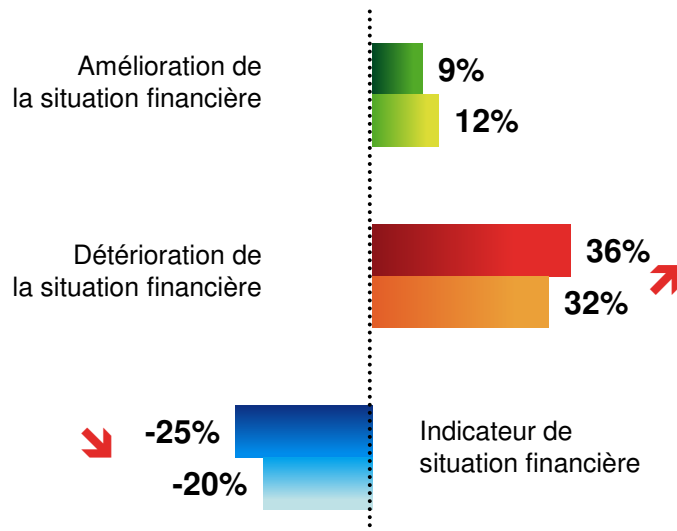
Tableau de bord

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Moral, situation financière et emploi dans les TPE

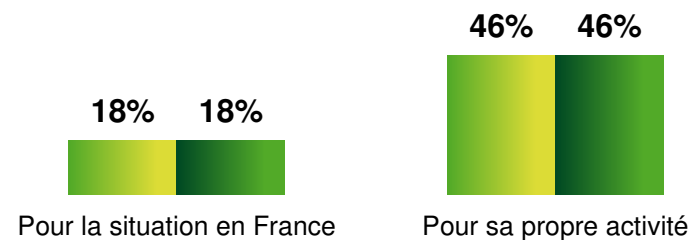
Niveau d'optimisme



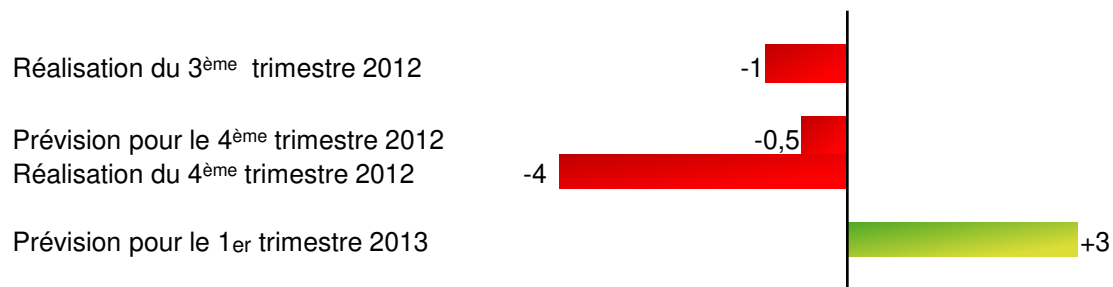
■ ■ ■
Février 2013

■ ■ ■
Rappel Novembre 2012

Situation financière sur les trois derniers mois

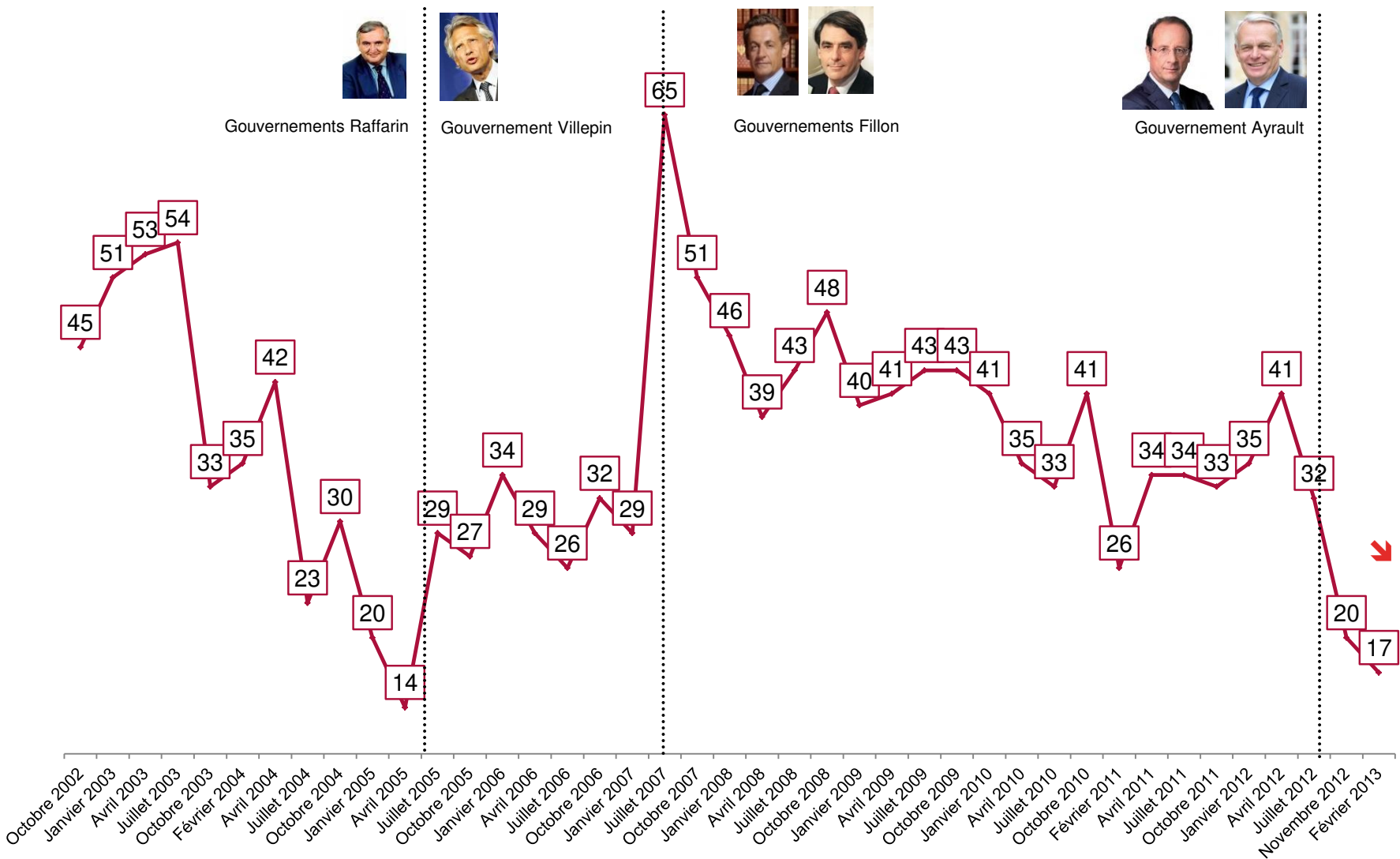


Création nette d'emplois



Base ensemble des TPE : 100% = 1 001 TPE

La confiance globale dans le gouvernement



% de bonne opinion

Base : ensemble des TPE

Principaux enseignements

Des difficultés toujours fortes pour faire face au contexte économique

Cette nouvelle édition du baromètre de conjoncture des TPE ne montre pas d'embellie par rapport à la précédente mesure réalisée en novembre 2012, où l'on constatait un niveau de pessimisme parmi les plus bas enregistrés depuis 2002.

18% seulement des dirigeants se montrent optimistes pour la situation économique en France, au même niveau que le mois dernier.

Moins de la moitié d'entre eux se déclarent optimistes pour leur activité (46%), les secteurs des services étant plus épargnés (58% pour les services aux entreprises et 56% pour les services aux particuliers), au contraire du BTP et de commerce (32% dans les deux cas). Les patrons de TPE sont désormais 32% à juger leur situation financière préoccupante (+6 points en dix-huit mois), avec **un indicateur de situation financière qui s'établit à -25 sur les trois derniers mois, en recul de 5 points par rapport trimestre précédent**.

Cet indicateur de situation financière devrait s'améliorer et retrouver un solde positif au cours des trois prochains mois (+1 contre -7 lors de la précédente vague d'enquête).

Le bilan de l'évolution du chiffre d'affaires laisse logiquement apparaître les mêmes tendances : 13% des structures de moins de 20 salariés ont vu leurs ventes progresser depuis trois mois contre 42% qui enregistrent une baisse, avec une moyenne de -2,8%. Cette baisse devrait se poursuivre, mais de façon moins marquée, pour le trimestre à venir : 20% anticipent une hausse de leurs recettes contre 24% qui pensent qu'elles vont diminuer avec une moyenne de -0,6%.

Au global, sur 2012, la croissance des TPE se révèle atone (+0,2%), 50% constatant que leurs bénéfices ont augmenté contre 45% qui les ont vu diminuer. A ce stade, la moitié des chefs d'entreprise ne dispose d'aucune visibilité sur leurs perspectives pour 2013 (51%). Ceux qui estiment les connaître misent sur une croissance faible, de 0,5%.

En dépit des difficultés liées à la situation économique, **la motivation des dirigeants interrogés reste forte** (avec une note moyenne de 7 sur 10 contre 7,1 au trimestre précédent). On observe toutefois une augmentation de la part des interviewés se déclarant peu ou moyennement motivés (39% contre 35%). Le niveau de quiétude se maintient également (5,6 contre 5,7). De la même manière, avec une note moyenne de 7,2 sur 10, le regard qu'ils portent sur leur état de santé ne varie pas.

Des prévisions peu optimistes pour les mois à venir en termes d'activité, mais une appréciation plus favorable des relations avec les banques

Au global, 90% des patrons de TPE se disent inquiets pour la situation économique, dont 34% « très inquiets »

Au même degré que leur niveau d'optimisme pour leur entreprise, **46% des dirigeants entendent des perspectives positives pour leur activité dans les mois à venir** (+7 points néanmoins par rapport à fin 2012). Plus préoccupant, ils se montrent majoritairement inquiets lorsqu'ils doivent évaluer la situation des autres acteurs. Ainsi, 21% seulement estiment que leurs clients particuliers vont bénéficier d'un contexte favorable, ce score s'établissant à 19% (+4 points) pour leurs clients professionnels et 18% (+5 points) pour leurs fournisseurs. Notons toutefois qu'un quart d'entre eux ne sont pas en contact avec des clients professionnels ou des fournisseurs et 17% avec des clients particuliers.

Les espoirs d'amélioration sont également faibles : **21% des interviewés pensent voir l'activité de leur entreprise s'améliorer en 2013, et 45% ne prévoient pas d'embellie avant 2015** (dont 31% pas avant une nouvelle séquence électorale). S'agissant de l'économie française, 2% uniquement misent sur un retour à la croissance au cours de l'année et 71% pas avant 2015 (sont 39% en 2017).

La situation de trésorerie des TPE est elle aussi moins favorable qu'au trimestre précédent : 29% des patrons de TPE déclarent que celle-ci est excédentaire, soit un recul de 4 points en trois mois. Pour 49%, elle est à l'équilibre et pour 22% déficitaire.

Cependant, ils se montrent plus optimistes qu'en novembre 2012 sur l'évolution de leur trésorerie dans les trois mois à venir : 27% anticipent une amélioration (+7 points) contre 25% qui prévoient une dégradation (-3 points).

Les jugements sont aussi plus positifs en ce qui concerne les relations avec leurs banques, même si un dirigeant sur cinq constate toujours des conditions de crédit plus sévères (19%, -1 point). Ainsi, parmi les 20% de chefs d'entreprise ayant sollicité un prêt au cours des trois derniers mois, 47% déclarent avoir subi au moins une mesure de durcissement contre 60% en novembre 2012 et 53% en janvier 2012.

Dans 25% des cas, les demandeurs se sont vus refuser le financement, 14% ayant dû fournir des garanties supérieures à celles exigées par le passé et 12% ayant obtenu moins que le montant demandé. Ils ne sont plus que 7% à mentionner des conditions de taux élevées contre 17% trois mois avant.

Une situation préoccupante en matière d'emploi

En lien logique avec les difficultés conjoncturelles rencontrées, la situation en matière d'emploi se révèle particulièrement critique. 11% ont recruté au cours des trois derniers mois (-3 points par rapport à novembre 2012) et 10% ont supprimé des postes (+4 points).

On constate dans les embauches une augmentation des CDD (51%, +6 points) et CDI (44%, +4 points), tandis que le recours aux contrats d'apprentissage chute par rapport aux années précédentes (4% contre 11% au 4^{ème} trimestre 2011 et 14% au 4^{ème} trimestre 2010). Parmi les suppressions d'emplois des trois derniers mois, 59% étaient des CDI. On constate en année glissante une baisse des ruptures à l'amiable (36% sur la période avril 2012-février 2013 contre 43% sur la période janvier-novembre 2012)

La création nette d'emplois s'établit à -4%, au niveau le plus bas enregistré depuis la mise en place du baromètre. Elle descend même à -8% dans les structures de 1 à 2 salariés et dans l'hôtellerie.

Le premier trimestre 2013 devrait cependant être marqué par une reprise des embauches, avec une création nette prévue à +3% (+4% dans les services aux entreprises et les services aux particuliers).

Au global, sur l'année 2012, 7% des patrons de TPE déclarent avoir supprimé des postes (19% des employeurs et 6% des non employeurs). Parmi les dirigeants ayant au moins un salarié, 14% ont augmenté leurs effectifs.

Les perspectives pour 2013 sont peu optimistes : 7% envisagent d'augmenter le nombre de leurs salariés contre 6% qui pensent le diminuer (et même 16% parmi les employeurs). En janvier 2012, ces taux s'établissaient respectivement à 10% et 3%. Les créations d'emplois devraient être portées par les entreprises de 6 à 19 salariés (14%) et les services aux entreprises (12%).

Des jugements contrastés sur les différentes mesures de l'accord sur la réforme du marché du travail

L'accord sur la réforme du marché du travail signé le 11 janvier dernier par les partenaires sociaux n'est connu que par minorité des dirigeants de TPE (37%). Parmi eux, seuls 7% estiment en connaître intégralement ou en grande partie le contenu.

Pour les interviewés qui en ont entendu parler, son efficacité peine à convaincre : 72% estiment que les mesures de l'accord constituent seulement un effet d'annonce. Ils ne sont que 33% à penser que ces propositions vont permettre d'améliorer la compétitivité de l'économie française et 26% qu'elles vont contribuer à relancer l'emploi.

Dans le détail, certaines mesures sont pourtant perçues favorablement : la création d'une mobilité volontaire sécurisée dans les entreprises de plus de 300 salariés suscite l'approbation de 78% des patrons interrogés, les droits rechargeables à l'assurance chômage de 75% et l'assouplissement du contrat de travail à temps partiel en contrepartie d'un minimum de 24 heures hebdomadaires de 72% d'entre eux.

Autre point encourageant, **la moitié des chefs d'entreprise déclare que la simplification du recours à l'activité partielle en cas de difficulté financière pourrait les inciter à embaucher (48%).**

Dans une moindre mesure, les embauches pourraient aussi être favorisées dans une entreprise sur trois par la création d'un CDI intermittent (35%), et/ou par les exonérations de charges pendant quatre mois pour l'embauche d'un jeune de moins de 26 ans en CDI (32%).

En revanche, les employeurs sont plus mitigés sur les accords de maintien dans l'emploi. 20% considèrent qu'ils affecteront positivement leur activité contre 17% qui anticipent des conséquences négatives. **Surtout, ils accueillent très négativement la sur-taxation des CDD**, 41% déclarant qu'elle va avoir un impact négatif sur leur entreprise. Au global, sur l'ensemble des TPE, la mise en place de cette sur-taxation devrait conduire 2% des dirigeants à embaucher en CDI, 12% à réduire le recours ou le nombre de CDD, tandis que 86% ne modifieront rien à leur politique d'embauche.

En ce qui concerne la participation des employeurs à la complémentaire santé, 56% déclarent offrir déjà un financement à leurs employés. Pour ceux qui ne le font pas, seuls 44% approuvent cette mesure.

Une forte insatisfaction à l'égard des mesures prises par le gouvernement

Les patrons de TPE affichent leur mécontentement face à l'action gouvernementale. En premier lieu, 17% déclarent faire confiance au gouvernement (-3 points en trois mois, et -15 points depuis juillet 2012). Un tiers d'entre eux estiment que les réformes annoncées ou mises en place correspondent aux engagements de François Hollande durant sa campagne. Au même niveau que la confiance dans le gouvernement, 19% déclarent que ces actions sont conformes aux préoccupations des Français et 15% aux enjeux de l'économie française.

Le bilan par domaine d'action est lui aussi très critique : seules les mesures de lutte contre le terrorisme (75%) et contre l'insécurité (52%) emportent l'adhésion d'une majorité des interviewés. La politique de la famille est jugée satisfaisante par 35%, l'éducation par 33%, la politique en matière de santé par 32% et la réduction des déficits publics par 21% d'entre eux. Les orientations prises sur les retraites (15%), la lutte contre le chômage (14%) et le pouvoir d'achat (9%).

Au-delà de sa capacité à convaincre, la vision du gouvernement manque de lisibilité sur chacune des dimensions testées : 76% jugent que sa politique n'est pas claire en ce qui concerne la réduction des déficits publics, 81% sur l'emploi, 83% sur l'économie et 87% sur la croissance. De la même manière, ils soulignent l'absence d'une direction déterminée s'agissant des entreprises (88%) et de l'industrie (88%).

Plus précisément, s'agissant des objectifs affichés par François Hollande et ses ministres, 35% des dirigeants estiment qu'ils parviendront à contraindre les collectivités territoriales à maîtriser leurs dépenses publiques, 17% à atteindre l'objectif de réduction du déficit public à moins de 3% du PIB, et 17% également à éviter la destruction de notre industrie. Seuls 11% croient en la possibilité d'obtenir une croissance positive en 2013. Moins d'un interviewé sur dix considère que le gouvernement pourra inverser la courbe du chômage (8%), freiner les départs à l'étranger des jeunes diplômés ou des créateurs de start-up français (7%) ou empêcher l'exil fiscal des plus riches (6%).

Dans ce contexte, **ils ne sont que 9% à juger que l'action de François Hollande et de son gouvernement est de nature à encourager les patrons de TPE**, à donner envie d'investir et d'embaucher ou à encourager les gens à investir dans les entreprises. 92% déclarent que les mesures prises ne donnent pas envie de devenir chef d'entreprise.

A ce sujet, **ils considèrent le poids des charges fiscales et sociales comme étant de loin le principal handicap des entreprises françaises par rapport aux entreprises étrangères (91%)**. Une majorité souligne également le caractère trop rigide de la réglementation du travail (52%) et 31% mettent en exergue la durée hebdomadaire légale du travail trop faible. En revanche, ils sont peu nombreux à penser que la France est freinée par une main d'œuvre insuffisamment qualifiée (12%), des salariés qui manquent de productivité (5%) ou des salaires trop élevés (4%).

Conséquences des augmentations d'impôts prévues en 2013 sur la rémunération et les investissements

Face aux hausses des impôts de 20 milliards d'euros pour les entreprises et les particuliers annoncées pour 2013, le sentiment le plus répandu est le découragement (32%), qui devance le manque d'équité (20%) et la révolte (19%). Les chefs d'entreprise ne cèdent pas pour autant à la passivité, seuls 18% déclarant qu'il s'agit d'un mal nécessaire et 8% d'une fatalité.

17% des patrons interrogés estiment toutefois qu'ils ne seront pas impactés par cette hausse de la fiscalité. **Pour les 83% qui en subiront les effets, ceux-ci se traduiront très largement par une baisse de leurs revenus (74%) ainsi que par le renoncement à un ou plusieurs investissements (63%).** La moitié des TPE devrait renoncer à une ou plusieurs embauches (63% parmi les employeurs). Les conséquences portent également sur le volume d'affaires : 41% mettent en avant l'obligation d'augmenter leur activité pour compenser les coûts supplémentaires, tandis que 28% vont volontairement la réduire. Enfin 16% des dirigeants estiment qu'ils devront diminuer leurs effectifs.

77% des interviewés perçoivent en outre le risque d'une hausse du travail au noir et du chiffre d'affaires non déclaré pour pallier ces augmentations d'impôts, dont 47% de façon significative.

Pour améliorer la situation socio-économique en 2013, ils estiment que les nouvelles les plus souhaitables seraient une baisse du nombre de chômeurs (53%) ou la fin de la crise de la zone euro (48%). 40% attendent un mouvement de réindustrialisation de la France et 24% une amélioration de la situation du commerce extérieur. Ils sont comparativement moins convaincus par les effets positifs de l'atteinte de l'objectif de 3% du déficit public (15%), de la fermeture des frontières (10%) ou du retour au franc (7%).

Les patrons de TPE apparaissent très mitigés sur la gestion par le gouvernement des polémiques et manifestations autour du projet de loi sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe : 48% estiment qu'il est resté dans son rôle en maintenant cette promesse de campagne, tandis que 51% déclarent qu'il aurait dû écouter les revendications pour adapter ou retirer son projet de loi. Une courte majorité (53%) juge qu'un référendum sur le sujet aurait été souhaitable.

L'intervention de la France au Mali a peu de retentissement auprès des chefs d'entreprise de moins de 20 salariés : 14% uniquement relèvent des effets négatifs sur leur activité.

Des patrons confiants dans une sortie de crise à moyen terme, notamment si la France s'appuie sur les services innovants

Une majorité des dirigeants de TPE interrogés (57%) considère que la France connaît actuellement une situation difficile mais devrait bénéficier d'un contexte plus favorable avant la fin de la décennie. Néanmoins, et à l'inverse, une part non négligeable des sondés se montre plus pessimiste, jugeant que le déclin ne sera pas enrayé avant plusieurs dizaines d'années (42%).

Les doutes quant à la capacité de notre économie à se rétablir s'expliquent notamment par la difficulté qu'ont les dirigeants à croire en des domaines permettant d'assurer un avenir serein à la France. Ainsi, invités à identifier les secteurs ayant des fondations saines pour assurer l'avenir économique du pays, **les patrons de TPE font essentiellement confiance à cinq secteurs parmi tous ceux testés : ils estiment pouvoir placer leurs espoirs dans les services innovants (dont les fondations sont saines pour 76% des interviewés), la culture (62%), l'économie par Internet (59%), aux services traditionnels (56%) ou encore la recherche (52%).** A l'inverse, seule une minorité de dirigeants juge que la santé (47%), l'agriculture (40%), la réglementation du travail (36%), l'éducation (33%) ou encore l'industrie (25%) détiennent les clés du renouveau économique français. Le jugement est encore plus sévère s'agissant des retraites (14%), du marché de l'emploi (9%) et enfin des déficits et dettes publics (8%), clairement ciblés par les patrons comme les dimensions ayant les bases les moins saines.

Dans ce contexte, moins d'un dirigeant de TPE sur deux perçoit aujourd'hui la France comme une grande puissance (48%).

Pour être une grande puissance, un pays doit, selon eux, avoir une balance commerciale excédentaire (50%), avoir un taux de chômage faible (48%) et dans une moindre mesure, être parmi les dix premières puissances mondiales (43%). Les dirigeants évoquent ensuite l'accès aux soins pour tous (35%), la garantie de la scolarisation jusqu'à 16 ans (28%) et le fait d'avoir de grandes entreprises implantées partout dans le monde (27%). L'importance du rayonnement culturel au plan mondial (19%), la possession d'une armée forte et autonome (13%) ou encore le contrôle de ses frontières (12%) constituent, selon les patrons, des arguments relativement moins fondamentaux. Enfin, trois éléments sont cités par moins de 10% des interviewés comme constitutifs de la puissance d'un Etat : le fait d'avoir sa propre monnaie (9%), de détenir la force nucléaire (4%) ou encore d'avoir une population nombreuse (4%).

Divisés sur la puissance de la France, les dirigeants de TPE le sont tout autant s'agissant de l'impact de la mondialisation : **une courte majorité (51%) estime qu'elle est une chance pour le pays, 49% estimant à l'inverse qu'il s'agit plutôt d'un handicap pour la France.**

La défiance des dirigeants de TPE à l'égard des politiques n'épargne que les élus locaux

Les patrons de TPE expriment un relatif scepticisme quant à la capacité des acteurs nationaux et locaux, élus ou non, à améliorer la situation de la France. Ainsi, **seule une courte majorité (53%) des personnes interrogées considère que le Président de la République a une autorité suffisante pour redresser la situation économique, sociale ou sociétale du pays** (dont 17% « tout à fait »). Les maires (49%), le Premier ministre (48%), les ministres (46%) et les parlementaires (44%) paraissent aptes à faire évoluer la situation à moins d'un chef d'entreprise sur deux. Enfin, **les syndicats (qu'ils soient patronaux, 42%, ou de salariés, 37%) sont perçus comme les moins à même d'influer sur le retour à la croissance**.

Pessimistes quant à la capacité des décideurs politiques à améliorer la situation du pays, les dirigeants de TPE interrogés n'accordent une large confiance qu'aux maires : **76% jugent que ces derniers défendent l'intérêt général plus que leurs intérêts personnels**. Dans une moindre mesure, 64% des interviewés soulignent le même engagement de la part du Président de la République, et 59% de la part du Premier ministre. A l'inverse, ces deux acteurs centraux de la Vème République suscitent des doutes quant aux intérêts poursuivis chez plus d'un tiers des patrons interrogés (36% pour le Président, 41% pour le Premier ministre). **La crise de confiance est d'ailleurs plus grave s'agissant des ministres (qui défendraient leurs propres intérêts au détriment de l'intérêt général selon 51% des interviewés) et des parlementaires (55%).**

Dans ce contexte, en lien logique avec la défiance exprimée à l'égard de la classe politique sur les questions précédentes, **seuls 31% des interviewés considèrent que les hommes et les femmes politiques représentent bien les intérêts des patrons du secteur privé**. Ce constat est plus sévère encore s'agissant de la prise en compte des salariés du privé (24%) par les élus.

La perception du niveau de corruption à différents échelons confirme le sentiment de défiance à l'égard des politiques : **plus de quatre personnes sur dix jugent ainsi qu'au niveau des parlementaires (44%) et du gouvernement (42%), la corruption est très importante ou significative**. 39% des interviewés partagent ce point de vue s'agissant des conseillers régionaux et 39% des conseillers départementaux. La corruption est perçue comme moins significative chez les maires (32%) et leurs adjoints (26%).

L'espoir d'une sortie de crise grâce à l'Europe divise, mais le recours aux employés étrangers ne pose pas de problème d'intégration

52% des dirigeants de TPE souhaitent que l'on accorde une place plus importante à l'Europe pour relever les défis de la France : 2% veulent que l'Union européenne ait une place exclusive dans les orientations prises, 20% une place beaucoup plus importante et 30% une place un peu plus importante seulement. **A l'inverse, 35% des sondés veulent réduire la prépondérance de l'Europe** : 21% souhaitent qu'elle occupe une place un peu moins importante, 10% beaucoup moins importante et 4% qu'elle n'occupe même aucune place. Enfin, notons que **13% des patrons ne veulent rien changer aux équilibres existants**.

Le jugement des dirigeants sur le nombre de fonctionnaires au service des trois secteurs de la fonction publique varie fortement : leur nombre est jugé majoritairement trop important dans l'administration d'Etat (69%) et dans la fonction publique territoriale (56%), mais très largement insuffisant dans la fonction hospitalière (84%).

La confiance accordée à ses proches (parents, frères et sœurs, 93%, et conjoints et enfants, 90%) est, sans surprise, quasi-unanime. Plus étonnant, le niveau de confiance accordée par les chefs d'entreprise à leurs clients (89%) et à leurs fournisseurs (84%) en est assez proche (bien que moins prononcé en intensité). La confiance portée aux citoyens en général atteint tout de même 75%, et celle accordée à ses collègues chefs d'entreprise s'établit à 73%. Enfin, **un peu moins d'un patron de TPE sur deux (47%) fait confiance à ses concurrents**.

17% des dirigeants de TPE déclarent employer au moins un salarié de nationalité étrangère dans leur entreprise. La raison première du recrutement réside dans l'intérêt porté à leur profil, la question de leur nationalité ne posant pas de problème aux patrons concernés (87%). 19% considèrent en outre qu'ils râlent moins que les Français, 18% qu'aucun Français ne voulait de ce poste en particulier, 12% qu'ils travaillent plus dur que les Français et 10% qu'ils étaient plus compétents que les Français candidats au poste. 9% des patrons évoquent par ailleurs l'avantage d'avoir parmi ses collaborateurs un salarié qui puisse travailler avec des clients étrangers. Enfin, 5% des interviewés déclarent avoir eu recours à cette embauche pour des raisons de coûts, l'emploi d'une personne de nationalité étrangère ayant coûté moins cher.

Quelle que soit la raison de leur embauche, l'intégration d'un salarié de nationalité étrangère dans les entreprises qu'ils ont intégrées se révèle très positive : **96% des dirigeants concernés jugent ainsi que celle-ci est bonne, et même très satisfaisante dans les deux tiers des cas (66%)**.

Les dirigeants de TPE sont confrontés au communautarisme dans une proportion significative

Les dirigeants dans leur ensemble vont plus loin et énoncent majoritairement les avantages de ce recours à la main d'œuvre étrangère pour les entreprises : **77% jugent que l'embauche de salariés de nationalité étrangère donne la possibilité de pourvoir des postes que les salariés Français ne veulent pas occuper, et près des deux tiers (64%) estiment que cette démarche donne la possibilité à des entreprises de recruter des compétences non disponibles en France.** Néanmoins, obscurcissant le tableau dressé jusqu'alors, près de quatre patrons sur dix (39%) reconnaissent dans le même temps que cette situation tend à accentuer le chômage des salariés Français.

Au-delà de la seule question de la nationalité, **quatre patrons de TPE sur dix ressentent l'existence du communautarisme au quotidien parmi leurs clients et fournisseurs (40%)**, 20% des employeurs devant également gérer des comportements de cette nature parmi leurs salariés.

Ce communautarisme, chez ceux qui le relèvent, se concrétise en premier lieu par un recentrage culturel (65%), mais également ethnique (54%). Plus rarement mais dans une proportion non négligeable, les dirigeants notent l'existence d'un communautarisme religieux, dans 45% des cas.

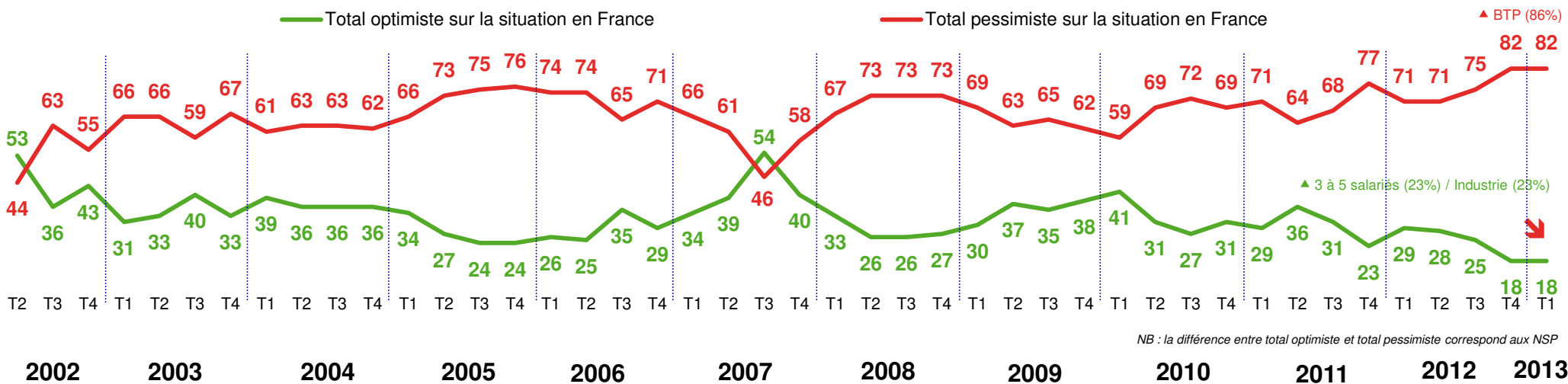
Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

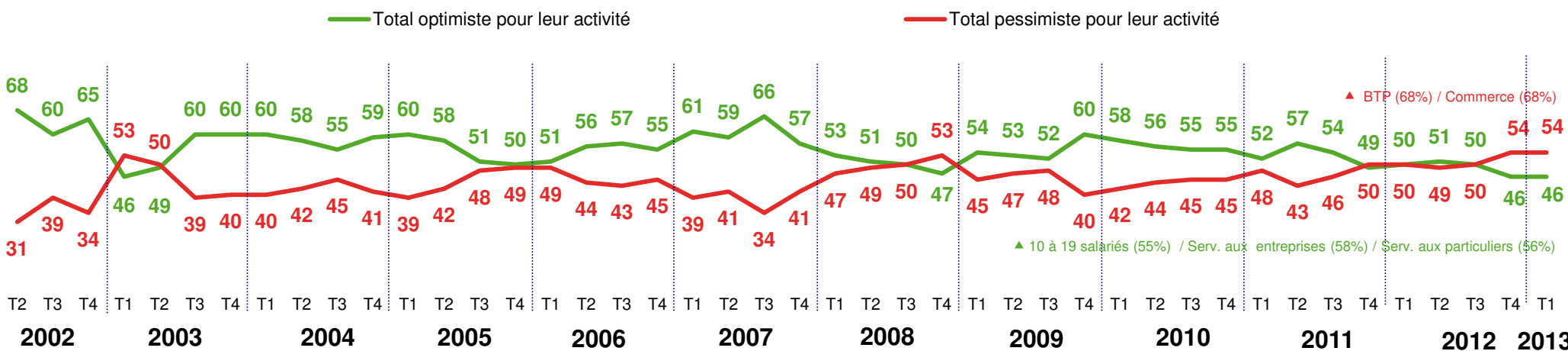
Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?



Question

Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?



Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault inspirent ... ?

— Inspirent confiance d'une manière générale

Gouvernements Raffarin



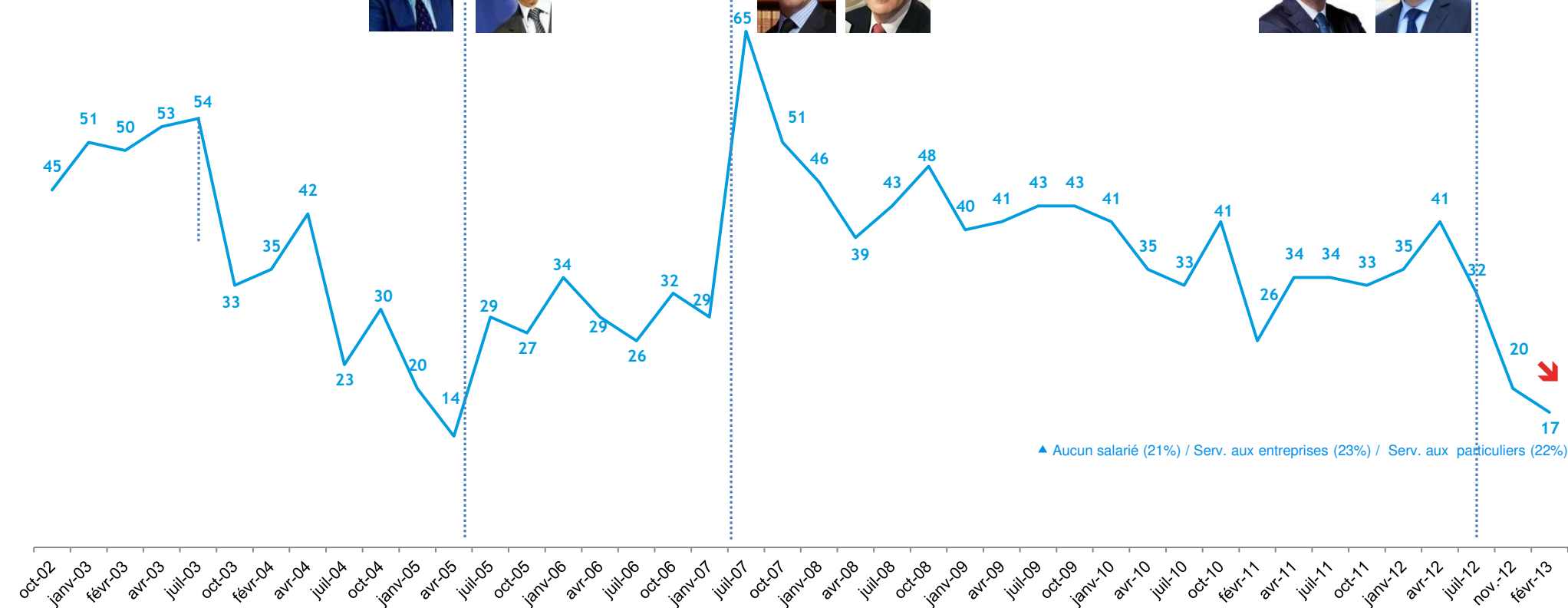
Gouvernement Villepin



Gouvernements Fillon



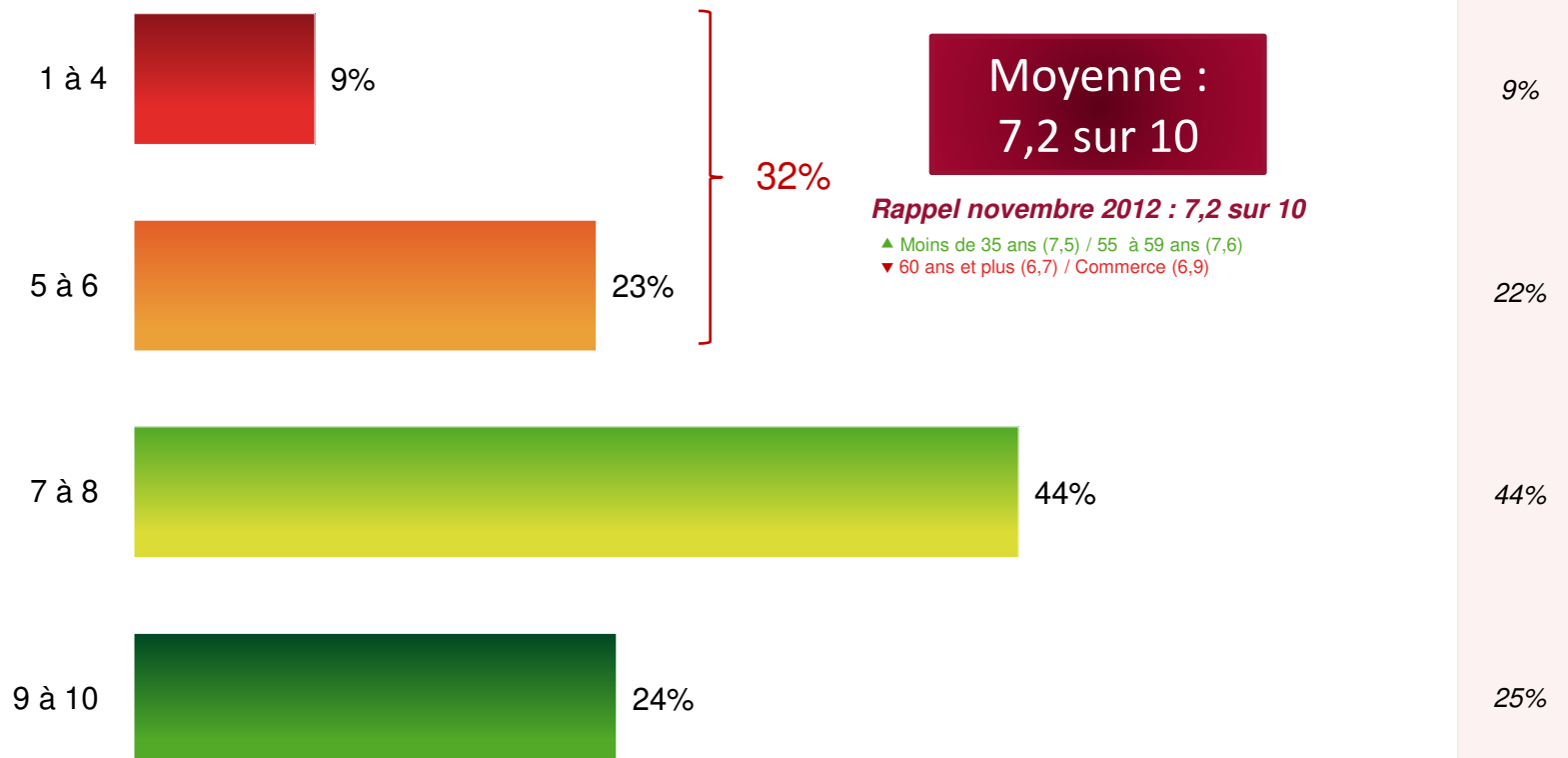
Gouvernement Ayrault



Evaluation de l'état de santé des chefs d'entreprise

Question

En ce moment, sur une échelle de 1 à 10, (1 voulant dire que vous êtes en très mauvaise santé et 10 que vous êtes en excellente santé), comment jugez-vous votre forme physique ?



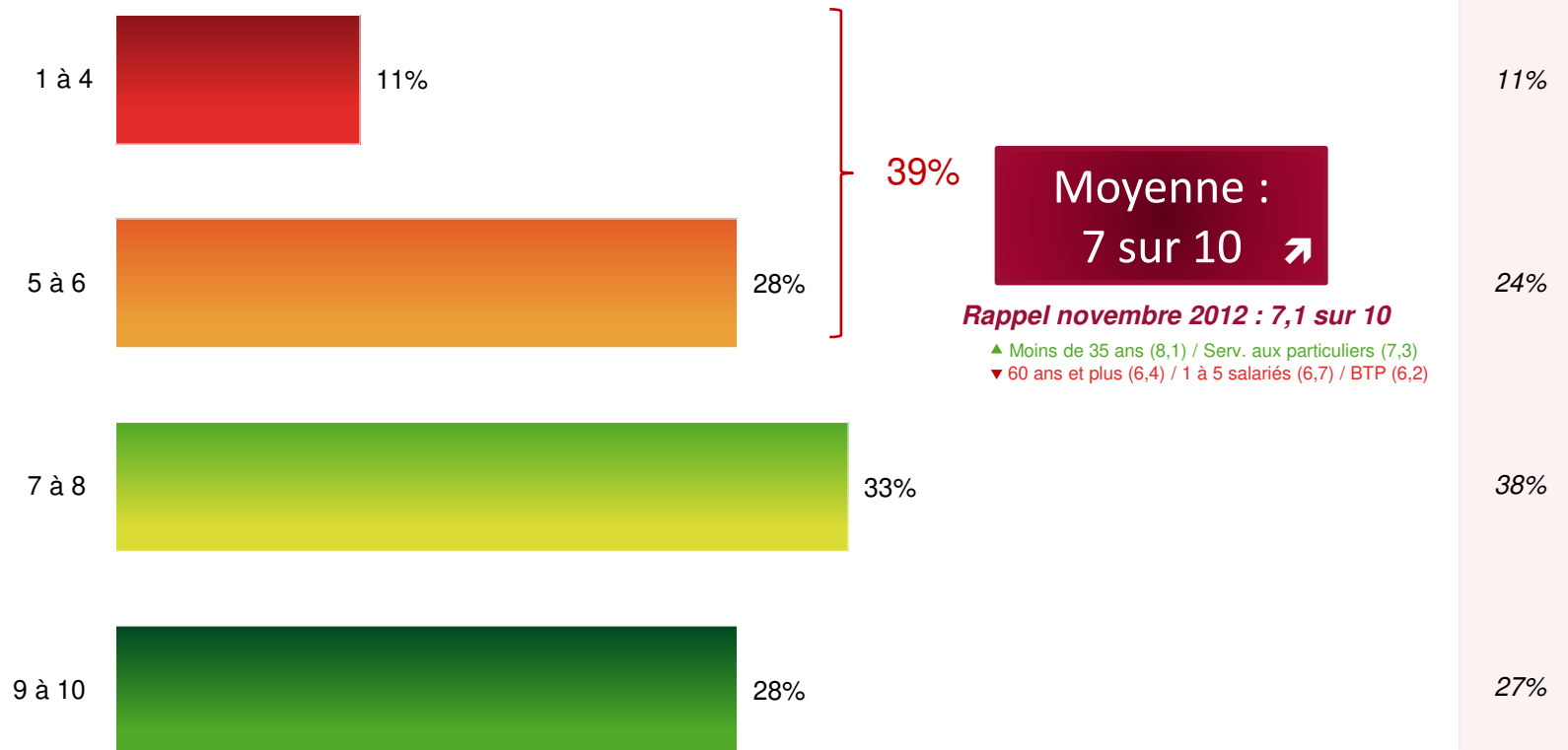
Les patrons de TPE sont toujours moins de 10% à évaluer leur état de santé comme inférieur à 5 sur 10. En moyenne, ils lui attribuent une note de 7,2 sur 10, au même niveau que lors des précédentes enquêtes. Ce score est logiquement un peu inférieur parmi les personnes âgées de plus de 60 ans.

Base : ensemble des TPE

Evaluation du niveau de motivation des chefs d'entreprise

Question

En ce moment, sur une échelle de 1 à 10, comment jugez-vous votre niveau de motivation (1 voulant dire que vous êtes totalement démotivé et 10 que vous êtes extrêmement motivé) ?



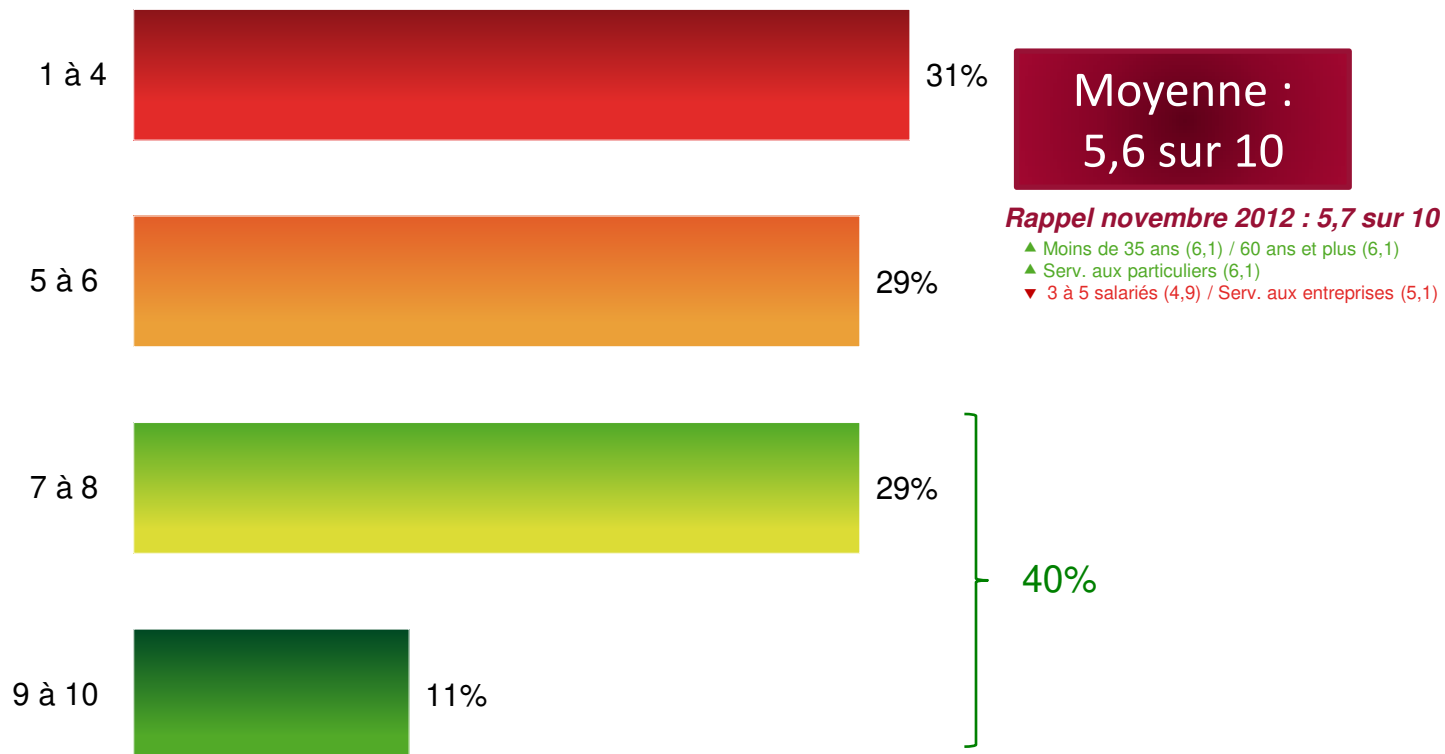
Le niveau de motivation des dirigeants interrogés est lui aussi élevé, à 7 sur 10. Cependant, la proportion d'interviewés donnant une note supérieure ou égale à 7, si elle reste majoritaire, décroît par rapport à novembre 2012 (61%, -4 points). La motivation est sensiblement plus faible dans le BTP (6,2 sur 10)

Base : ensemble des TPE

Evaluation de l'état de quiétude des chefs d'entreprise

Question

En ce moment, sur une échelle de 1 à 10, comment jugez-vous votre niveau de stress (1 voulant dire que vous êtes très anxieux et 10 que vous n'êtes pas du tout anxieux) ?



On ne relève pas de changement majeur en ce qui concerne la quiétude des chefs d'entreprise, avec une note de 5,6 sur 10, qui se révèle plus faible, témoignant de davantage d'anxiété, dans les services aux entreprises (5,1 sur 10) et les structures de 3 à 5 salariés.

Près d'un tiers des dirigeants de TPE mettent en avant un niveau de stress important (31% qui lui associent une note de 1 à 4).

Base : ensemble des TPE

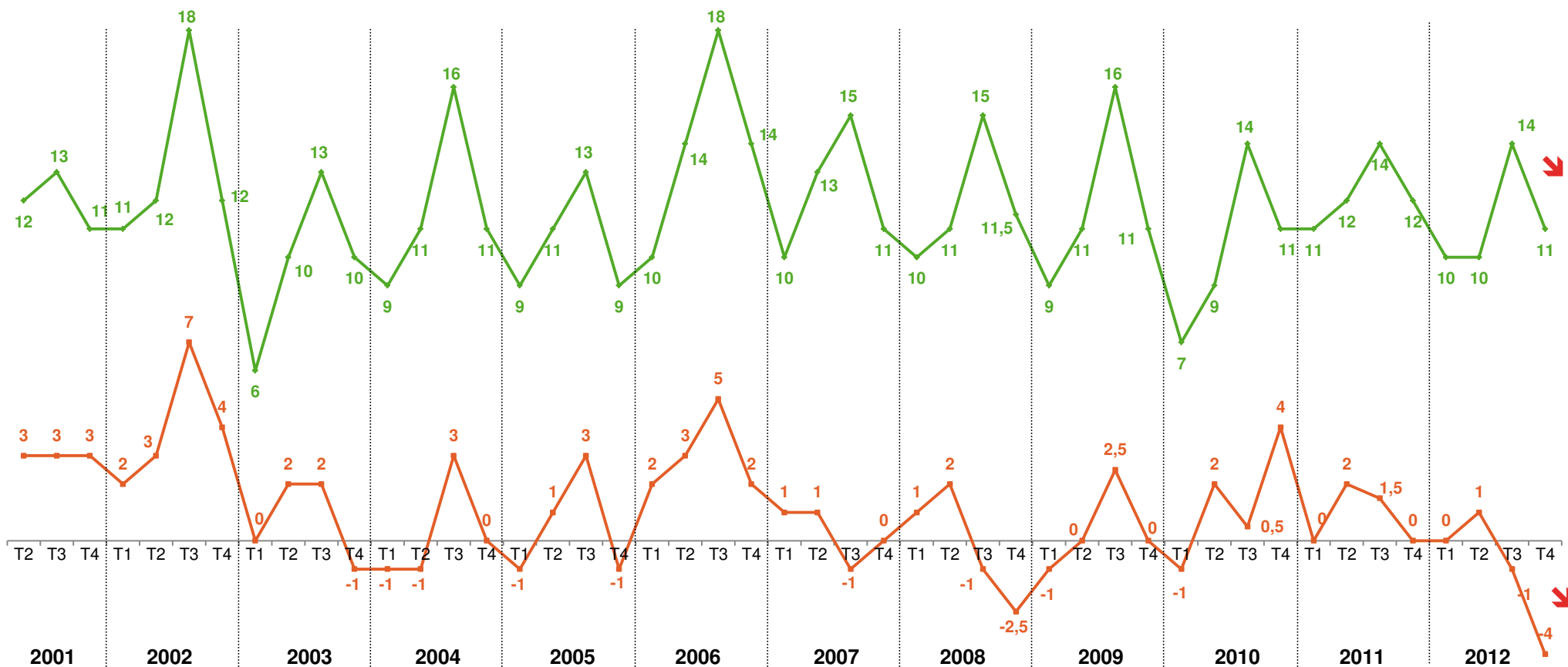
L'emploi dans les TPE

Note de lecture

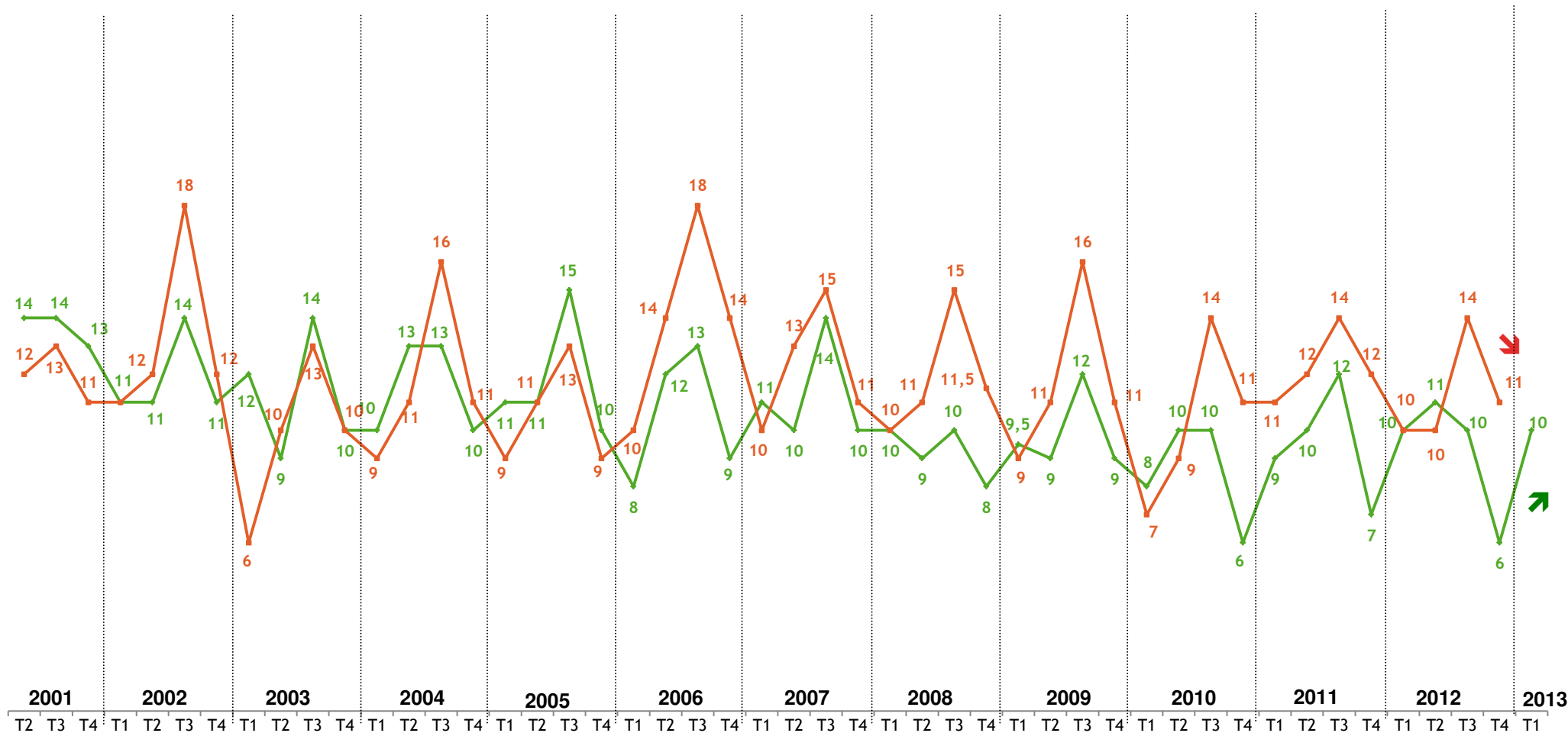
- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

—●— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,7
 —●— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 1,1

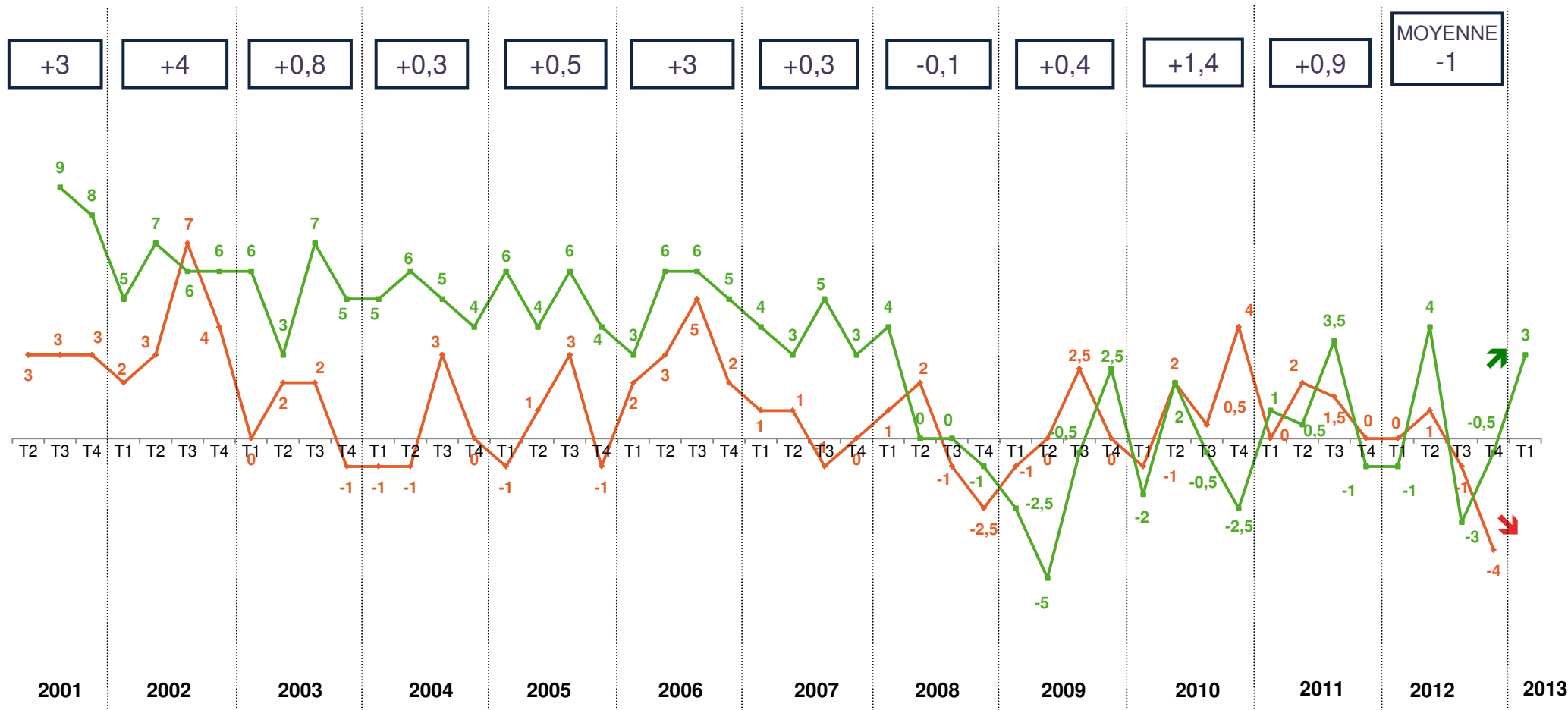
} Moyennes depuis 2001



- Embauches prévues au cours des trois prochains mois
- Embauches réalisées sur les trois derniers mois

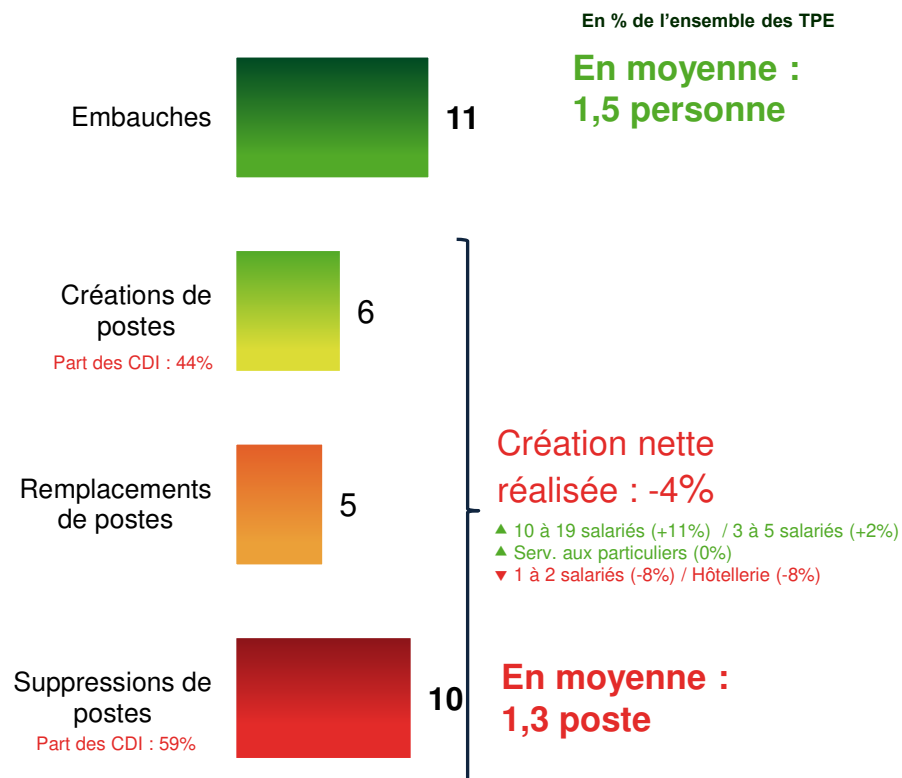


— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois
— Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois

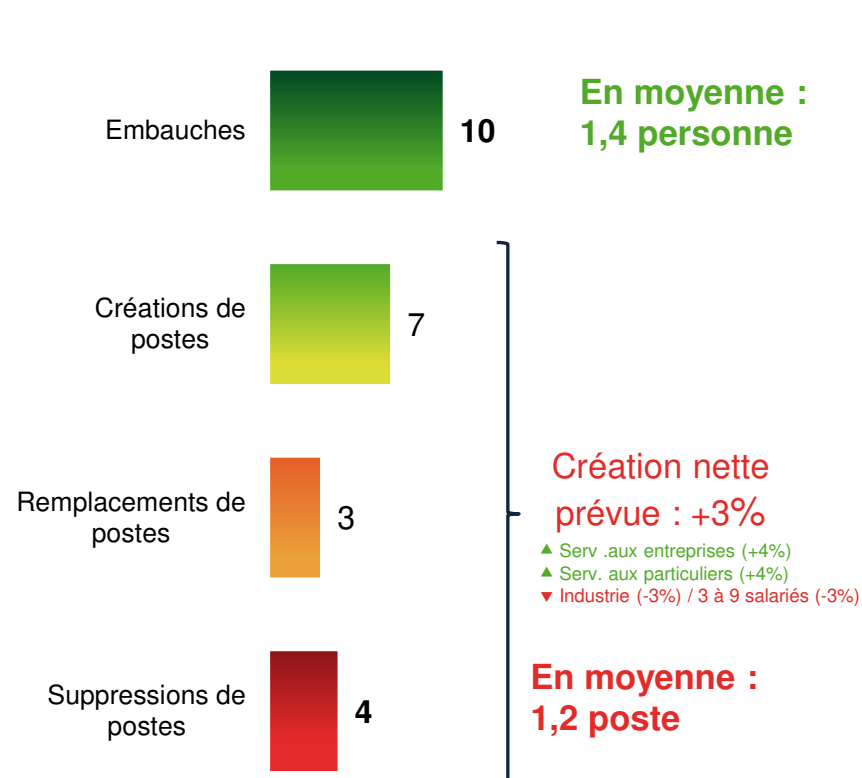


Répartition de la création nette d'emplois

Réalisations d'octobre à décembre 2012



Perspectives de janvier à mars 2013

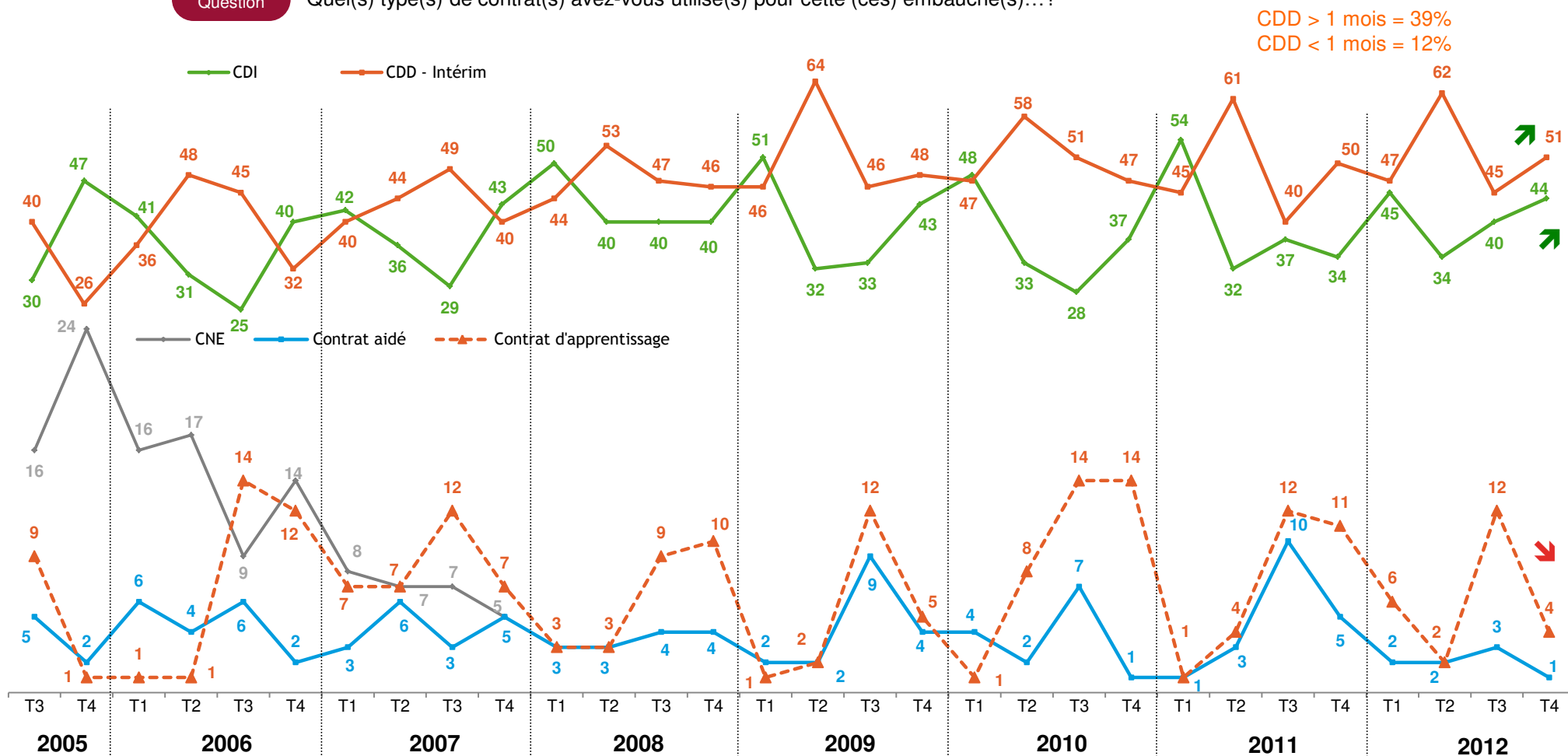


La création nette d'emplois sur les trois derniers mois enregistre son niveau le plus bas depuis la création du baromètre, à -4%, le score le plus faible ayant été constaté fin 2008 au moment du déclenchement de la crise, à -2,5%. Les entreprises de 1 à 2 salariés (-8%) et de l'hôtellerie (-8%) sont les plus touchées. Le secteur des services aux particuliers est le moins impacté par le contexte économique, avec une création nette nulle. Les perspectives s'améliorent pour le premier trimestre 2013, avec une création nette anticipée de +3%, après neuf mois de baisses successives.

Base : ensemble des TPE

Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...

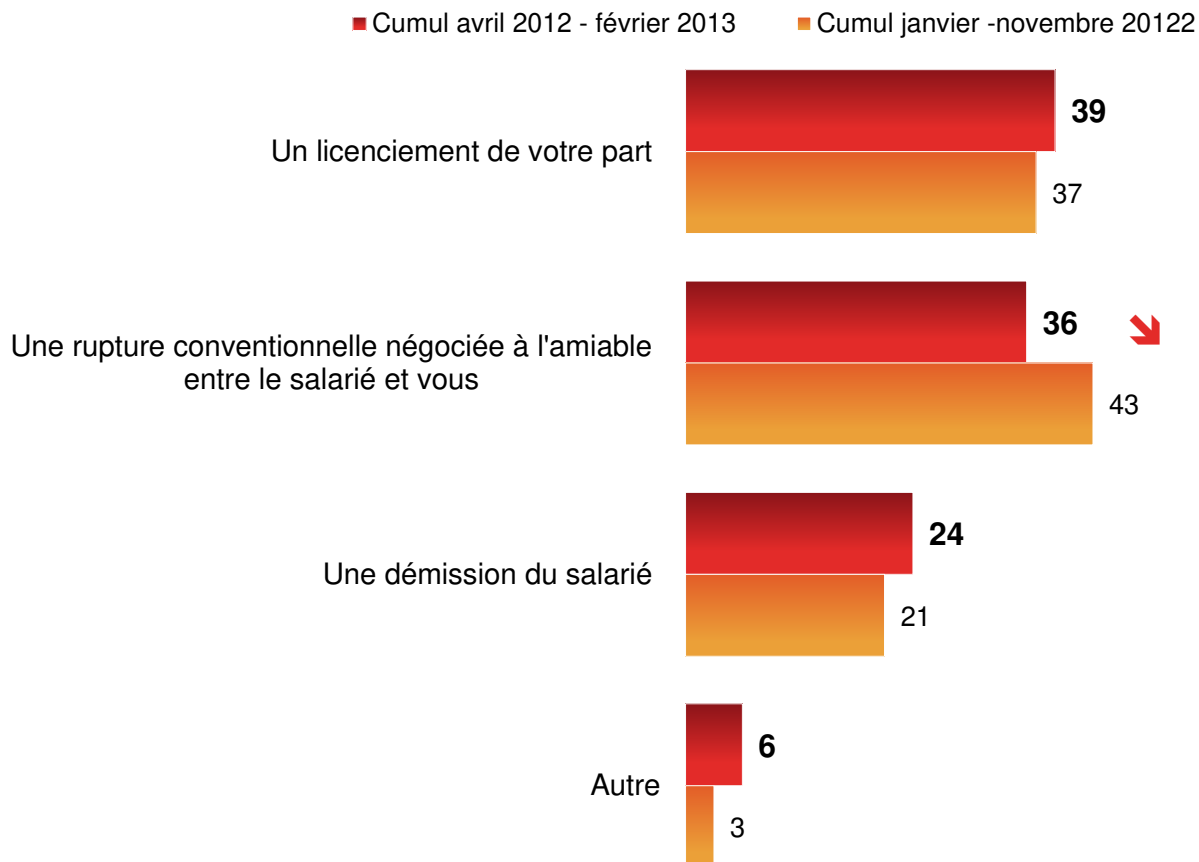


Le recours aux contrats d'apprentissage a reculé significativement par rapport au trimestre précédent (4%, -12 points), au profit des CDI (44%, +4 points) et plus encore des CDD (51%, +6 points). L'embauche de personnel en contrat aidé reste marginale (1%, -2 points).

Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?



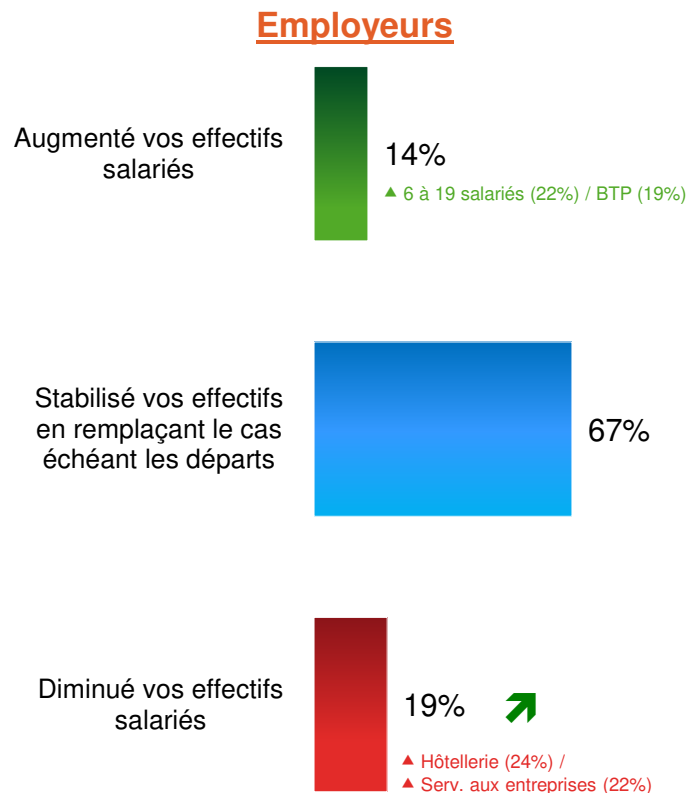
Les ruptures conventionnelles connaissent une nette diminution en année glissante par rapport à la précédente vague du baromètre (36%, -7 points). Reflétant les difficultés économiques actuelles, les licenciements sont en légère hausse (39%, +2 points). Notons qu'un quart des patrons de TPE ont fait face à des démissions parmi ceux déclarant avoir supprimé des postes en CDI (24%, +3 points).

Base : question posée aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois

L'évolution des effectifs en 2012 parmi les employeurs et les non employeurs

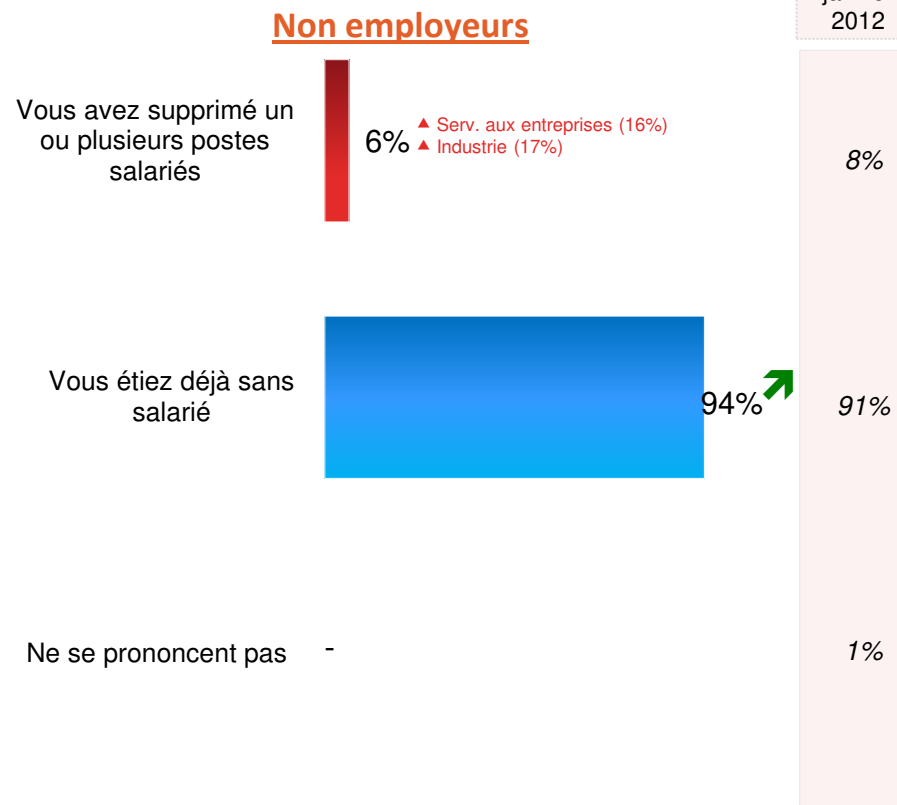
Question

Au global, sur l'année 2012, avez-vous... ?



Question

Au cours de l'année 2012, quelle a été votre situation en matière d'emploi ?

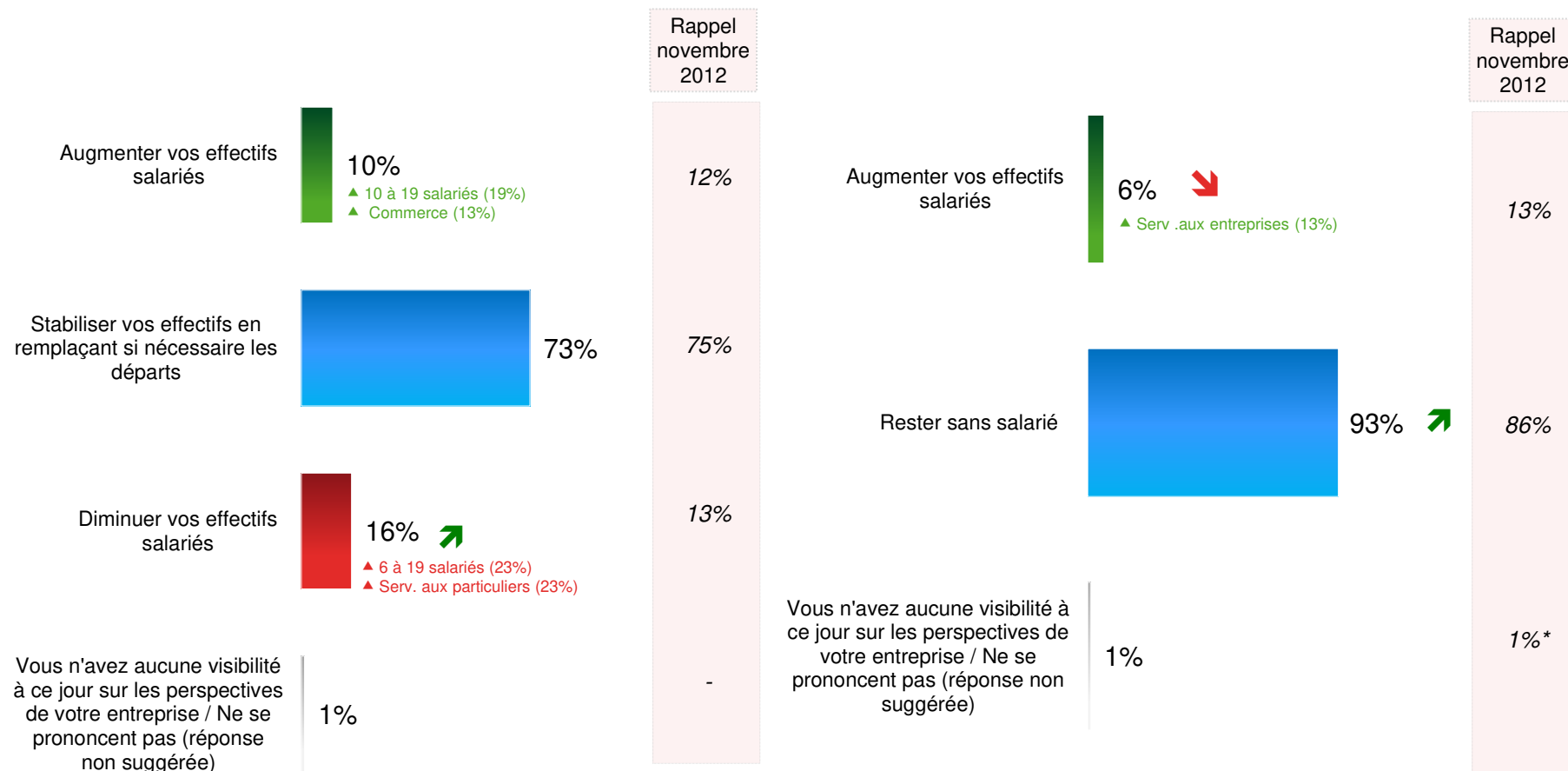


L'année 2012 se révèle critique quant à la situation de l'emploi : parmi les employeurs, 14% ont augmenté leurs effectifs contre 19% qui les ont diminués, tandis que les dirigeants sans salarié sont 6% à avoir supprimé un ou plusieurs postes au cours de l'année.

Les prévisions des employeurs et non employeurs en matière d'emploi pour 2013

Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2013 ?

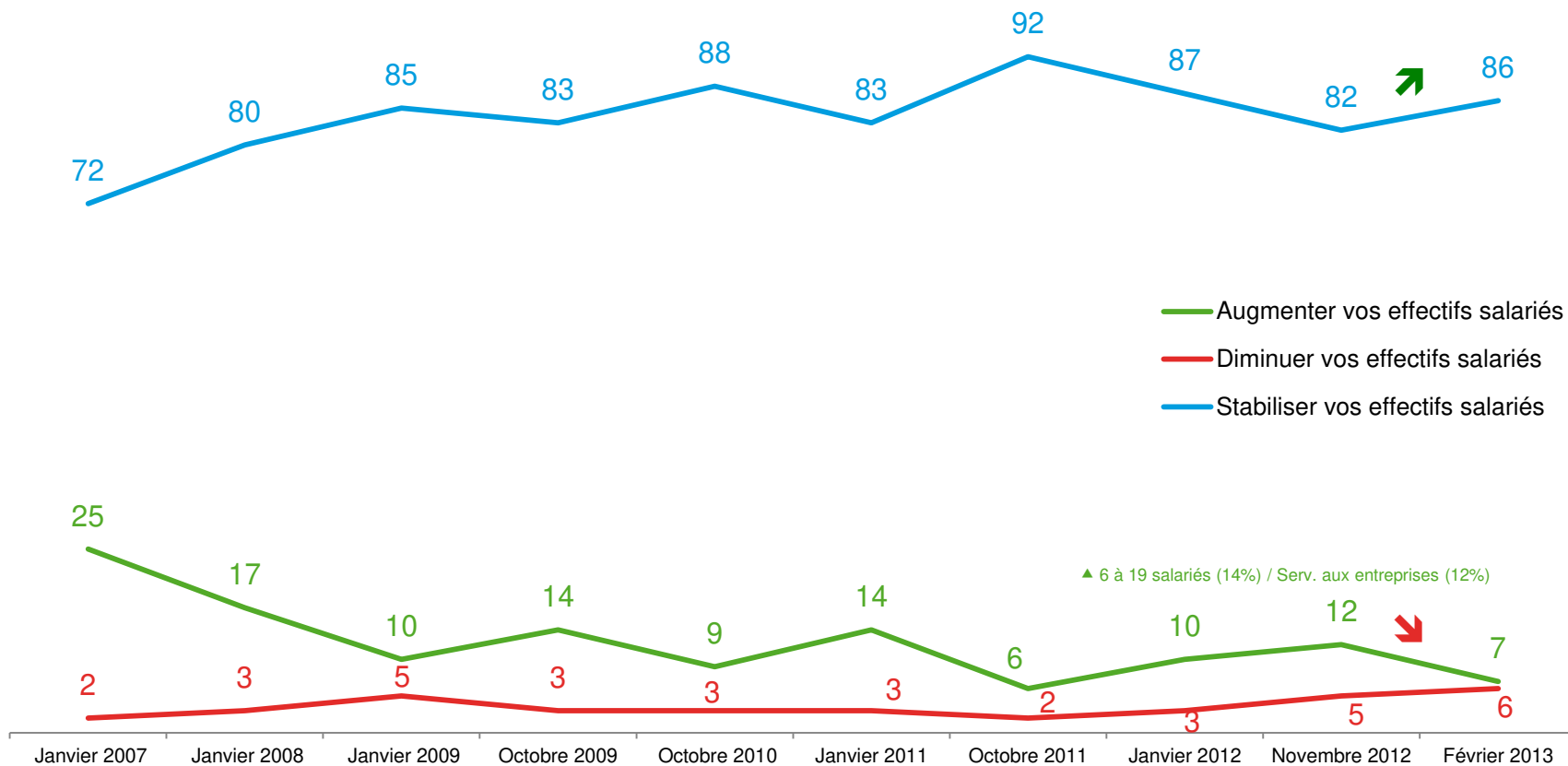


Pour 2013, les prévisions des employeurs restent pessimistes : 10% prévoient de recruter contre 16% qui pensent détruire des postes au cours de l'année à venir. Les non employeurs ne sont que 6% à envisager de créer des emplois contre 13% au mois de novembre 2012.

Les prévisions en matière d'emploi pour l'ensemble des TPE en 2013

Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2013 ?



Parmi l'ensemble des TPE interrogées, 86% ont l'intention de stabiliser leurs effectifs en 2013 (+4 points en trois mois). 7% souhaitent embaucher (-5 points par rapport au mois de novembre), au même niveau que celles qui prévoient de diminuer le nombre de leurs employés (6%).

Base : récapitulatif effectué sur les patrons de TPE ayant une visibilité pour 2012, soit 84% de l'échantillon

La situation financière des TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

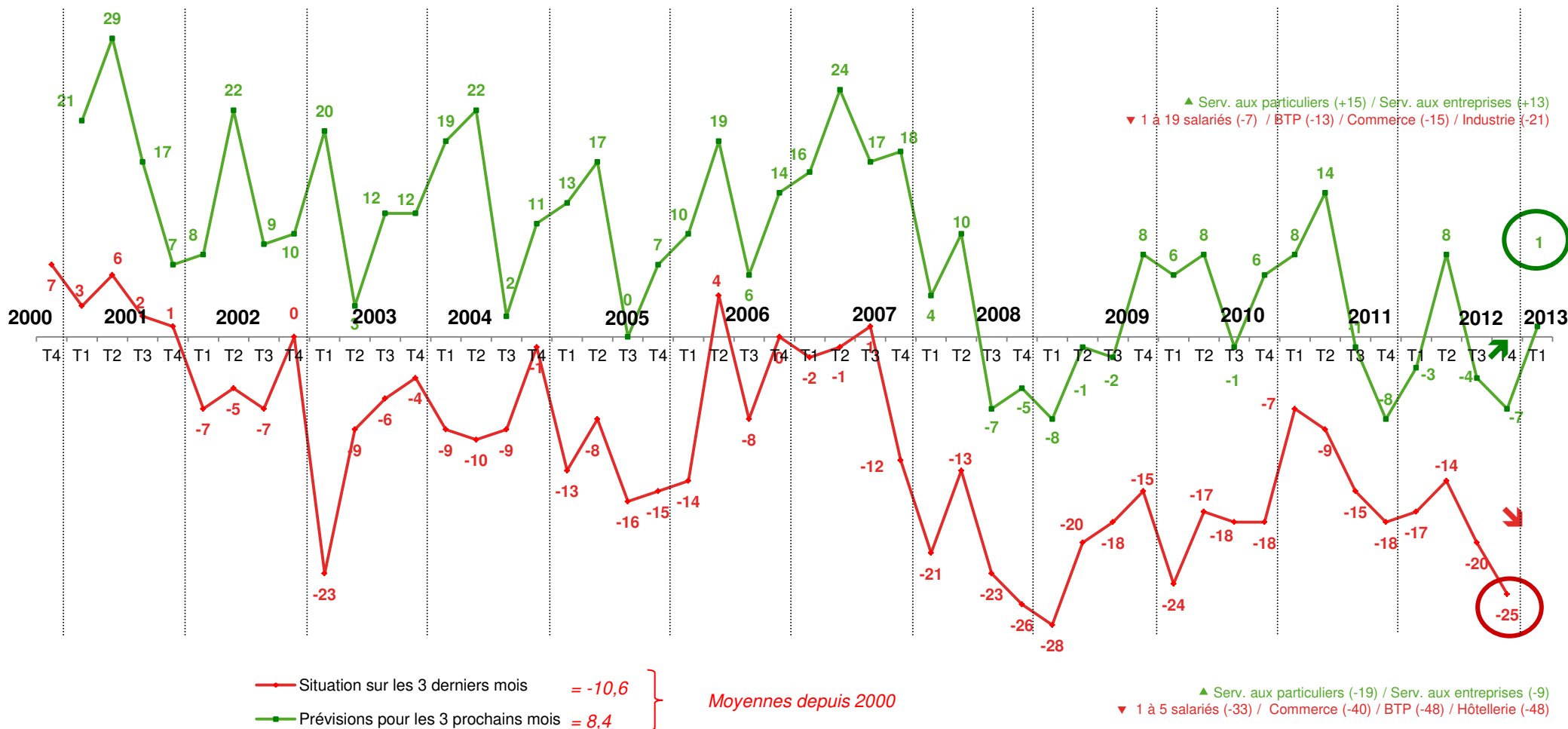
(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question 1

Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Question 2

Au cours des 3 prochains mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'améliorera, se détériorera ou restera stable ?



Base : ensemble des TPE

La croissance en 2012 et les prévisions pour 2013

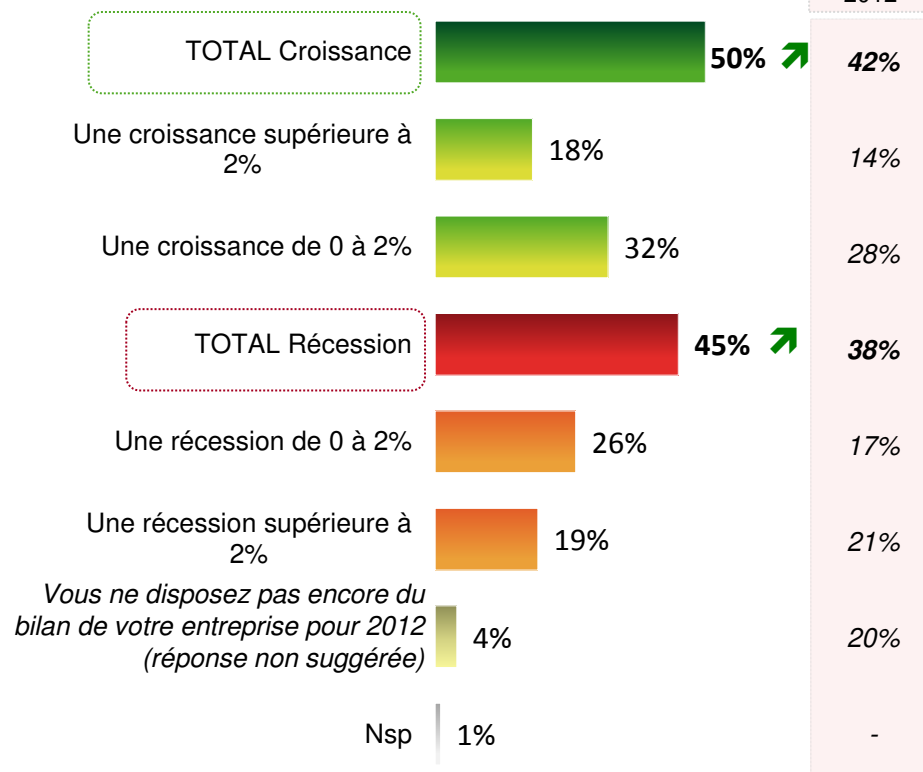
Question

Au global, sur 2012, diriez-vous que votre entreprise aura connu...?

Moyenne février 2013 : +0,2% ↗

Rappel moyenne novembre 2012: -3,2% / Rappel moyenne Janvier 2012 : +1,5% / Rappel moyenne Octobre 2011 : +1,2

▲ 10 à 19 salariés (+2,4%) / Serv. aux particuliers (+3,6%)
▼ 1 à 2 salariés (-0,8%) / Artisan (-1,3%) / Hôtellerie (-1,1%) / Industrie (-1,3%) / BTP (-3,6%)



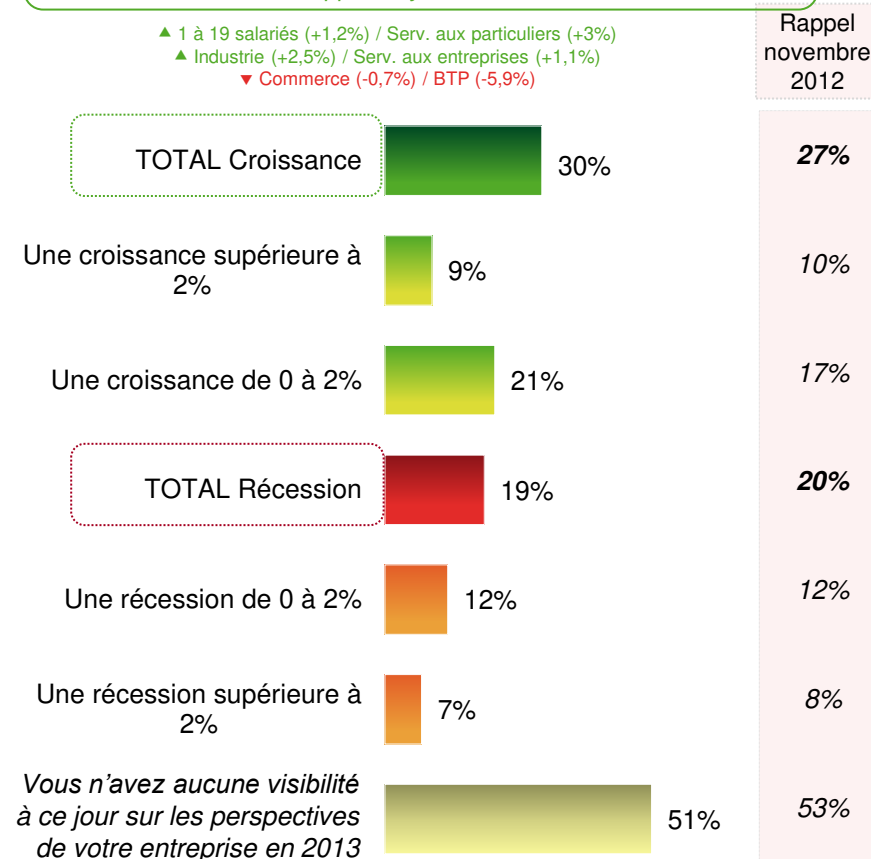
Question

Et en 2013, diriez-vous que votre entreprise connaîtra...?

Moyenne février 2013: +0,5% ↗

Rappel moyenne Novembre 2012 : 0% / Rappel moyenne Janvier 2012 : +1,2% / Rappel moyenne Octobre 2011 : +2,7%

▲ 1 à 19 salariés (+1,2%) / Serv. aux particuliers (+3%)
▲ Industrie (+2,5%) / Serv. aux entreprises (+1,1%)
▼ Commerce (-0,7%) / BTP (-5,9%)



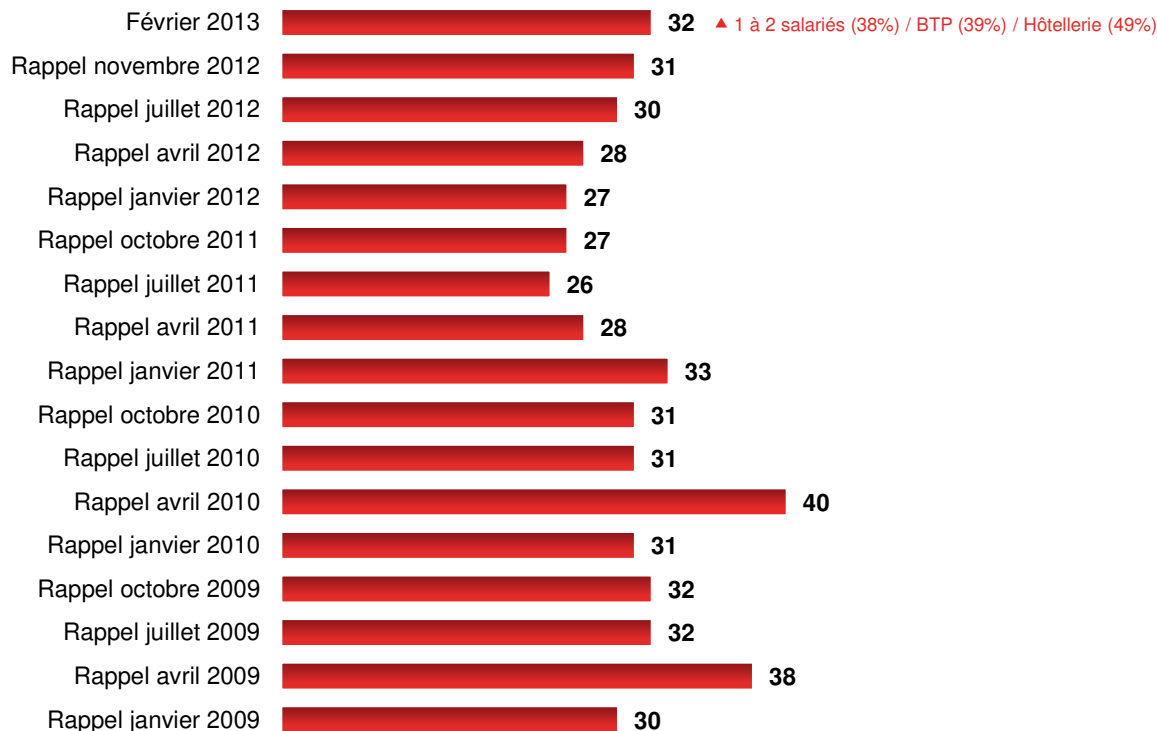
Alors qu'ils se montraient prudents voire très pessimistes fin 2012 sur leur taux de croissance annuel (avec un pronostic à -3,2%), les patrons de TPE auront finalement connu une croissance atone (+0,2%), avec quand même 45% d'entre eux qui se déclarent en récession par rapport à 2011. Pour 2013, la moitié d'entre eux sont dans l'incertitude sur l'évolution de leur activité. Ceux qui l'ont déterminée pronostiquent une croissance de 0,5%, légèrement au-dessus des dernières prévisions de croissance du PIB.

Le niveau de préoccupation des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

Total situation préoccupante (en %)



32% des dirigeants interrogés jugent la situation financière de leur entreprise préoccupante, un score qui a connu un accroissement progressif depuis juillet 2011 (+6 points). L'inquiétude est plus marquée dans les entreprises de 1 à 2 salariés (38%) et dans le BTP (49%).

Base : ensemble des TPE

L'évolution trimestrielle des recettes et des ventes

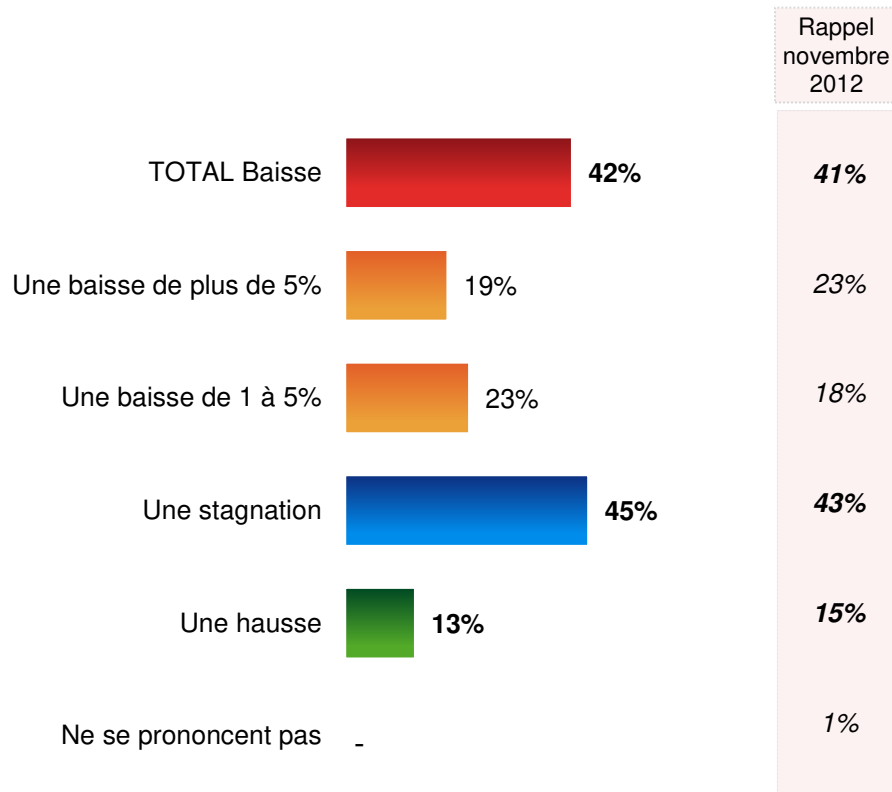
Question

Au cours des trois derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, avez-vous constaté... ?

Moyenne février 2013 : -2,8%

Rappel novembre 2012 : -2,9% / Rappel juillet 2012 : -2,0% / Rappel avril 2012 : -2,7% / Rappel janvier 2012 : -0,3% / Rappel octobre 2011 : -1,6%

▲ 10 à 19 salariés (-0,3%) / Commerce (-2%) / Serv. aux entreprises (-0,3%)
▼ Moins de 2 salariés (-3,1%) / Artisan (-4,8%) / Industrie (-4,1%) / Hôtellerie (-4,9%) / BTP (-7,2%)



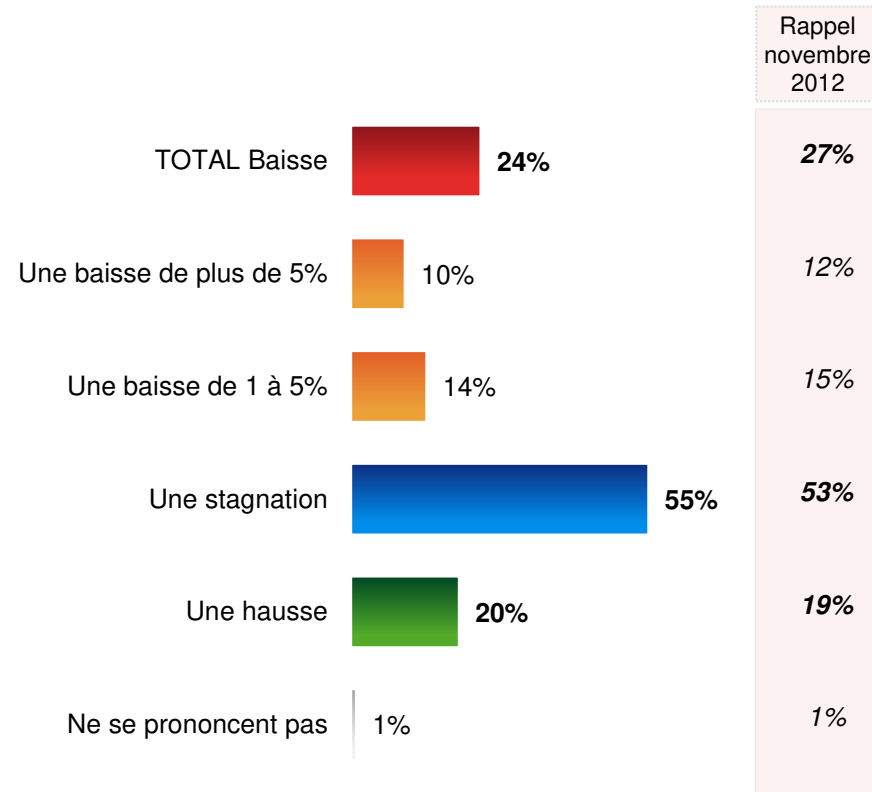
Question

Pour les trois prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, prévoyez-vous... ?

Moyenne février 2013 : -0,6%

Rappel novembre 2012 : -0,8% / Rappel juillet 2012 : -0,6% / Rappel avril 2012 : +1,4%
Rappel janvier 2012 : +0,2% / Rappel octobre 2011 : +0,3%

▲ 10 à 19 salariés (+1,2%) / Serv. aux entreprises (-0,2%) / Hôtellerie (+0,8%) / Serv. aux particuliers (+1,3%)
▼ Aucun salarié (-0,9%) / Commerce (-2,3%) / BTP (-3,3%)



Si la croissance a été très faible (+0,2%) sur l'ensemble de l'année, le chiffre d'affaires des TPE a continué de diminuer au dernier trimestre (-2,8%, après une baisse de 2,9% au trimestre précédent). Les patrons n'anticipent pas de reprise de leurs ventes d'ici fin mars, misant de nouveau sur une évolution à la baisse de leur recette (-0,6%), plus particulièrement dans le commerce (-2,3%) et le BTP (-3,3%).

La situation de trésorerie actuelle

Question

Actuellement, votre situation de trésorerie est-elle... ?

Excédentaire



29% ↘ ▲ 6 à 19 salariés (43%) / Industrie (35%) / Serv. aux entreprises (47%)

A l'équilibre



49% ▲ Serv. aux particuliers (57%)

Déficitaire



22% ▲ Commerce (27%) / Hôtellerie (36%)

Rappel
novembre
2012

33%

46%

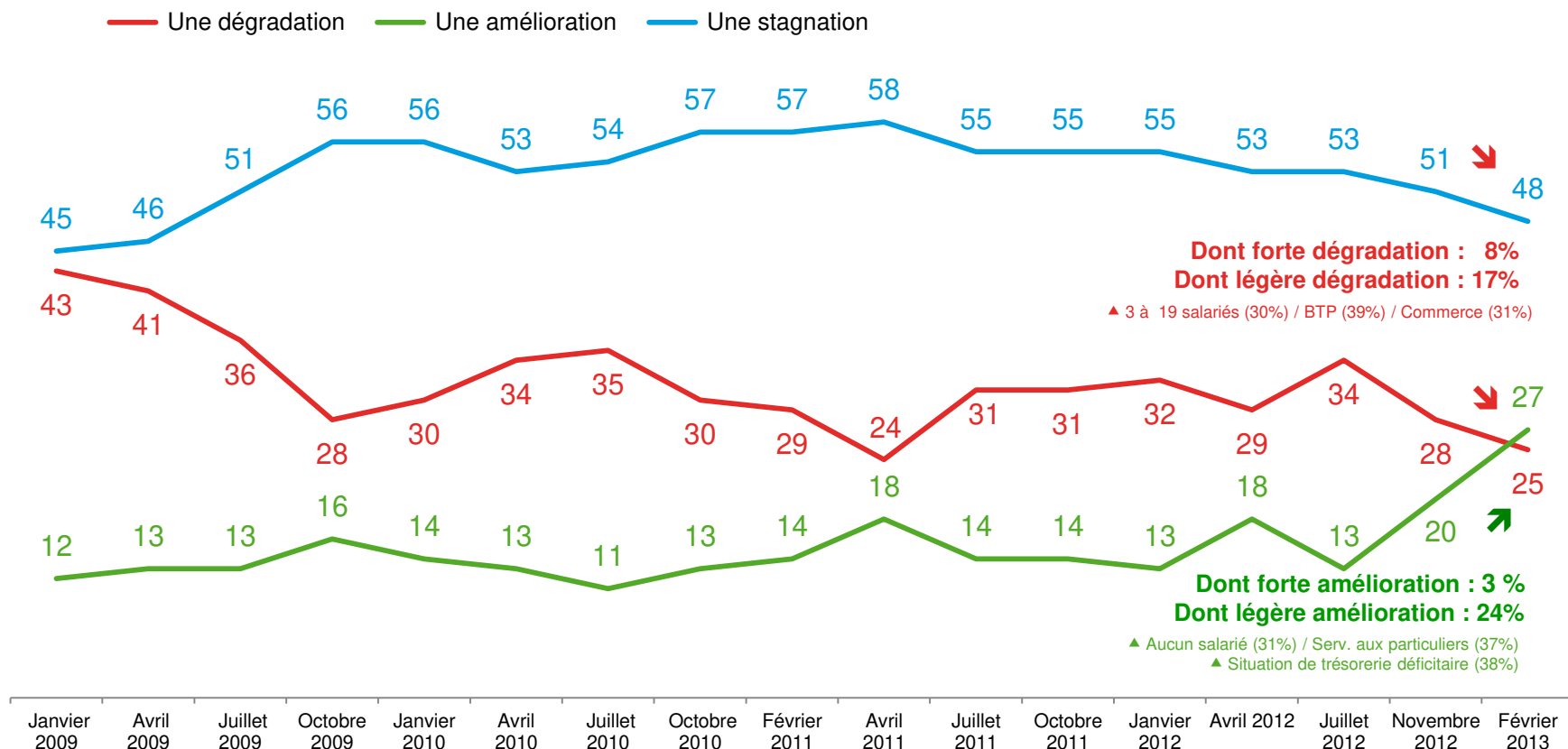
21%

Parmi les structures de 0 à 19 salariés, 29% seulement ont une trésorerie excédentaire, un score de surcroît en recul de 4 points par rapport au mois de novembre, qui est plus élevé dans les entreprises employant plus de 6 personnes (43%), dans l'industrie (35%) et dans les services aux entreprises. Un patron sur deux déclare que sa trésorerie est à l'équilibre, tandis qu'elle est en déficit pour 22% d'entre eux (et même 27% dans le commerce et 36% dans l'hôtellerie).

L'évolution de la situation de trésorerie dans les trois prochains mois

Question

Pour les trois prochains mois, en ce qui concerne votre situation de trésorerie, prévoyez-vous... ?



Signe encourageant, 27% des patrons de TPE estiment que leur situation de trésorerie va s'améliorer dans les trois prochains mois, et jusqu'à 38% pour ceux dont elle est actuellement déficitaire. Ce score s'est accru de 7 points depuis novembre 2012 et de 14 points depuis juillet 2012. Malgré cela, un quart des interviewés pensent que leur situation de trésorerie va se dégrader au cours du premier trimestre (31% dans le commerce et 39% dans le BTP).

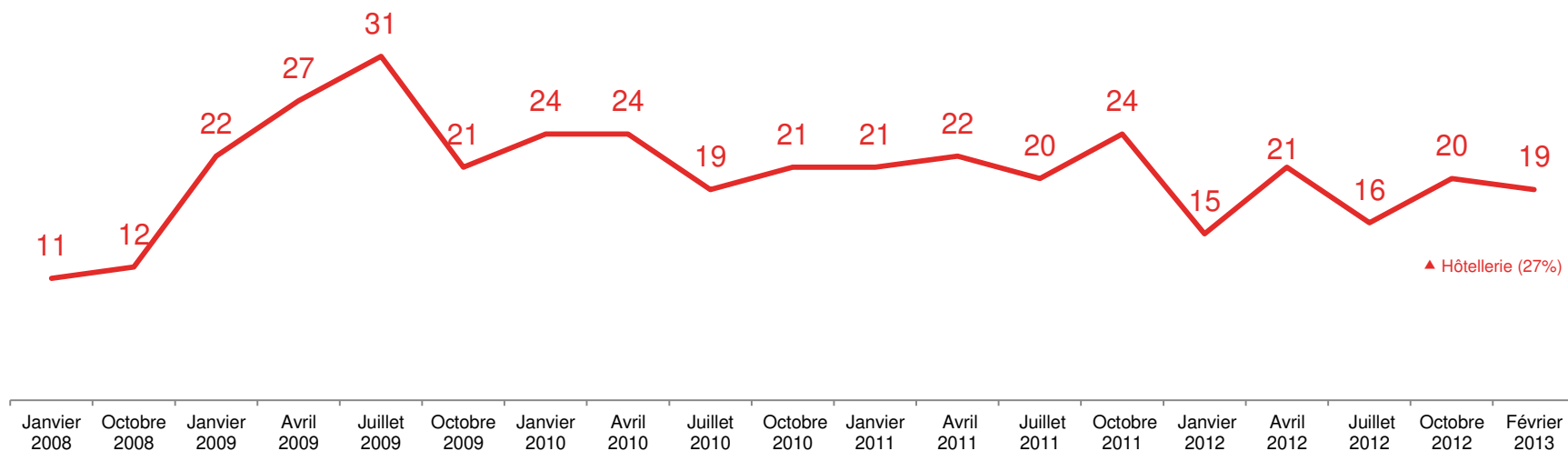
Durcissement des conditions d'accès au crédit bancaire au cours des trois derniers mois

Question

Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces trois derniers mois ?¹

(1) Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces derniers mois ? »

Récapitulatif : Oui



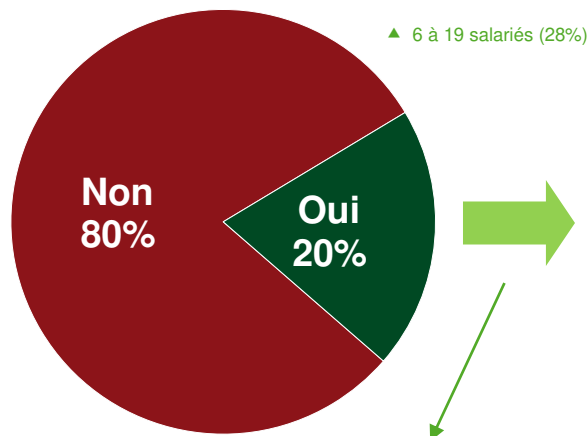
On ne relève pas de variation de la part des patrons de TPE ayant subi un durcissement des conditions d'accès au crédit au cours des trois derniers mois (19%, -1 point), laquelle est plus importante dans le secteur de l'hôtellerie (27%).

Demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ? ¹

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? »



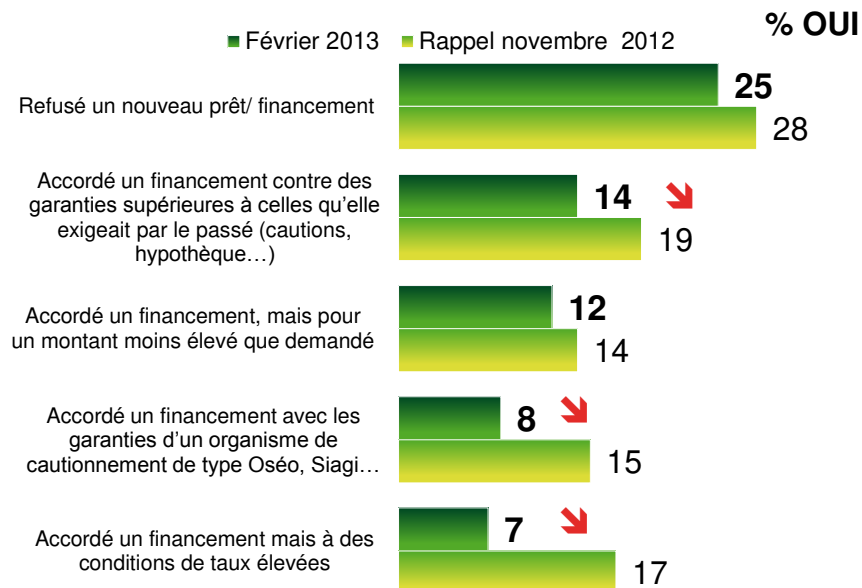
Rappel novembre 2012 : 18% / Rappel juillet 2012 : 21%
Rappel avril 2012 : 27% / Rappel janvier 2012 : 25%
Rappel octobre 2011 : 27% / Rappel juillet 2011 : 23%
Rappel avril 2011 : 33% / Rappel janvier 2011 : 24%
Rappel octobre 2010 : 27% / Rappel juillet 2010 : 22%
Rappel avril 2010 : 28% / Rappel janvier 2010 : 29%
Rappel octobre 2009 : 25% / Rappel juillet 2009 : 28%
Rappel avril 2009 : 26% / Rappel janvier 2009 : 28%

Base : ensemble des TPE

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque)
Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Votre banque, vous a-t-elle récemment ... ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque.



Au moins une mesure de durcissement : 47%

Rappel novembre 2012 : 60% / Rappel juillet 2012 : 54% / Rappel avril 2012 : 55% / Rappel janvier 2012 : 53% / Rappel octobre 2011 : 51% / Rappel juillet 2011 : 56% / Rappel avril 2011 : 62% / Rappel janvier 2011 : 51% / Rappel octobre 2010 : 59%

▲ Hôtellerie (65%) / Commerce (62%)

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque.

Un dirigeant sur cinq a réalisé une demande de crédit au cours des trois derniers mois (+2 points par rapport à novembre 2012). Même si ce pourcentage reste important, ils ne sont plus que 47% à déclarer avoir subi au moins une mesure de durcissement suite à cette demande, soit le niveau le plus bas enregistré depuis octobre 2010. Le refus de prêt reste l'action la plus fréquente (25%), tandis que l'on observe un net recul des demandes de cautionnement (8%, -7 points) et des conditions de taux élevées (7%, -10 points).

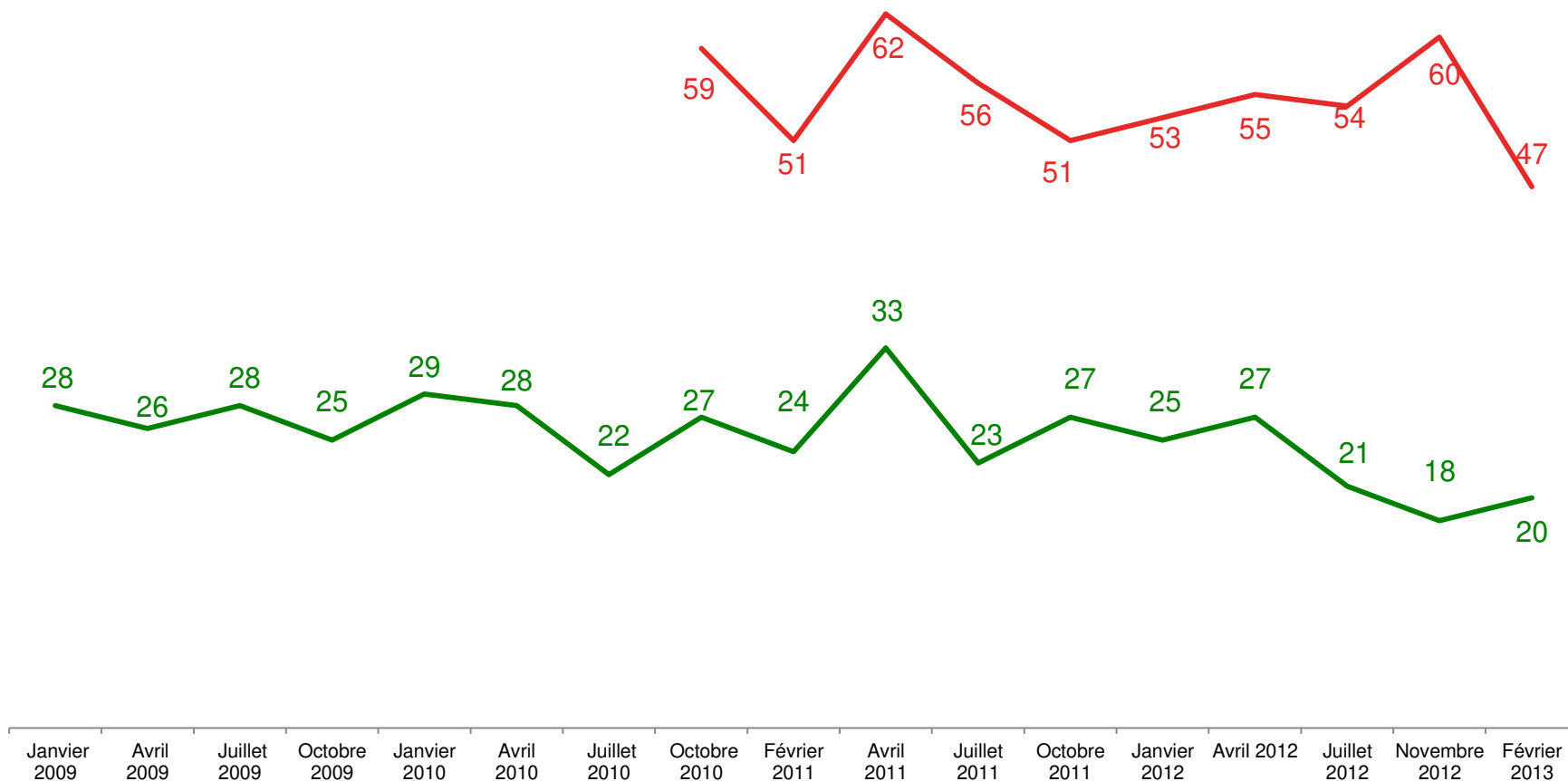
(1) Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Votre banque, vous a-t-elle récemment ... ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque.

Les demandes de financement

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?
Si oui, avez-vous subi une mesure de durcissement ?

- A réalisé une demande de financement
- A subi au moins une mesure de durcissement



Les TPE face à la situation économique

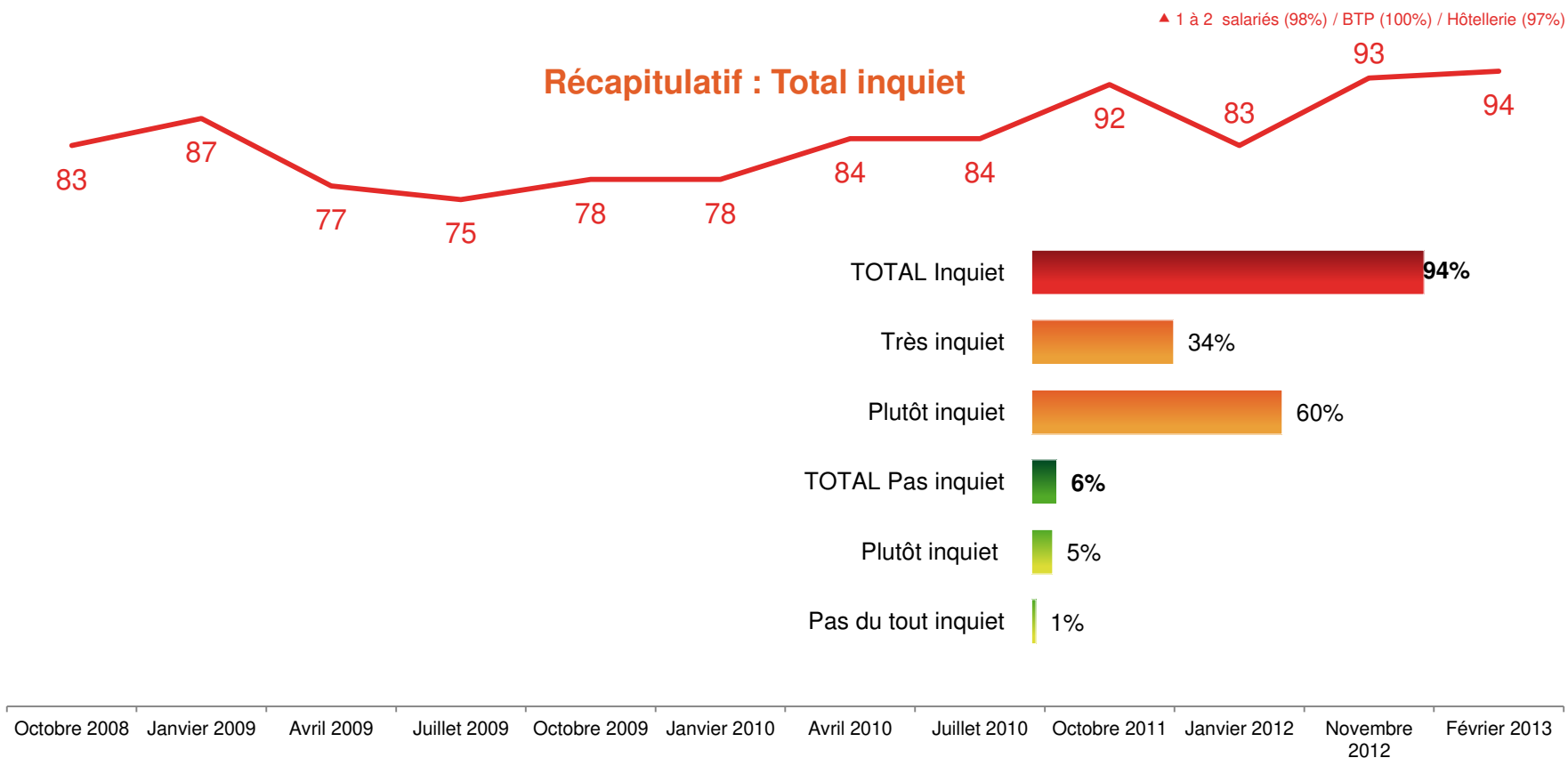
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Inquiétude face à la situation économique

Question

Vous personnellement, en pensant à la situation économique actuelle, diriez-vous que vous êtes inquiet ou pas inquiet pour l'économie française ?



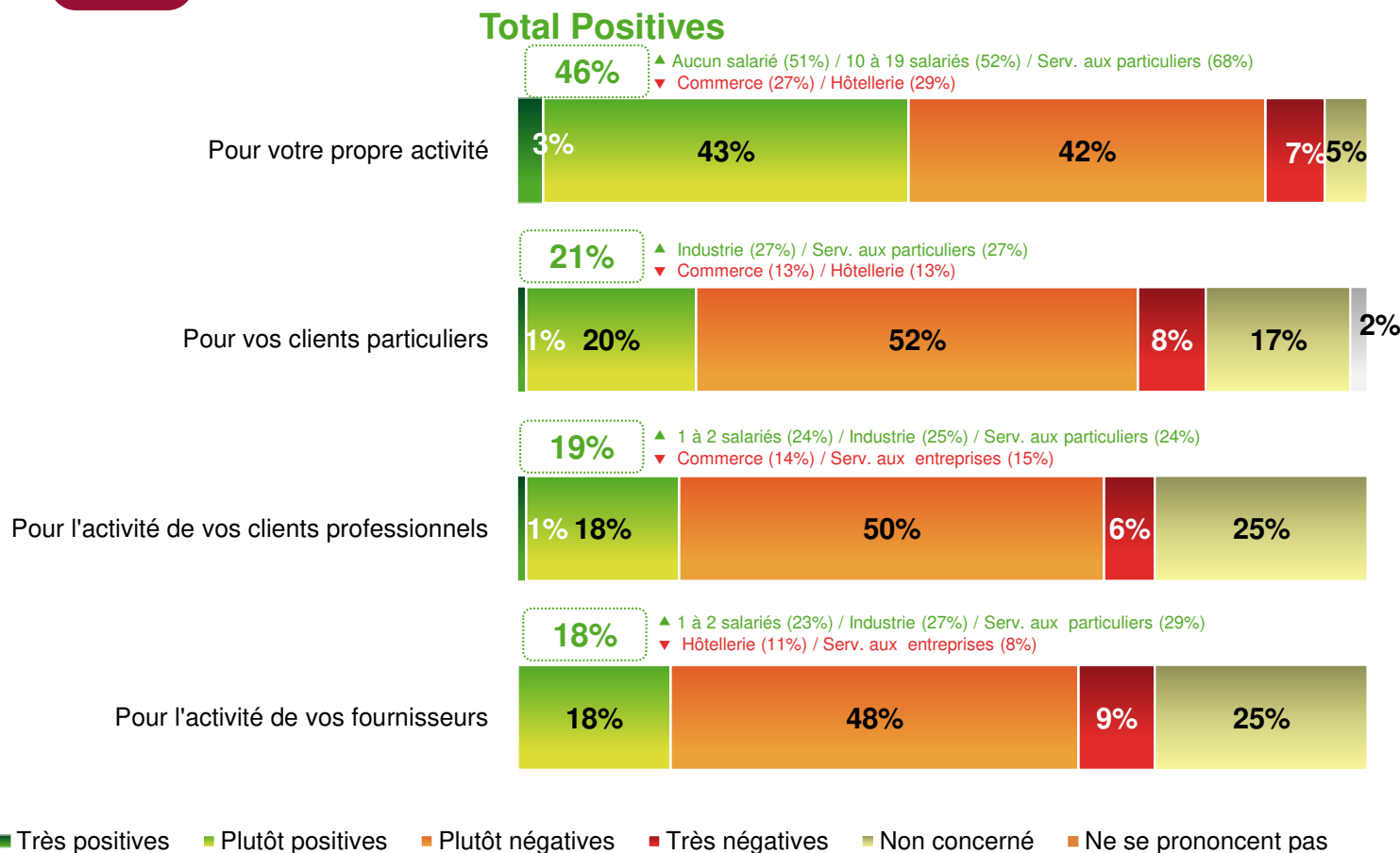
Les patrons de TPE se montrent encore quasi unanimement inquiets pour l'économie française face à la crise actuelle (94%), plus d'un tiers étant même très inquiets (34%, et jusqu'à 49% dans le BTP).

Les perspectives pour les mois à venir pour différents acteurs

Question

Diriez-vous qu'actuellement, les perspectives pour les mois à venir sont positives ou négatives... ?

Rappel
novembre 2012
« Total
Positives »

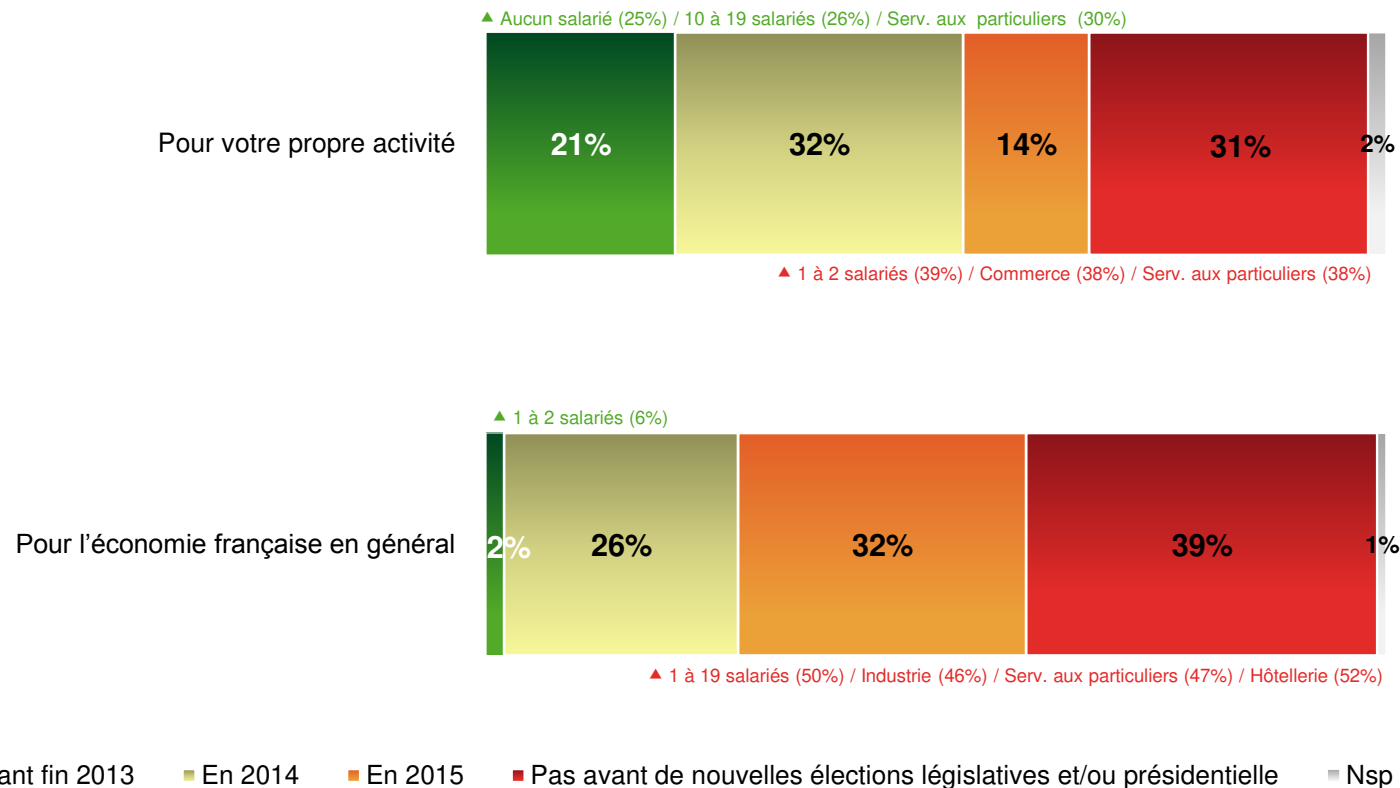


Corollaire de cette conjoncture difficile et de prévisions de ventes en baisse pour le trimestre à venir, moins d'un dirigeant sur deux met en exergue des perspectives positives pour sa propre activité. Ils ne sont que 21% à se montrer optimistes pour leurs clients particuliers (17% n'en ayant pas). Si un quart des interviewés n'est pas concerné, ils sont très peu nombreux à penser que leurs clients professionnels (19%) et leurs fournisseurs (18%) vont voir leur situation s'améliorer dans les prochains mois, ces scores étant toutefois en hausse par rapport au mois de novembre (respectivement +4 points et +5 points).

Amélioration de la situation économique

Question

Selon vous, à quelle échéance la situation va-t-elle s'améliorer... ?



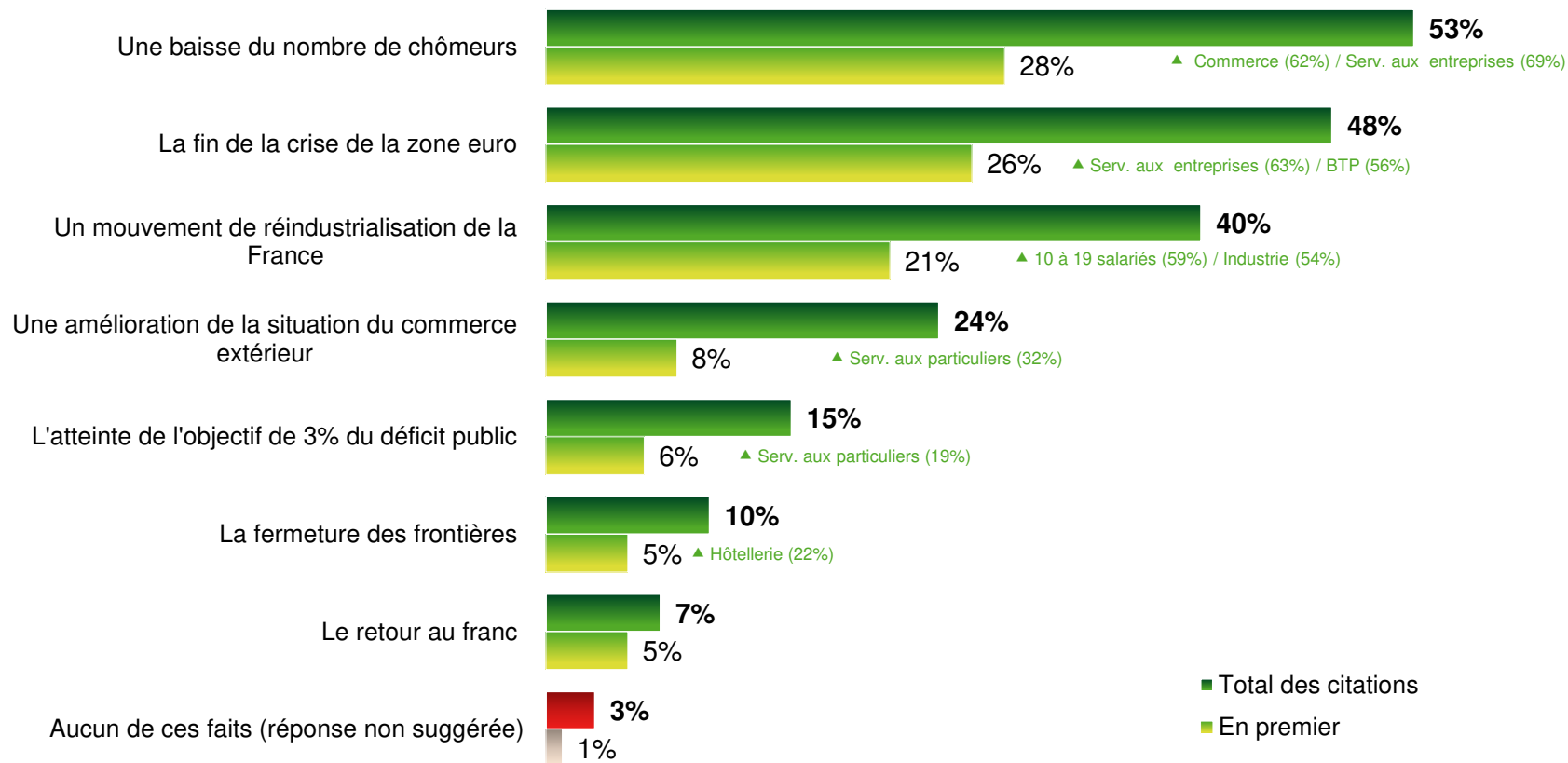
Les chefs d'entreprises de moins de 20 salariés se révèlent très pessimistes sur une embellie éventuelle de l'économie française : 2% seulement perçoivent la possibilité d'un retour à la croissance avant fin 2013, 26% en 2014, et 71% pas avant 2015 (dont 39% au mieux lors des prochaines élections législatives ou présidentielles). Ils se montrent plus positifs, bien que prudents, pour leur propre activité : 21% la voient progresser en 2013, 32% en 2014 et 45% au mieux en 2015.

Base : A 50% de l'échantillon

La meilleure nouvelle économique attendue pour 2013

Question

Parmi les faits économiques et sociaux suivants, lequel constituerait, selon vous, la meilleure nouvelle pour 2013 ?
En premier ? En second ?

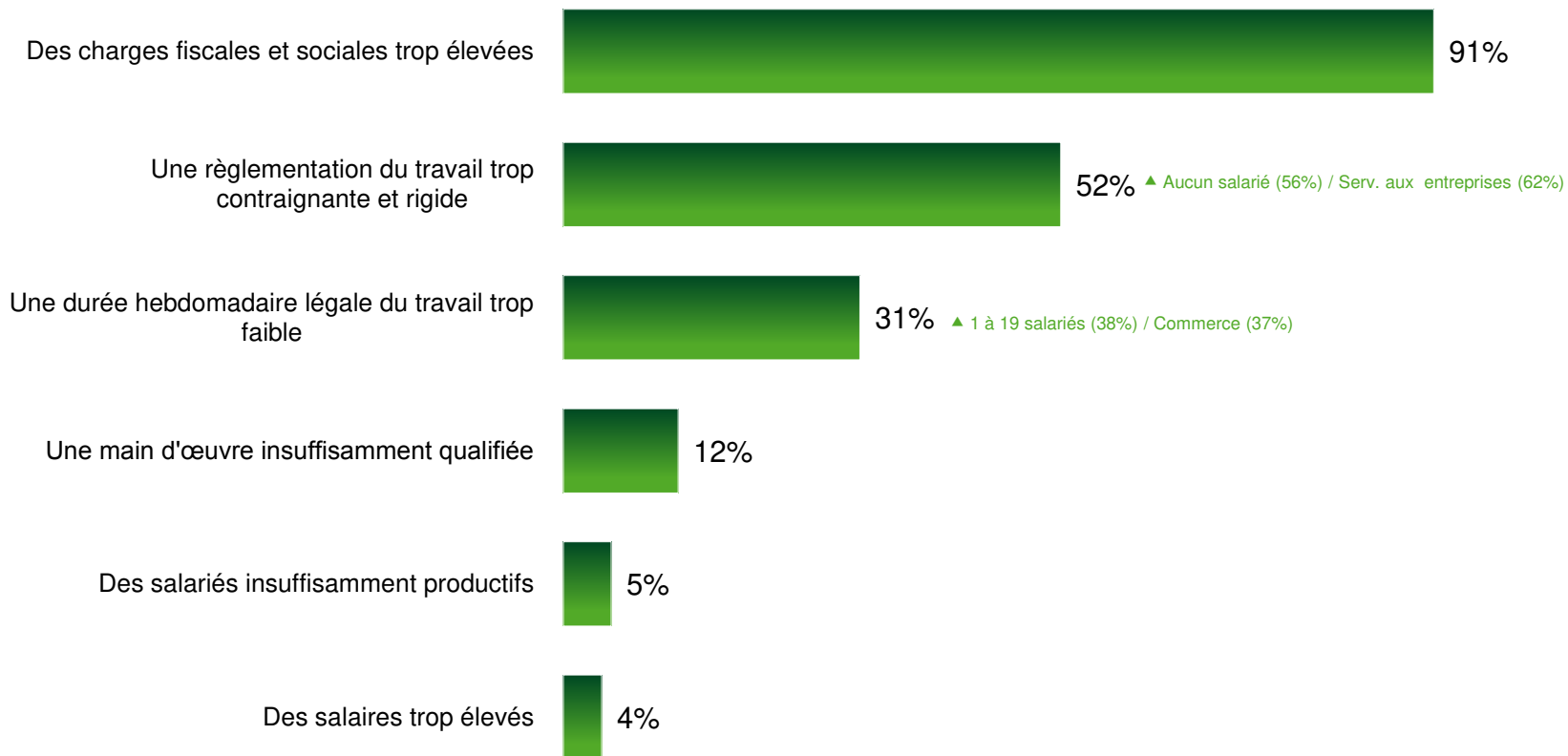


Invités à s'exprimer sur leurs principaux souhaits d'amélioration sur le plan économique en 2013, les patrons interrogés attendent en priorité une baisse du nombre de chômeurs (53% ; 69% dans les services aux entreprises) et la fin de la crise de la zone euro (48% ; 63% dans les services aux entreprises). Ils sont nombreux à appeler de leurs vœux un mouvement de ré-industrialisation de la France (40%, ce score atteignant 54% dans l'industrie). A un niveau nettement inférieur, 24% voudraient que la situation du commerce extérieur s'améliore. Plus marginalement, 15% soulignent l'importance de l'atteinte de l'objectif de 3% du déficit public, 10% la fermeture des frontières (22% dans l'hôtellerie) et 7% le retour au franc.

Les principaux handicaps des entreprises françaises par rapport aux entreprises étrangères

Question

Quels sont selon vous les principaux handicaps des entreprises françaises par rapport aux entreprises étrangères ?



Les charges fiscales et sociales émergent sans surprise largement en tête des handicaps perçus des entreprises françaises par rapport aux entreprises étrangères (91%). La réglementation du travail trop contraignante et rigide est également mentionnée par une majorité d'entre eux (52%), plus particulièrement dans les services aux entreprises (62%). Un tiers des interviewés incriminent la durée hebdomadaire légale trop faible (31%). En revanche, seule une faible proportion d'entre eux estime que la France pâtit d'une main d'œuvre insuffisamment qualifiée (12%) et/ou productive (5%) ou de salaires trop élevés (4%).

Base : A 50% de l'échantillon

Les accords sur l'emploi

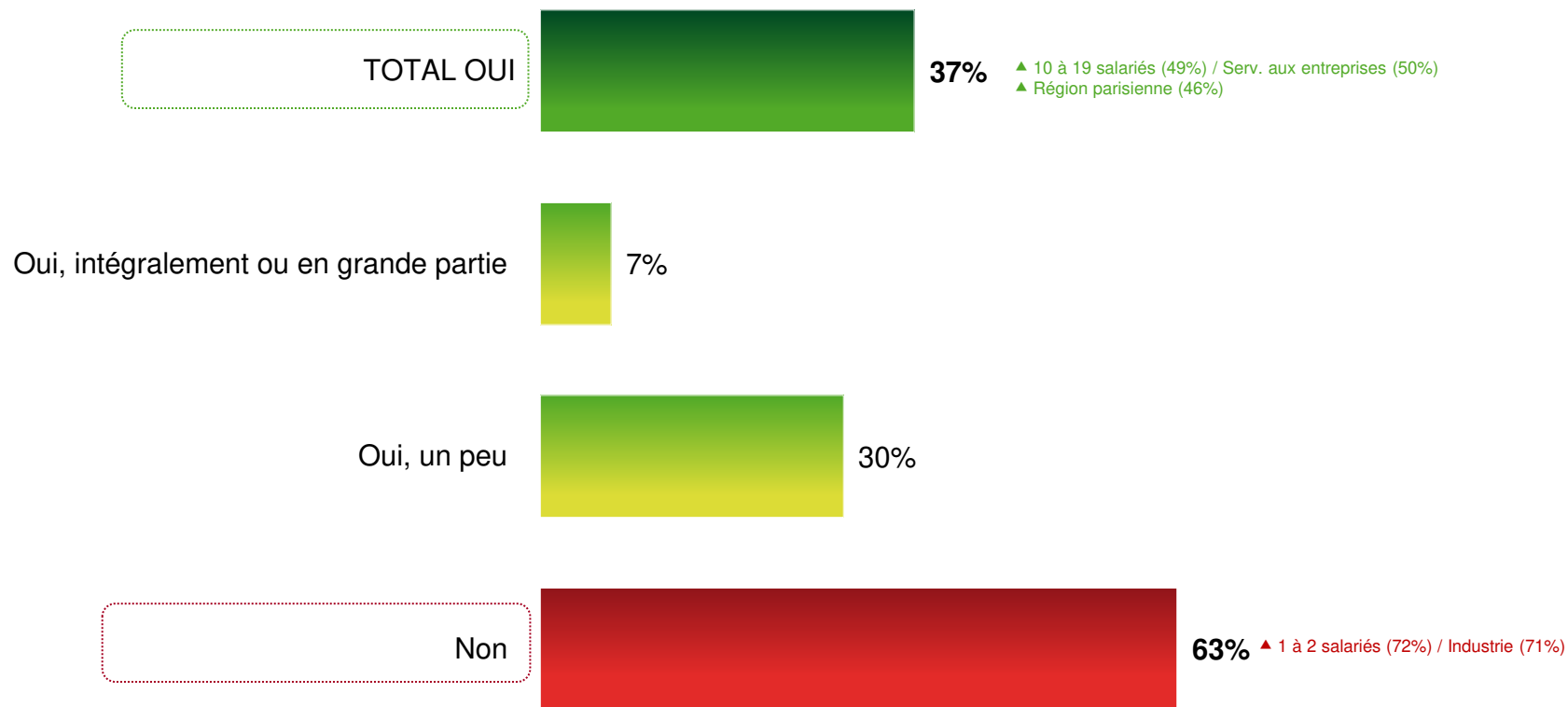
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Degré d'information des mesures de l'accord sur la réforme du marché du travail

Question

Les partenaires sociaux ont signé le 11 janvier dernier un accord sur la réforme du marché du travail, visant à introduire plus de flexibilité pour les entreprises tout en sécurisant les parcours professionnels des salariés. Vous personnellement, avez-vous pris connaissance des mesures de cet accord ?

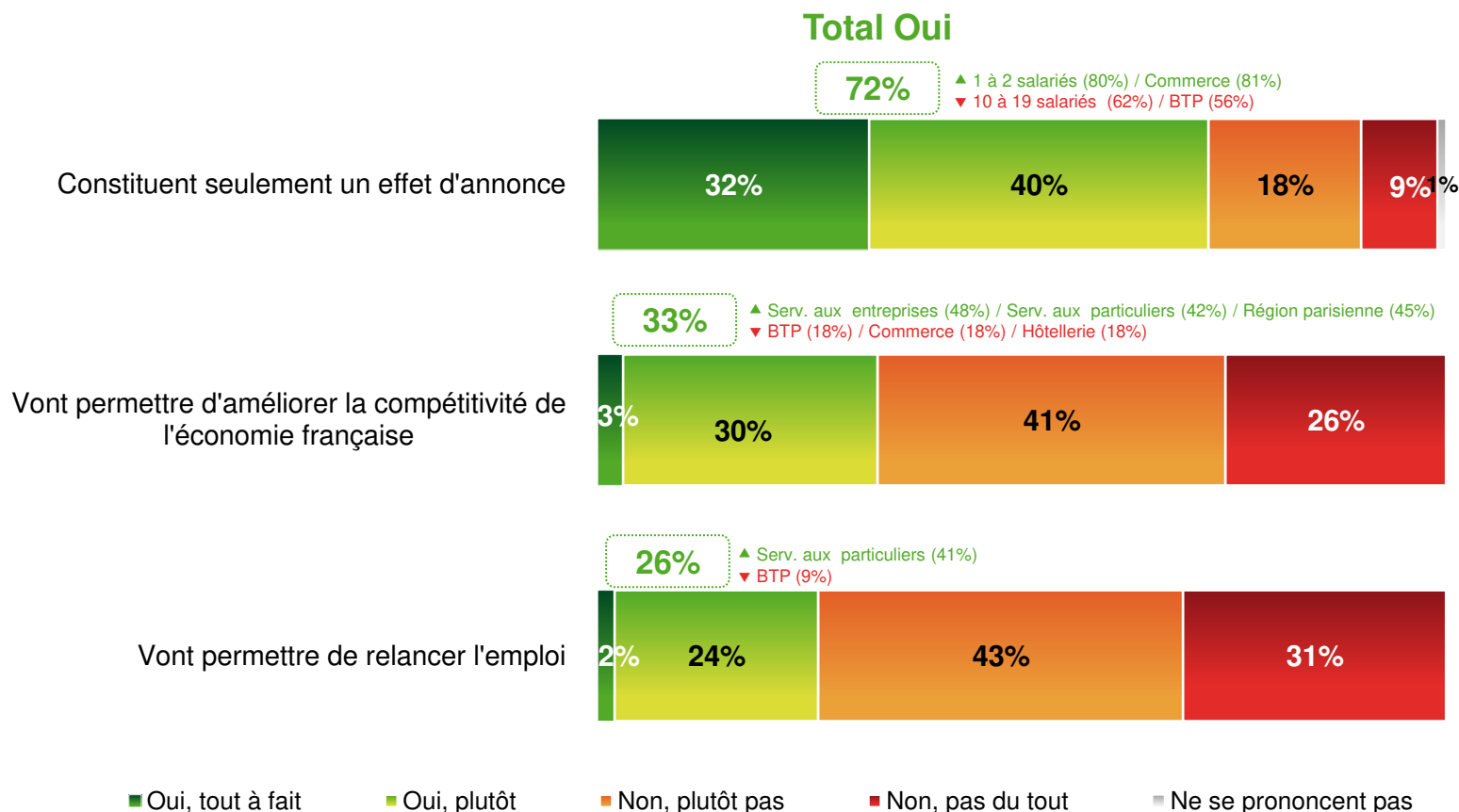


Seule une minorité des dirigeants de TPE ont entendu parler de l'accord sur la réforme du marché du travail signé le 11 janvier dernier par les partenaires sociaux et qui devrait donner lieu à l'adoption d'une loi au printemps prochain après retranscription (37%), dont 7% seulement « intégralement ou en grande partie ». La connaissance de cet accord est plus élevée dans les structures de 6 à 19 salariés (46%) et dans les services aux entreprises (50%).

Perception des mesures de l'accord sur la réforme du marché du travail

Question

Et diriez-vous que les mesures de cet accord...



Plus des trois quarts des patrons interrogés estiment que cet accord constitue seulement un effet d'annonce (72% dont 32% certainement). Un tiers d'entre est convaincu de son efficacité pour améliorer la compétitivité de l'économie française (48% dans les services aux entreprises et 42% dans les services aux particuliers) et 26% pour permettre de relancer l'emploi (41% dans les services aux particuliers contre 9% seulement dans le BTP).

Pronostic sur l'impact de différentes mesures de l'accord sur l'activité des employeurs

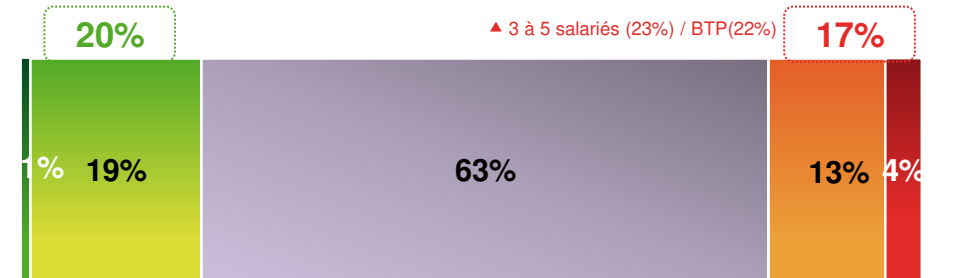
Question

Pour chacune des mesures suivantes de cet accord, diriez-vous qu'elle va avoir un impact positif, négatif, ou aucun impact sur votre activité ?

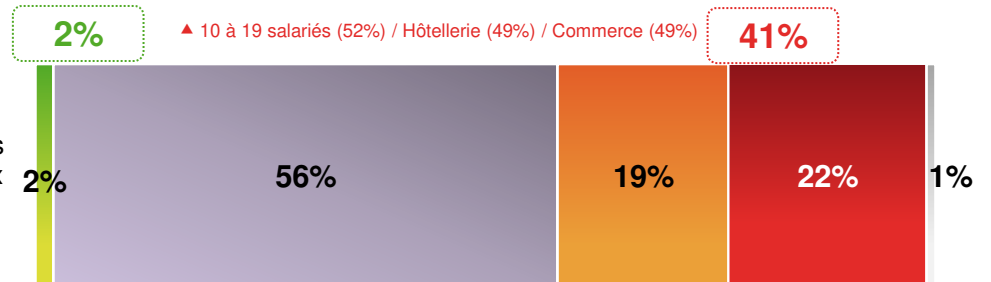
Les accords de maintien dans l'emploi d'une durée maximale de 2 ans, permettant d'ajuster le temps de travail et les salaires en cas de difficultés conjoncturelles en contrepartie d'un engagement à ne pas licencier

Total Un impact positif

Total Un impact négatif



La surtaxation des CDD : 3 points de cotisation en plus pour les CDD de moins d'un mois ; 1,5 point pour ceux de 1 à 3 mois et 0,5 point pour les CDD dits d'usage



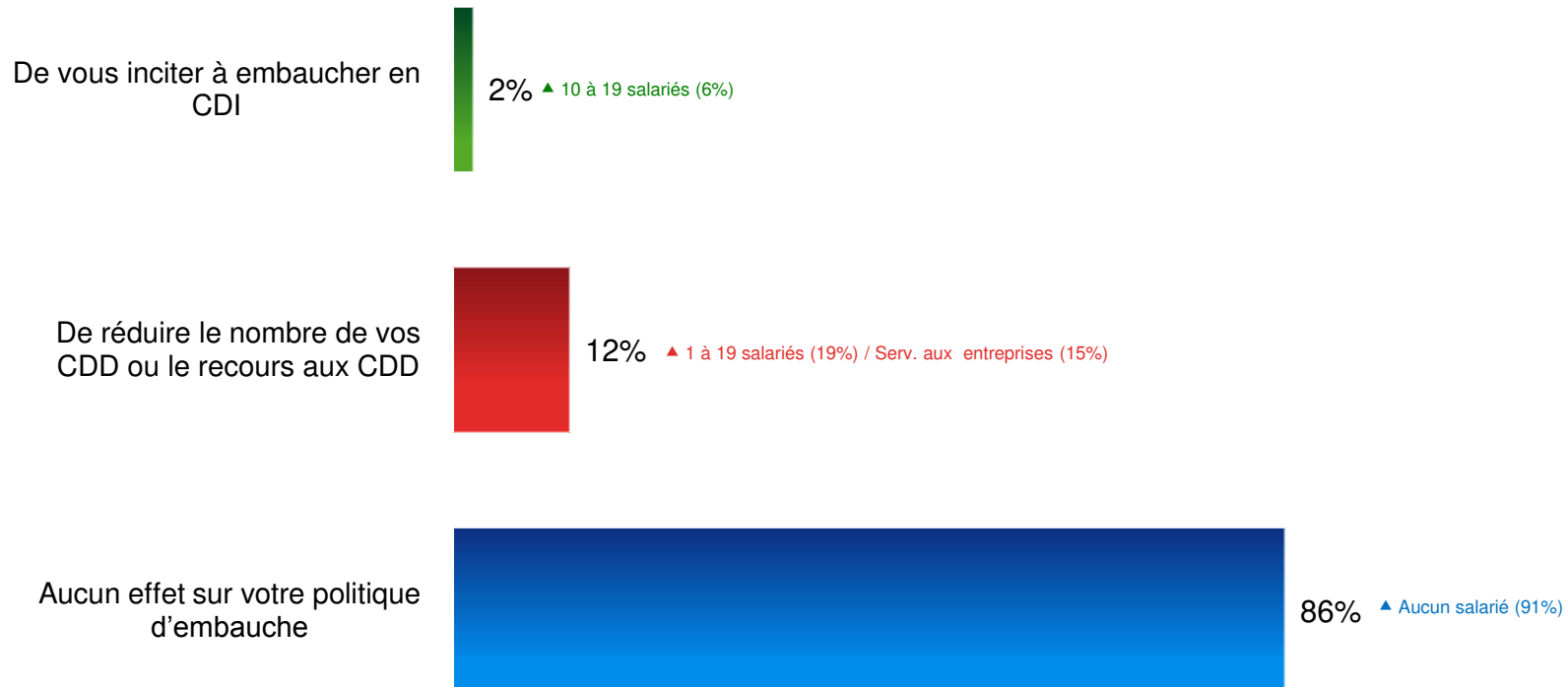
■ Un impact très positif ■ Un impact plutôt positif ■ Aucun impact ■ Un impact plutôt négatif ■ Un impact très négatif ■ Ne se prononcent pas

En lien logique avec ces jugements globaux sur l'accord sur la réforme du marché de l'emploi, une majorité des interviewés estime que les mesures de maintien dans l'emploi (63%) et la sur-taxation des CDD (56%) n'auront aucun impact sur son activité. Notons cependant que 41% anticipent des conséquences négatives de cette hausse des cotisations pour les CDD (49% dans le BTP et l'hôtellerie).

Impact de la sur-taxation des CDD sur la politique d'embauche des TPE

Question

La mesure de sur-taxation des CDD qui figure dans l'accord aura-t-elle plutôt pour effet... ?

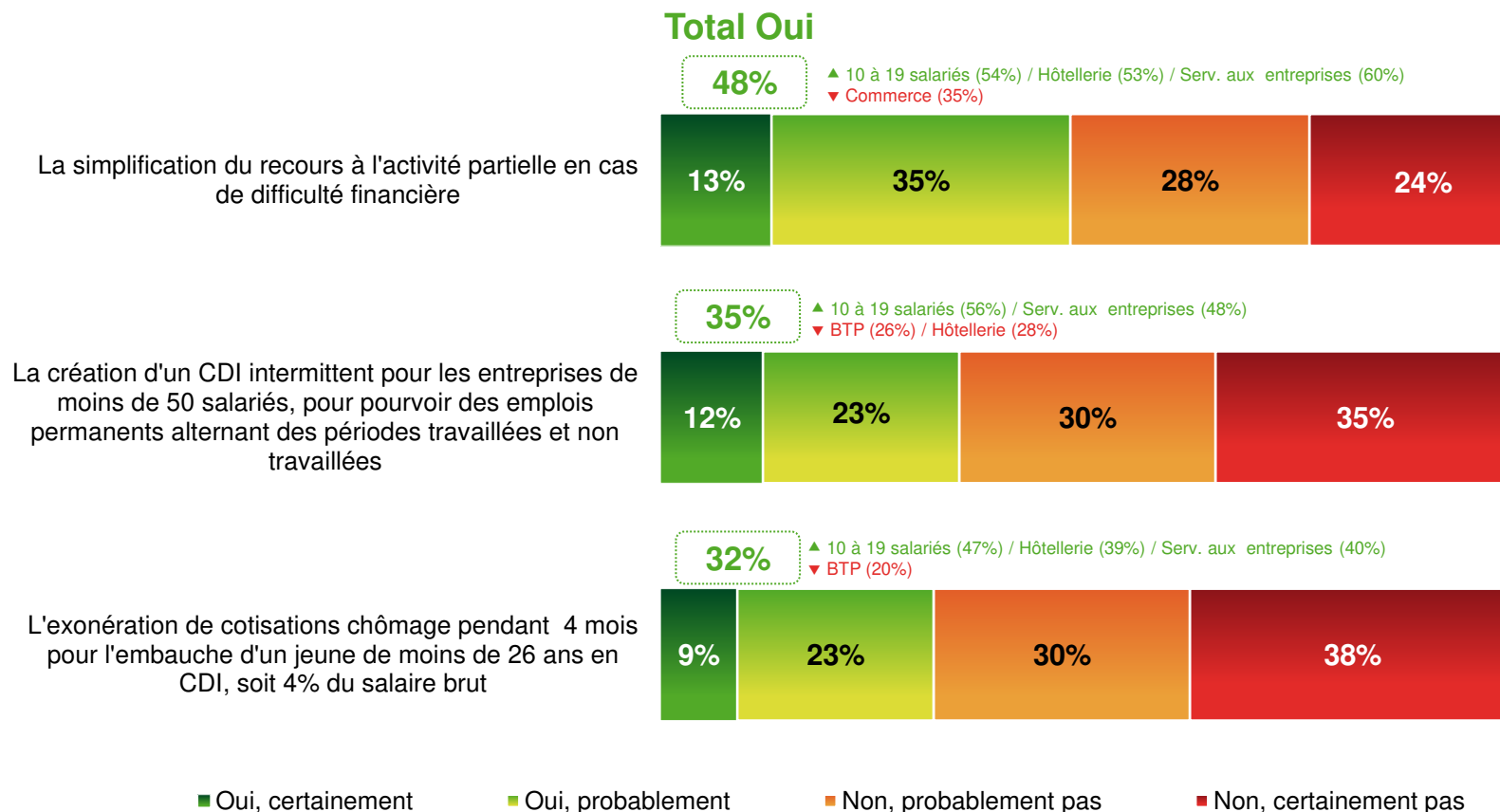


La sur-taxation des CDD, mesure phare souhaitée par les syndicats de salariés préalablement à tout accord, n'aura pour conséquence de réduire le recours aux contrats courts que pour 12% des employeurs, 2% déclarant que cette disposition les incitera à embaucher en CDI, tandis que 86% ne pensent rien changer à leur politique d'embauche.

Caractère incitatif des mesures de l'accord sur l'embauche

Question

Diriez-vous que les mesures suivantes figurant dans cet accord peuvent vous inciter à embaucher ?



Le scepticisme est également de mise s'agissant des autres dispositifs testés : 48% des chefs d'entreprise déclarent que la simplification du recours à l'activité partielle en cas de difficulté financière peut les inciter à embaucher, un score quand même notable pour une telle mesure. La création d'un CDI intermittent pourrait favoriser l'emploi dans 35% des TPE et l'exonération de cotisations chômage pendant 4 mois pour l'embauche d'un jeune de moins de 26 ans en CDI dans 32% d'entre elles.

Efficacité des mesures favorisant l'insertion et la mobilité

Question

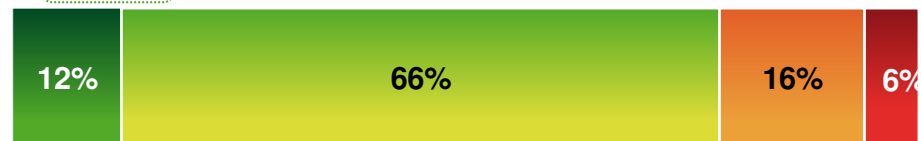
Pour chacune des mesures de cet accord, diriez-vous que c'est une bonne chose ou une mauvaise chose pour favoriser l'insertion et la mobilité des actifs ?

Total Une bonne chose

La création d'une mobilité volontaire sécurisée permettant aux salariés des entreprises de plus de 300 salariés de découvrir un emploi dans une autre entreprise, avec l'assurance du retour

78%

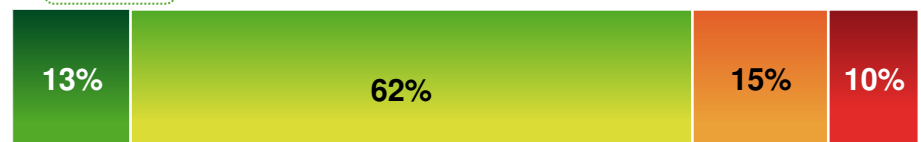
▲ Aucun salarié (81%) / Serv. aux particuliers (87%)
▼ Industrie (70%)



Les droits rechargeables à l'assurance-chômage, permettant à un chômeur ayant retrouvé un emploi de conserver une partie de ses reliquats en cas de nouvelle perte de son emploi

75%

▲ Serv. aux entreprises (96%) / Serv. aux particuliers (80%)
▼ BTP (53%) / Commerce (65%)



L'assouplissement du contrat de travail à temps partiel en contrepartie de la mise en place d'un minimum de 24 heures par semaine pour les temps partiels

72%

▲ Serv. aux entreprises (89%) / Région parisienne (83%)
▼ 6 à 9 salariés (58%) / BTP (59%) / Commerce (66%)



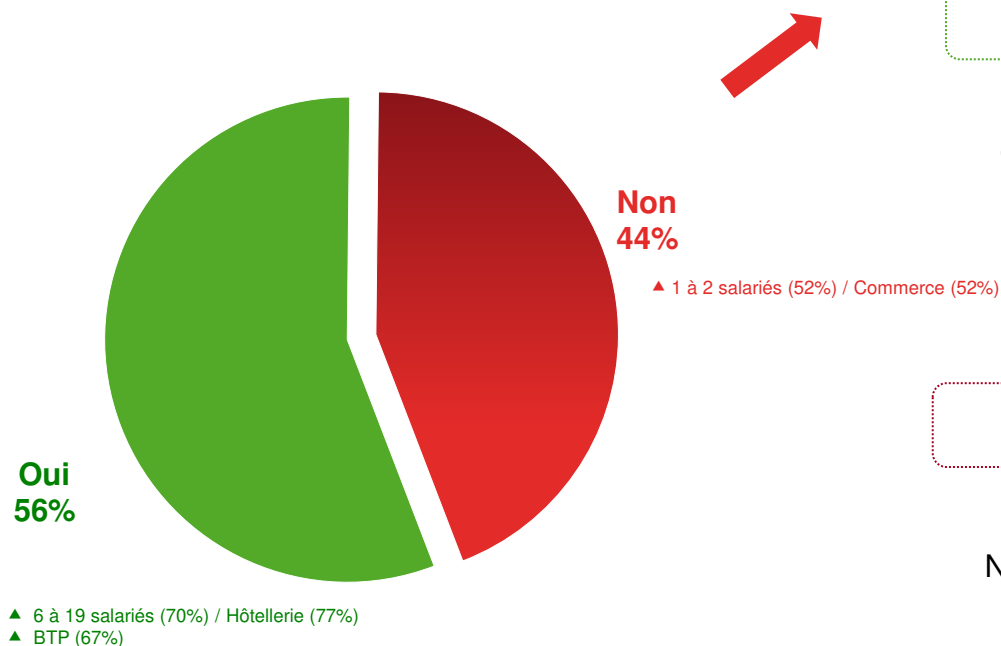
■ Une très bonne chose ■ Une assez bonne chose ■ Une assez mauvaise chose ■ Une très mauvaise chose ■ Ne se prononcent pas

Les perceptions sont en revanche très positives en ce qui concerne les actions proposées par l'accord sur la réforme du marché du travail pour favoriser la mobilité des salariés : 78% des patrons de TPE estiment que la création d'une mobilité volontaire sécurisée dans les entreprises de plus de 300 salariés est une bonne chose. Les appréciations positives s'établissent presque au même niveau s'agissant des droits rechargeables à l'assurance-chômage (75%) et l'assouplissement du contrat de travail à temps partiel en contrepartie d'un minimum de 24 heures par semaine (72%).

Prise en charge d'une complémentaire santé par les employeurs

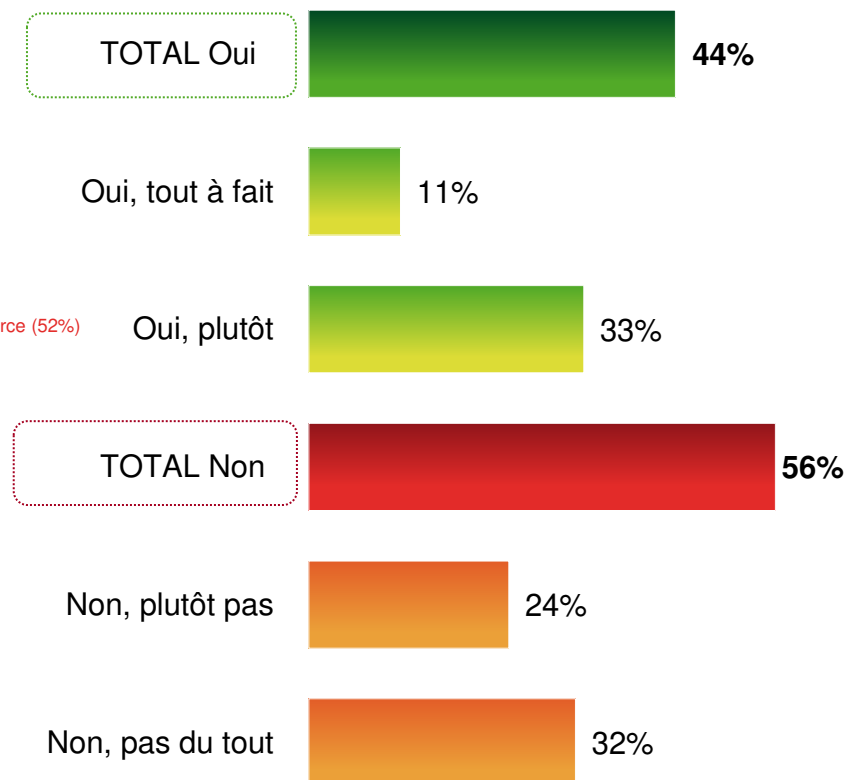
Question

L'accord prévoit également l'obligation pour les entreprises de fournir à leurs salariés une complémentaire santé au plus tard le 1^{er} janvier 2016, dont le coût sera pris en charge pour moitié par l'entreprise et pour moitié par le salarié. Proposez-vous déjà une complémentaire santé ?



Question

Estimez-vous qu'il s'agit d'une bonne mesure ?



Parmi les employeurs, 56% disent proposer une complémentaire santé à leurs salariés, cette pratique étant plus fréquente dans le BTP (67%) et l'hôtellerie (77%). Pour ceux qui n'offrent pas de prise en charge, l'obligation figurant dans l'accord de financer 50% de la cotisation avant 2016 n'est considérée comme une bonne mesure que par 44% contre 56% qui partagent un avis contraire.

Le bilan des mesures gouvernementales

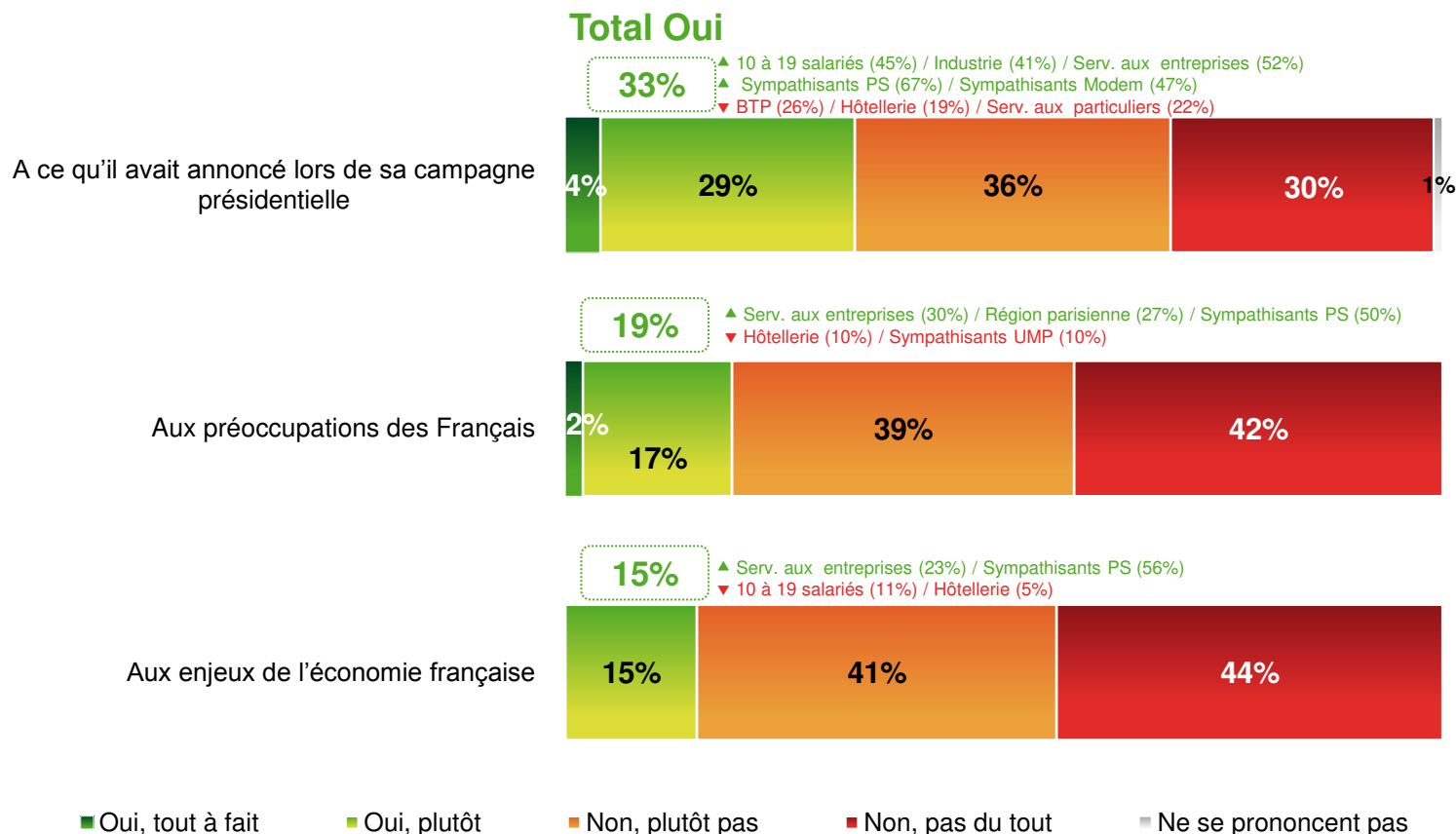
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Adéquation des réformes de François Hollande à sa campagne et aux enjeux actuels

Question

Diriez-vous que les réformes annoncées ou mises en place par François Hollande sont conformes... ?



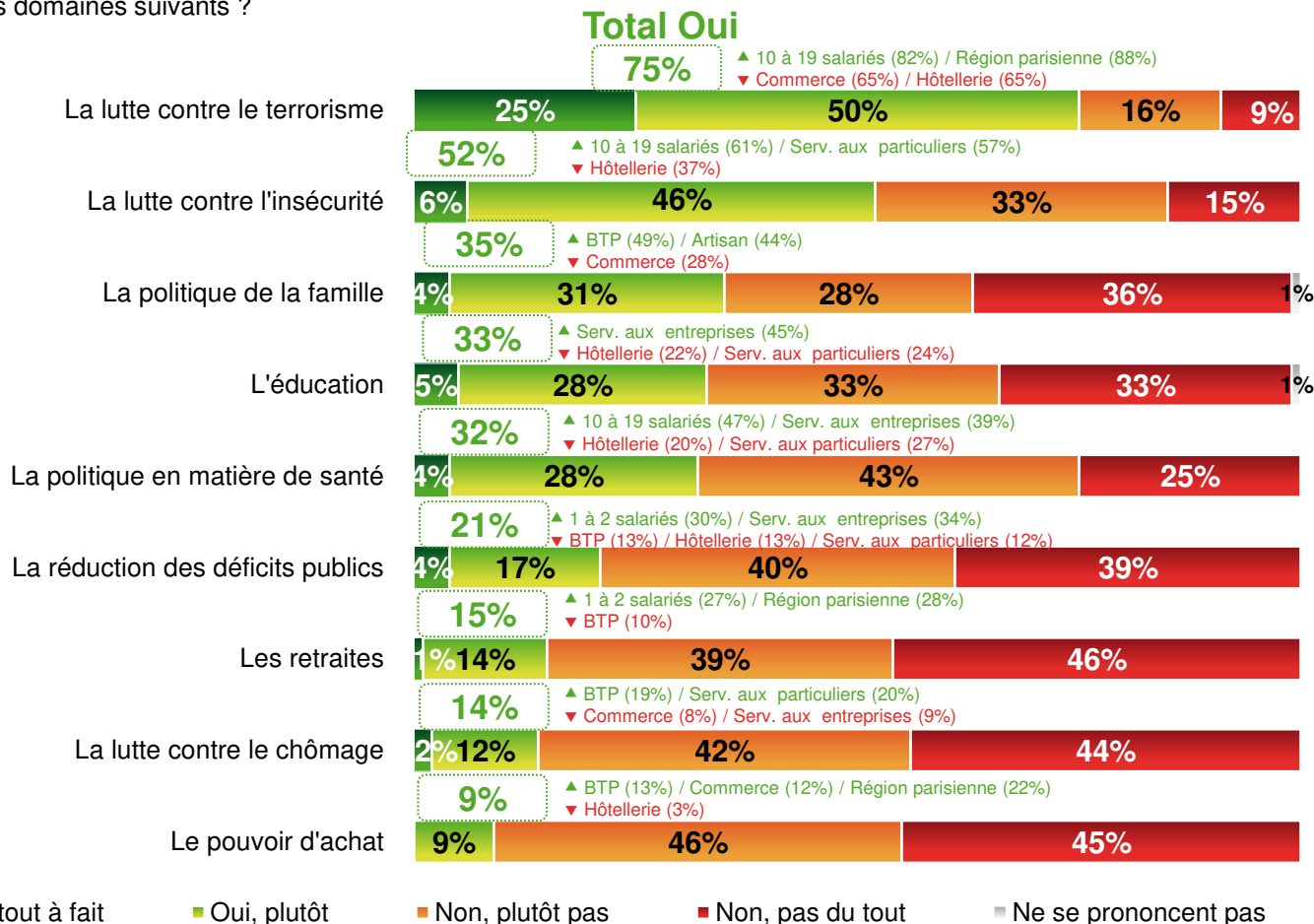
Parmi les patrons interrogés, seul un sur trois a le sentiment que la politique de François Hollande et de son gouvernement est conforme à ses engagements de campagne, un score qui atteint cependant 67% parmi les sympathisants PS. Corollaire d'un niveau de confiance historiquement bas à l'égard de l'action du gouvernement, 19% jugent les réformes mises en place ou annoncées depuis mai 2012 conformes aux préoccupations des Français et 15% en adéquation avec les enjeux de l'économie française. Cette vision apparaît plus positive, malgré des scores minoritaires, dans les services aux entreprises.

Base : à 50% de l'échantillon

Pertinence des mesures prises par François Hollande et son gouvernement

Question

D'une manière générale, diriez-vous que François Hollande et son gouvernement prennent les bonnes mesures dans chacun des domaines suivants ?

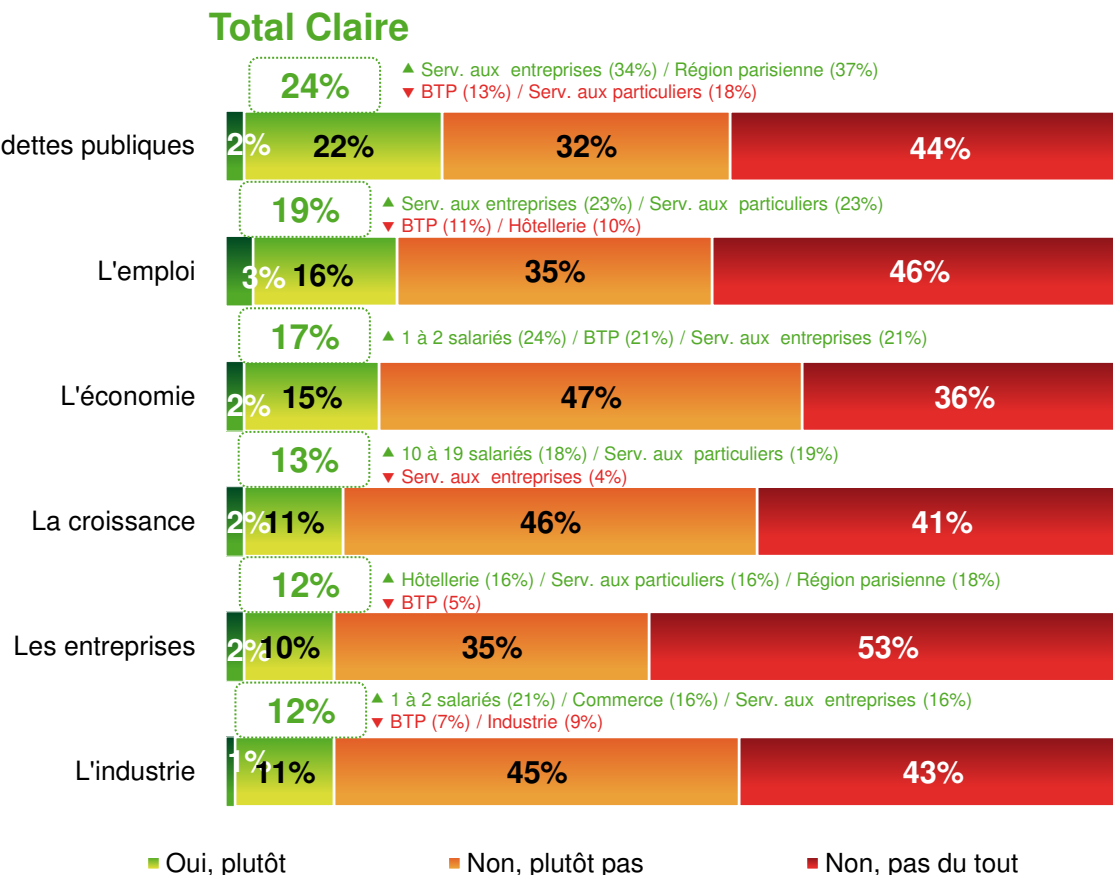


Sans doute en lien avec l'intervention au Mali, l'action gouvernementale est jugée très favorablement en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme (75%). Une majorité se montre satisfaite de la politique de lutte contre l'insécurité (52%). Dans les autres domaines, les dirigeants estiment que le gouvernement ne propose pas de solutions efficaces : 64% déclarent qu'il ne prend pas les bonnes mesures sur la politique de la famille, 66% sur l'éducation, 68% sur la santé. Ils se montrent plus critiques encore sur la réduction des déficits publics (79%), les retraites (85%) et la lutte contre le chômage (86%). Le pouvoir d'achat émerge comme le domaine le plus problématique, 91% évaluant défavorablement les actions menées (voire très défavorablement dans 45% des cas).

Prise en compte des enjeux socio-économiques par François Hollande et son gouvernement

Question

Selon vous, François Hollande et son gouvernement ont-ils une vision claire ou pas claire pour la France dans les domaines suivants ?

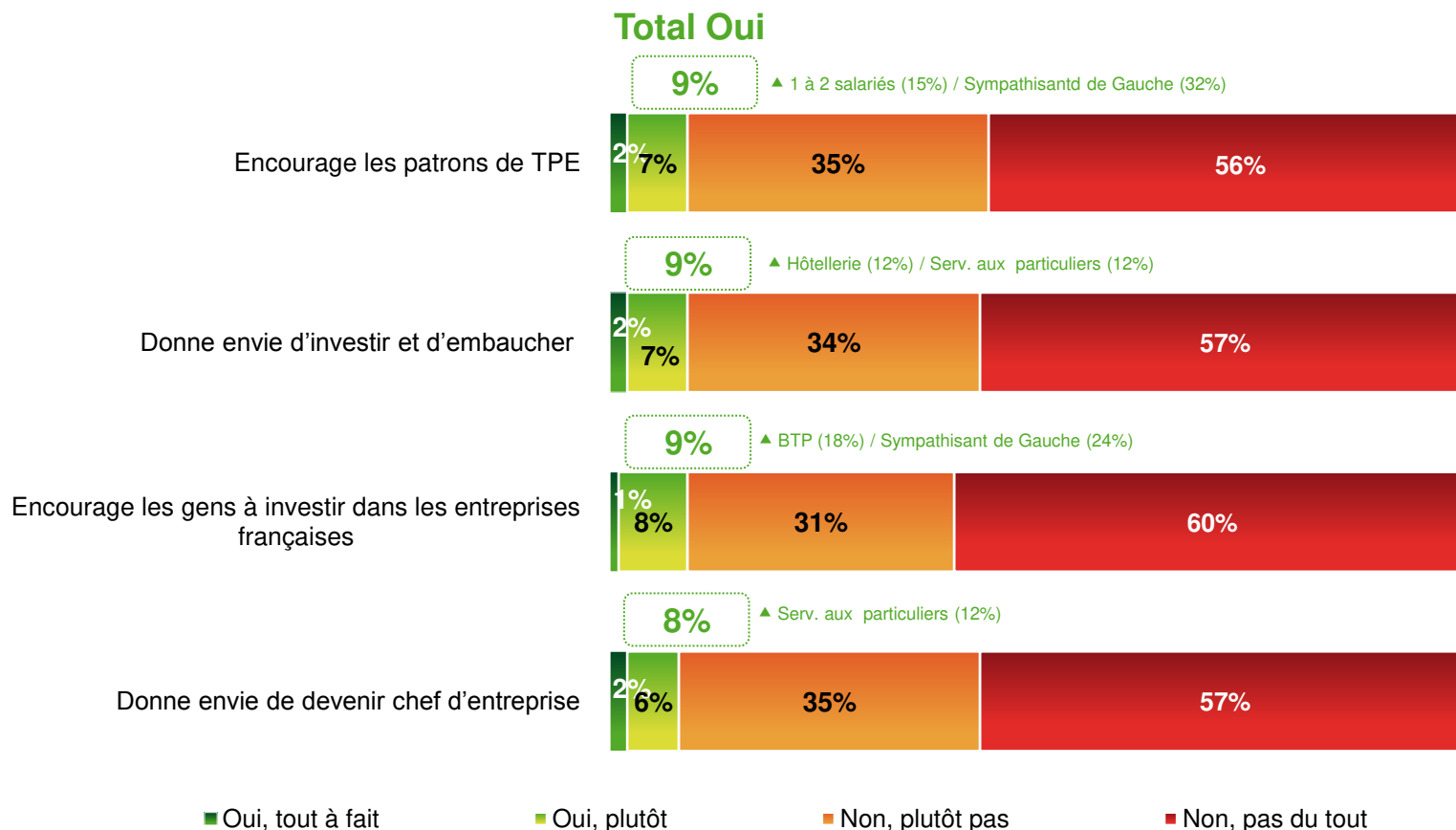


Corollaire d'une prise en compte des enjeux socio-économiques actuels perçue comme insuffisante, la clarté de la vision de François Hollande et de son gouvernement sur les grands champs d'action qui y sont liés apparaît très faible. Seuls 24% des interviewés perçoivent une ligne directrice sur la réduction des déficits publics, 19% sur l'emploi et 17% sur l'économie. La pertinence des objectifs poursuivis en ce qui concerne la croissance (13%), les entreprises (12%) et l'industrie (12%) est plus faible encore.

Impact de l'action de François Hollande et de son gouvernement sur l'entrepreneuriat

Question

Diriez-vous que l'action de François Hollande et de son gouvernement ... ?

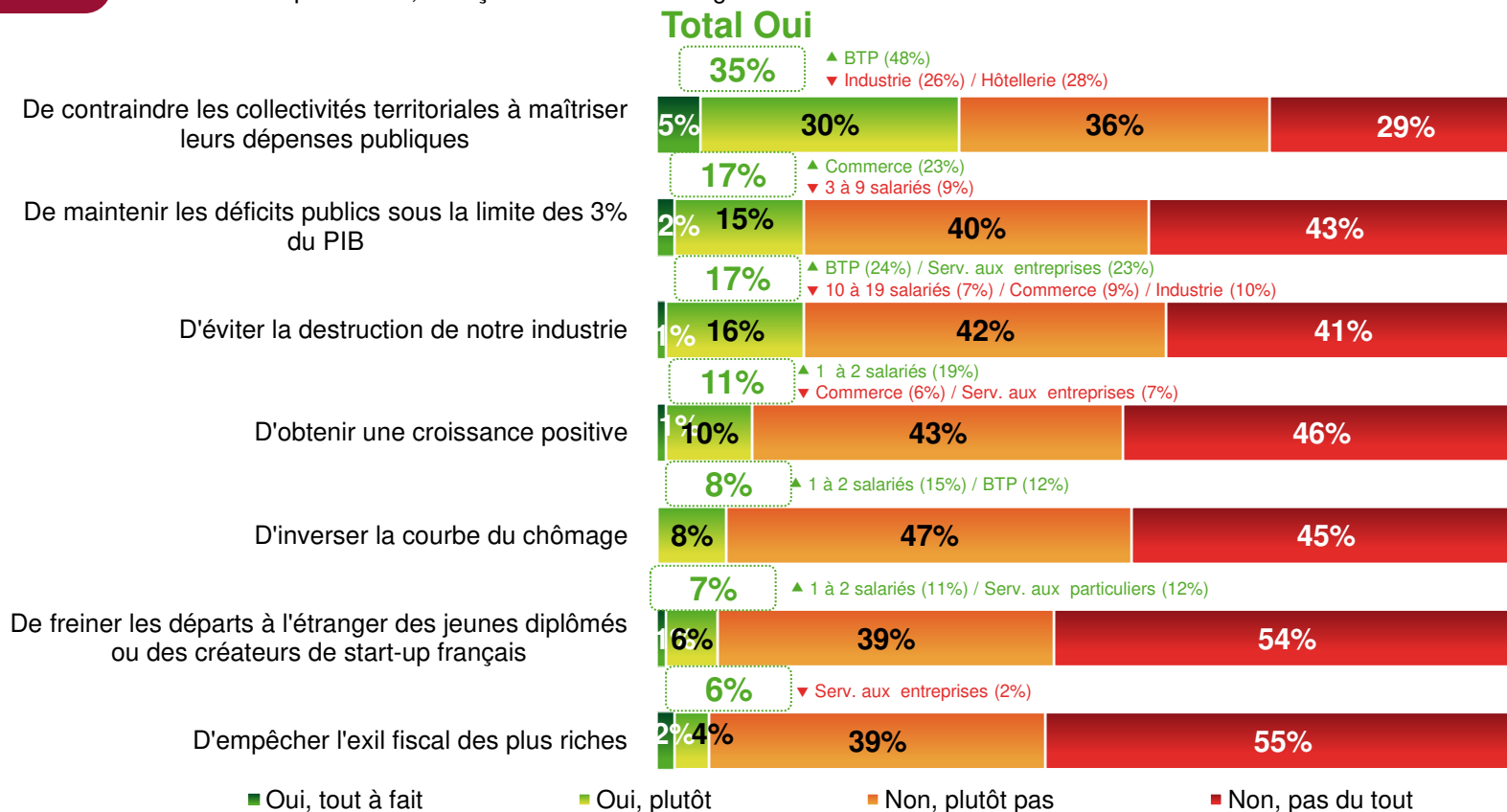


Malgré la mise en place du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, la création des emplois d'avenir, et des contrats de génération, 9% seulement des dirigeants de TPE déclarent que la politique gouvernementale leur donne envie d'investir et d'embaucher. Recueillant également des scores d'approbation marginaux, 9% estiment que les actions mises en place encouragent les patrons de TPE, 9% qu'elles encouragent les gens à investir dans les entreprises françaises et 8% qu'elles donnent envie d'investir.

François Hollande et son gouvernement tiendront-ils leurs engagements en 2013 ?

Question

Pensez-vous qu'en 2013, François Hollande et son gouvernement seront en mesure ... ?

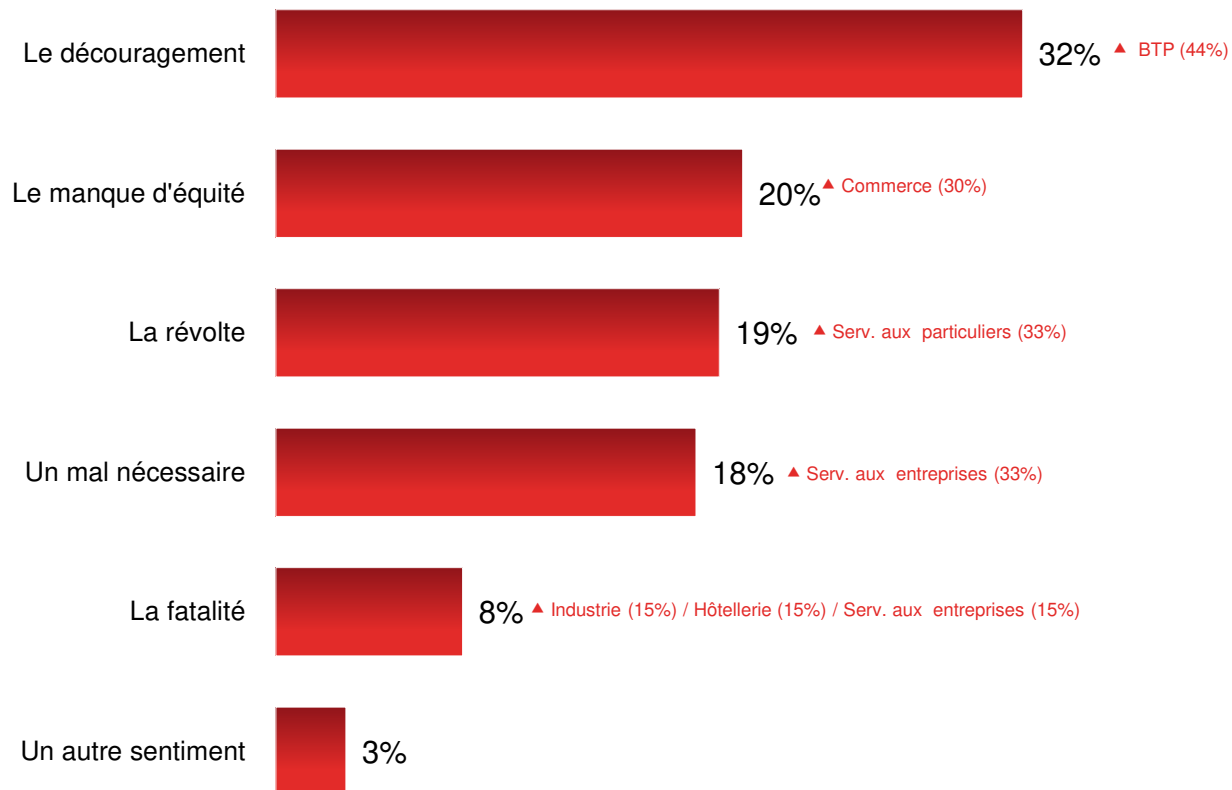


Les patrons d'entreprises de moins de 20 salariés ont peu confiance dans la capacité du gouvernement à endiguer les effets de la crise en 2013, y compris au sein de la sphère publique : 35% seulement estiment qu'il peut contraindre les collectivités territoriales à maîtriser les dépenses. Moins d'un sur cinq pense qu'il dispose de marges de manœuvre pour maintenir les déficits publics sous la limite des 3% du PIB (17%) ou pour éviter la destruction de notre industrie. Ils témoignent d'une vision encore plus pessimiste sur la capacité de François Hollande et de ses ministres à obtenir une croissance positive (11%) et à inverser la courbe du chômage (8%). Enfin, ils jugent quasi-unaniment que le gouvernement ne pourra pas freiner les départs à l'étranger des jeunes diplômés ou des créateurs de start-up (93%) ni empêcher l'exil fiscal des plus riches (94%).

Sentiment face aux hausses d'impôts prévues en 2013

Question

Les impôts des entreprises et des ménages augmenteront de 20 milliards en 2013.
Quel est votre sentiment à ce sujet ?

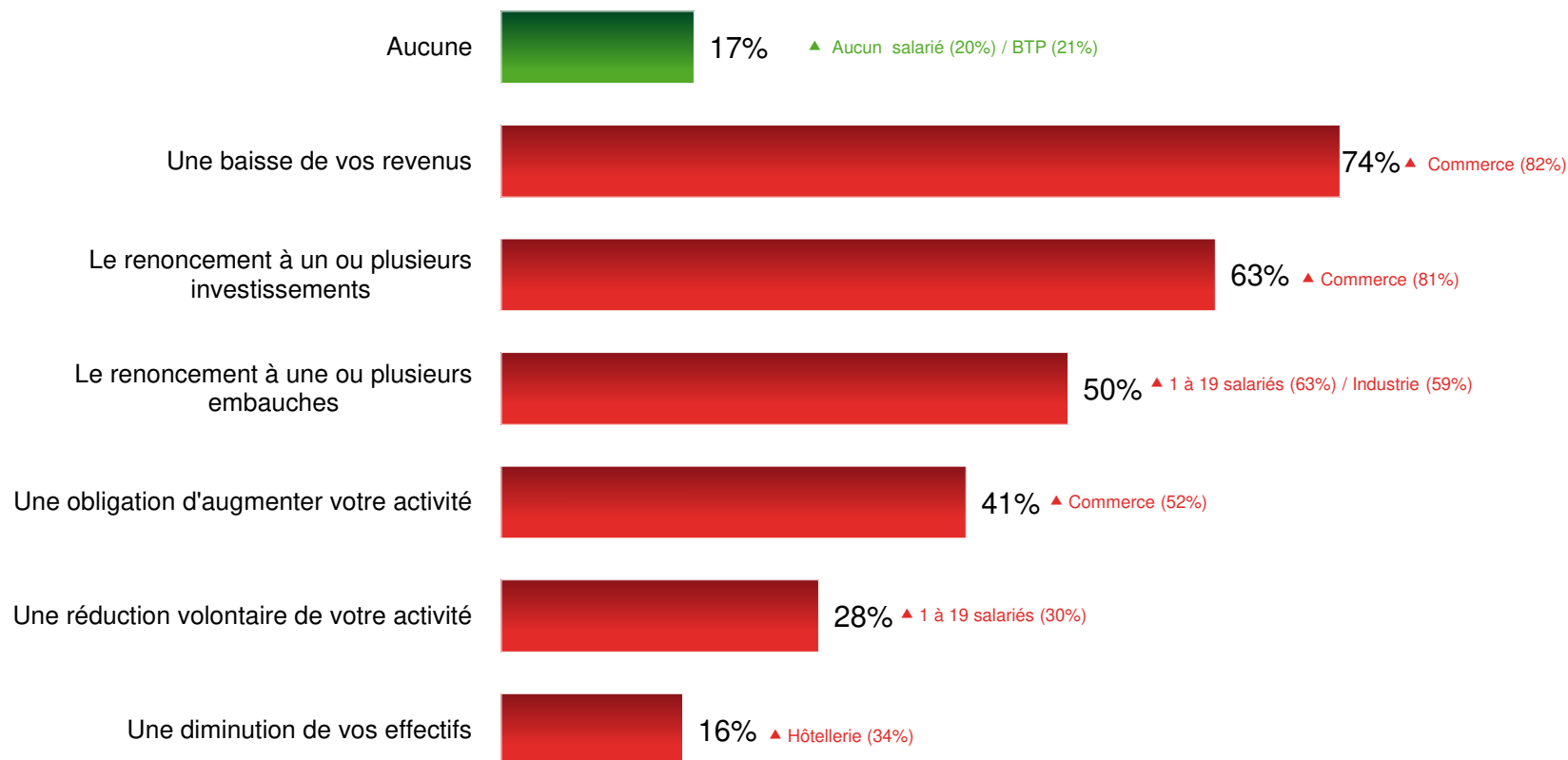


Le sentiment des patrons de TPE face aux hausses d'impôts prévues en 2013 n'est majoritairement pas à la résignation, seul un quart d'entre eux les voyant comme un mal nécessaire (18%) ou une fatalité (8%). Le découragement prévaut sur les autres réactions (32%), devant le manque d'équité (20%) et la révolte (19%). Des différences se font jour selon le secteur : on constate davantage de découragement dans le BTP (44%), de sentiment de manque d'équité dans le commerce (30%) et de révolte dans les services aux particuliers (33%).

Conséquences des hausses d'impôts prévues en 2013

Question

Quelles conséquences auront ces hausses d'impôts des entreprises et des ménages pour votre entreprise ?



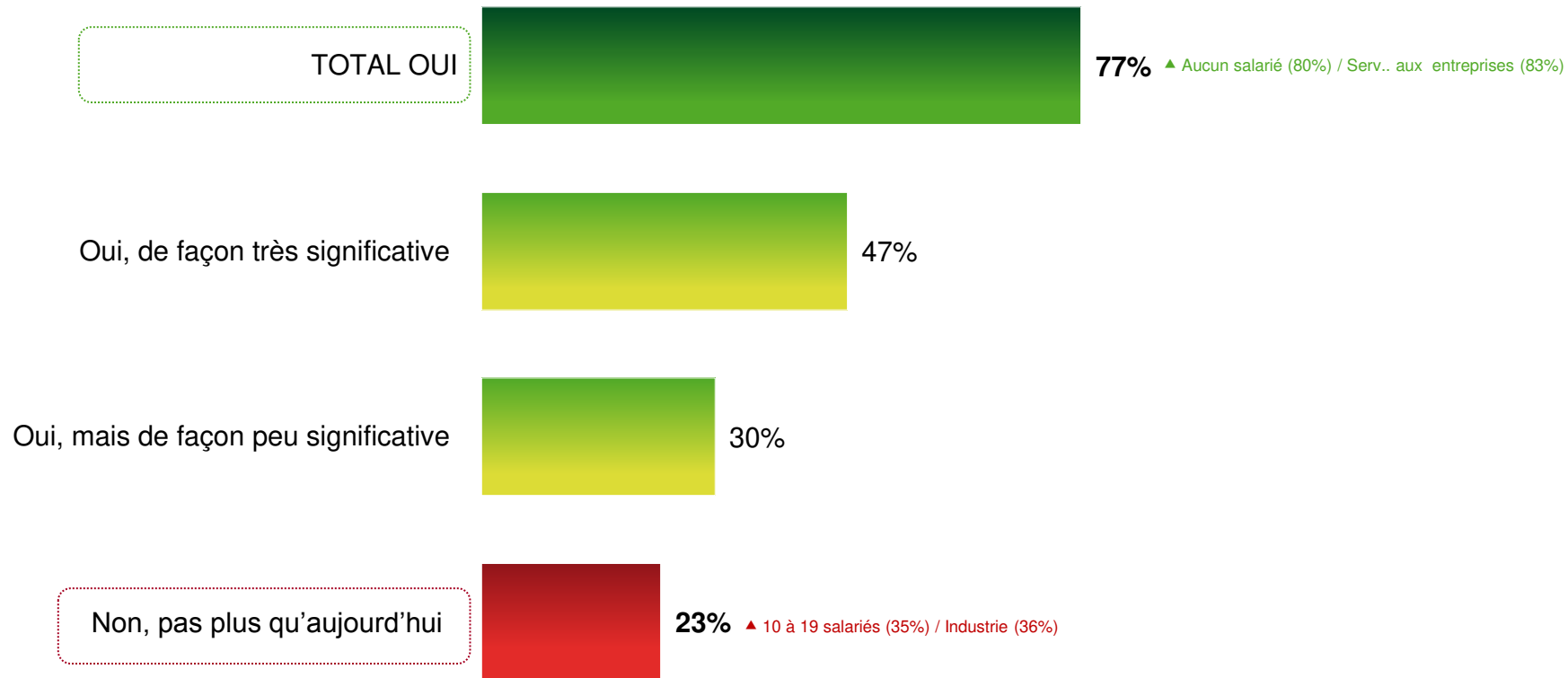
Parmi les dirigeants interrogés, 17% considèrent que ces hausses d'impôts n'auront aucune conséquence sur les entreprises, un score qui atteint 20% pour ceux qui n'emploient pas de salariés et 21% dans le BTP. En très large majorité, ils anticipent une baisse de leurs revenus (74%) et un renoncement à un ou plusieurs investissements (63%). La moitié d'entre eux compte différer ou annuler une ou plusieurs embauches prévues (et même 63% parmi les employeurs). Pour faire face à cette fiscalité supplémentaire, 41% déclarent qu'ils ont l'obligation d'augmenter leur activité, tandis que 28% vont la réduire volontairement. Enfin, 16% pensent diminuer leurs effectifs (34% dans l'hôtellerie).

Base : à 50% de l'échantillon

Conséquences des hausses d'impôts sur la hausse du travail au noir et sur les sous-déclarations de chiffre d'affaires

Question

Pensez-vous que ces hausses d'impôts des entreprises et des ménages entraîneront une hausse du travail au noir ou une augmentation du chiffre d'affaires non déclaré ?



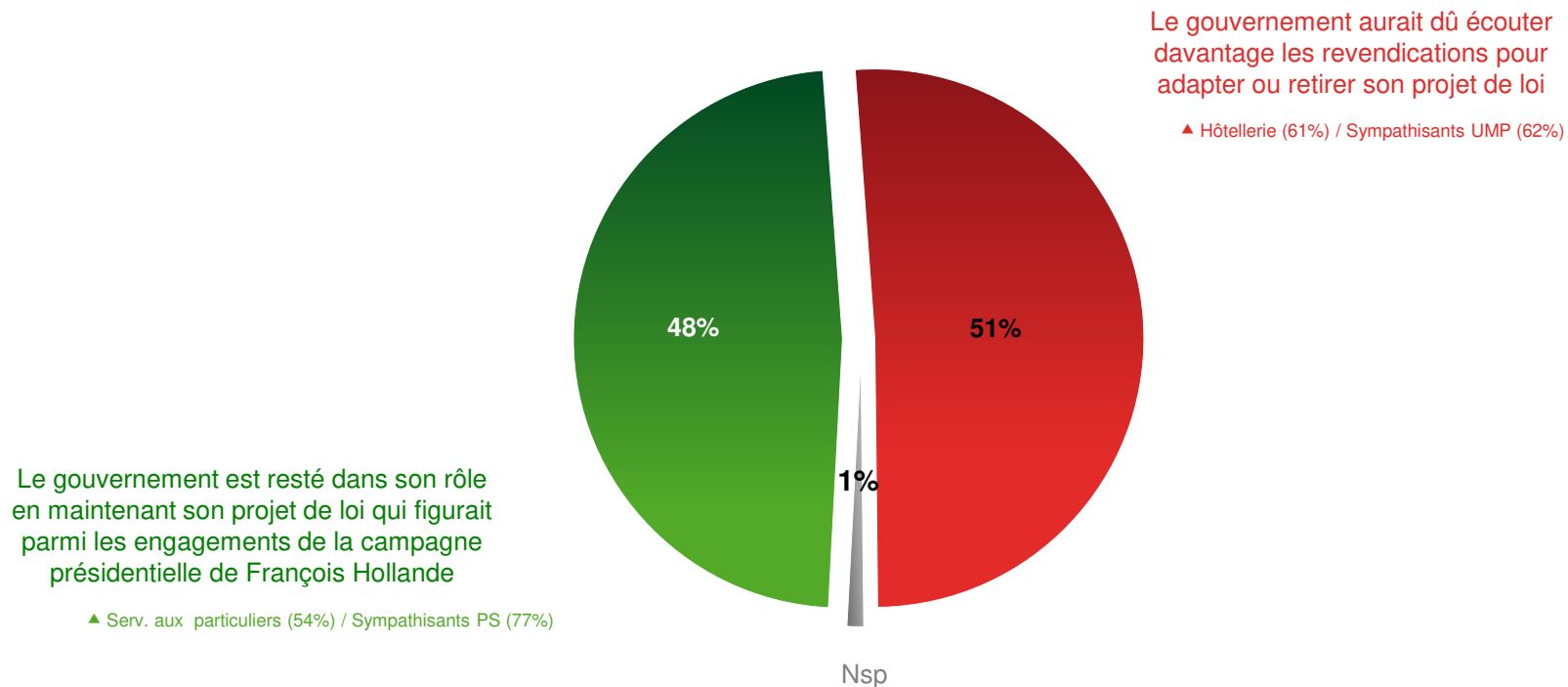
Plus des trois quarts des interviewés pronostiquent une hausse du travail au noir ou une augmentation du chiffre d'affaires non déclaré. On constate même que 47% jugent qu'elle sera très significative, et ce de façon plus marquée dans le BTP (51%) et l'hôtellerie (58%).

Base : à 50% de l'échantillon

Attitude du gouvernement face aux manifestations contre l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe

Question

Face à la polémique et aux manifestations autour du projet de loi sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe, quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ?

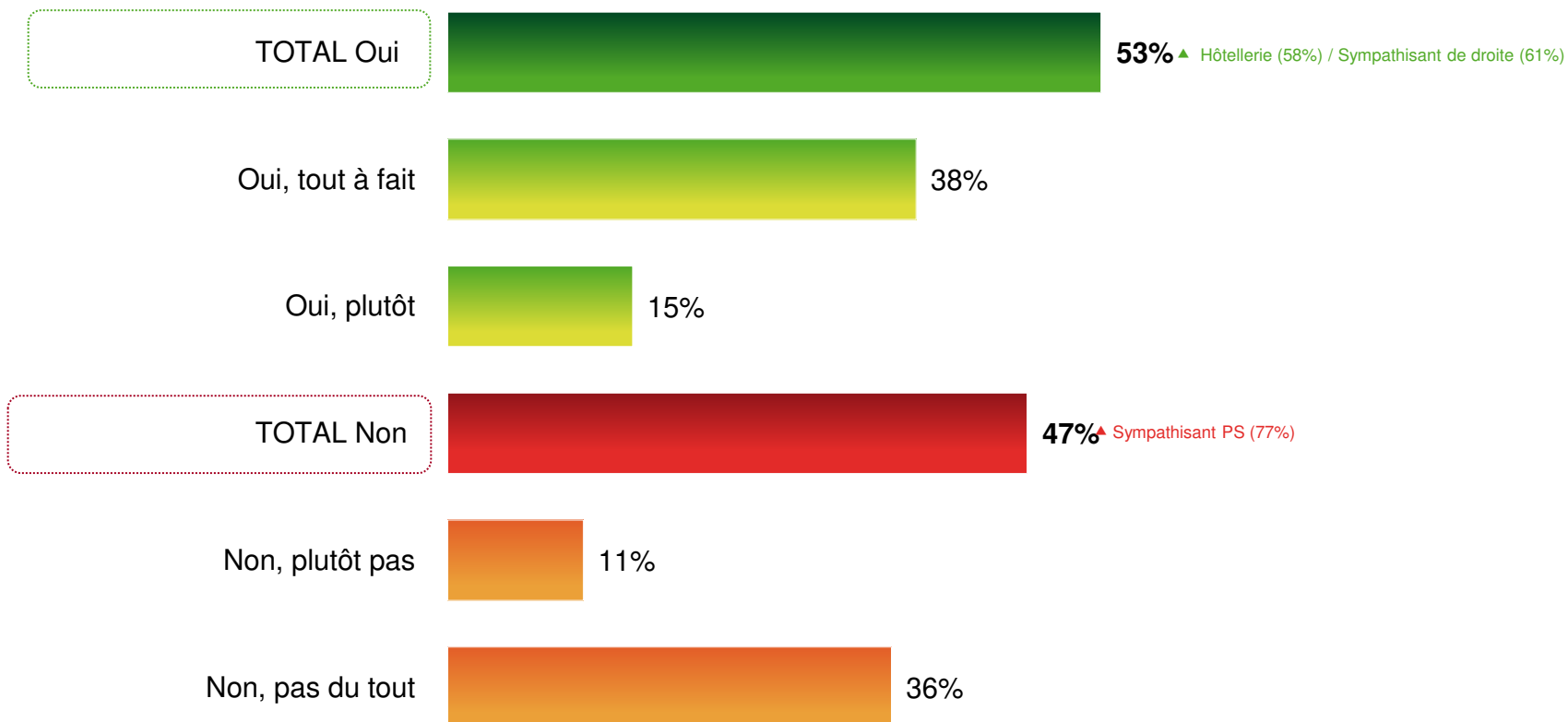


Les avis sont très divisés sur la gestion par le gouvernement des manifestations et de la polémique autour de l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe : 51% auraient souhaité que le gouvernement écoute davantage les revendications pour adapter ou retirer ce projet contre 48% pour lesquels il est resté dans son rôle en maintenant ce projet de loi qui faisait partie des engagements de campagne de François Hollande. On relève logiquement un clivage politique fort : 62% des sympathisants UMP se prononcent pour davantage d'écoute et 77% des sympathisants PS pour la maintien de la loi.

Référendum sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe

Question

Selon vous, le président de la République aurait-il dû proposer un référendum sur ce projet de loi ?

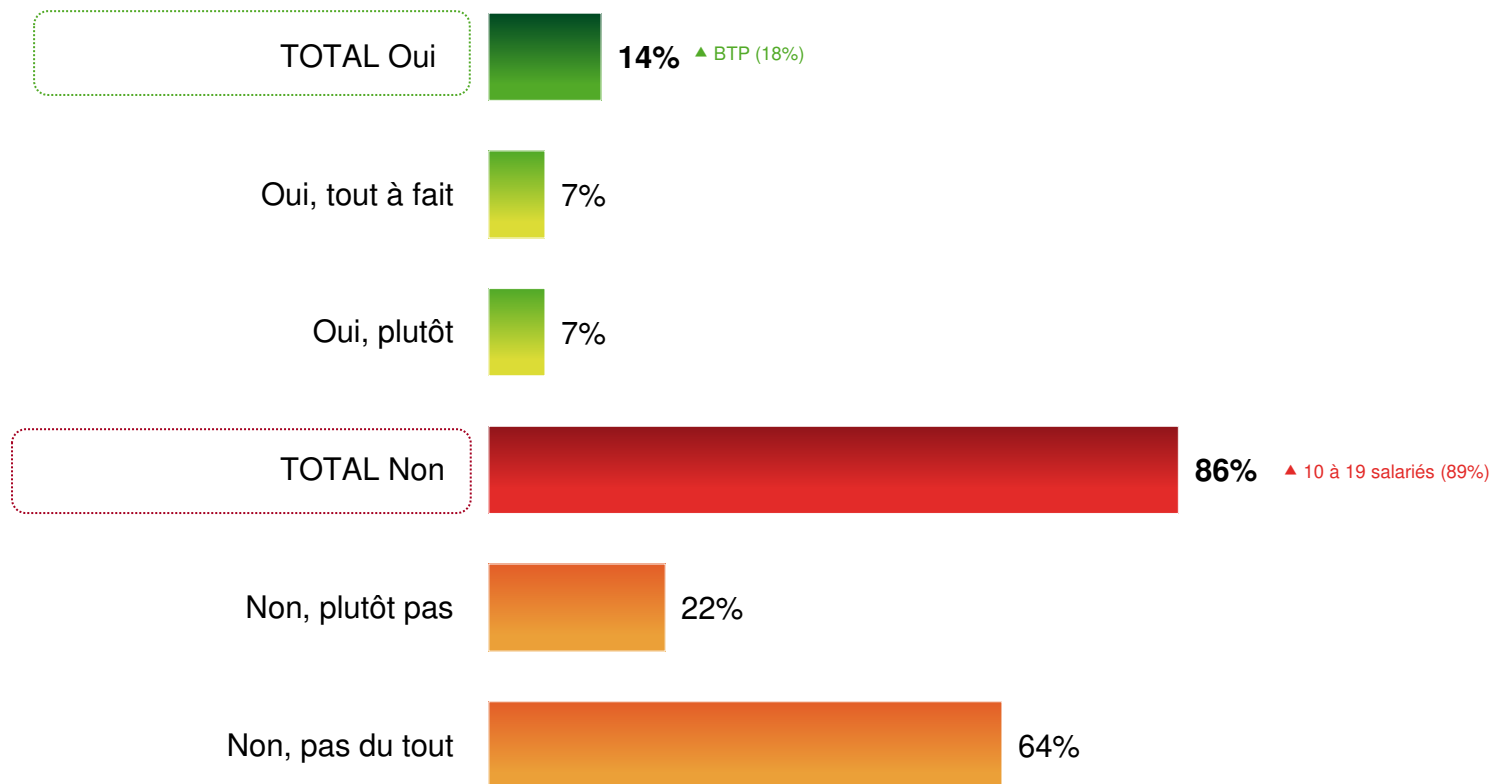


Une courte majorité des chefs d'entreprise aurait approuvé la mise en place d'un référendum sur ce projet de loi, avec là encore des différences selon la proximité politique : 63% des sympathisants UMP y sont favorables contre seulement 23% des sympathisants PS.

Crainte des conséquences de l'intervention de la France au Mali

Question

Redoutez-vous pour votre activité des conséquences négatives de la participation de la France à la lutte contre le terrorisme au Mali ?



L'intervention de la France au Mali a des conséquences limitées sur l'activité des TPE : 14% estiment qu'elles vont être impactées par cet engagement (18% dans le BTP).

Les TPE et la société

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

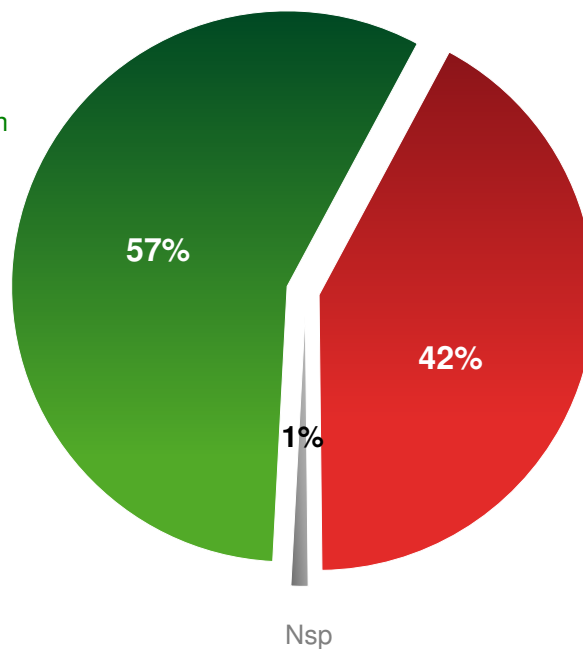
La situation économique actuelle

Question

Laquelle de ces affirmations correspond le mieux à votre sentiment sur la situation économique ?

La France connaît actuellement une situation difficile mais devrait retrouver un contexte favorable avant la fin de la décennie

▲ Aucun salarié (64%) / Serv. aux entreprises (80%)



La France connaît un vrai déclin et elle mettra plusieurs décennies à se rétablir sur le plan économique

▲ 1 à 2 salariés (59%) / Industrie (59%) / Hôtellerie (50%)

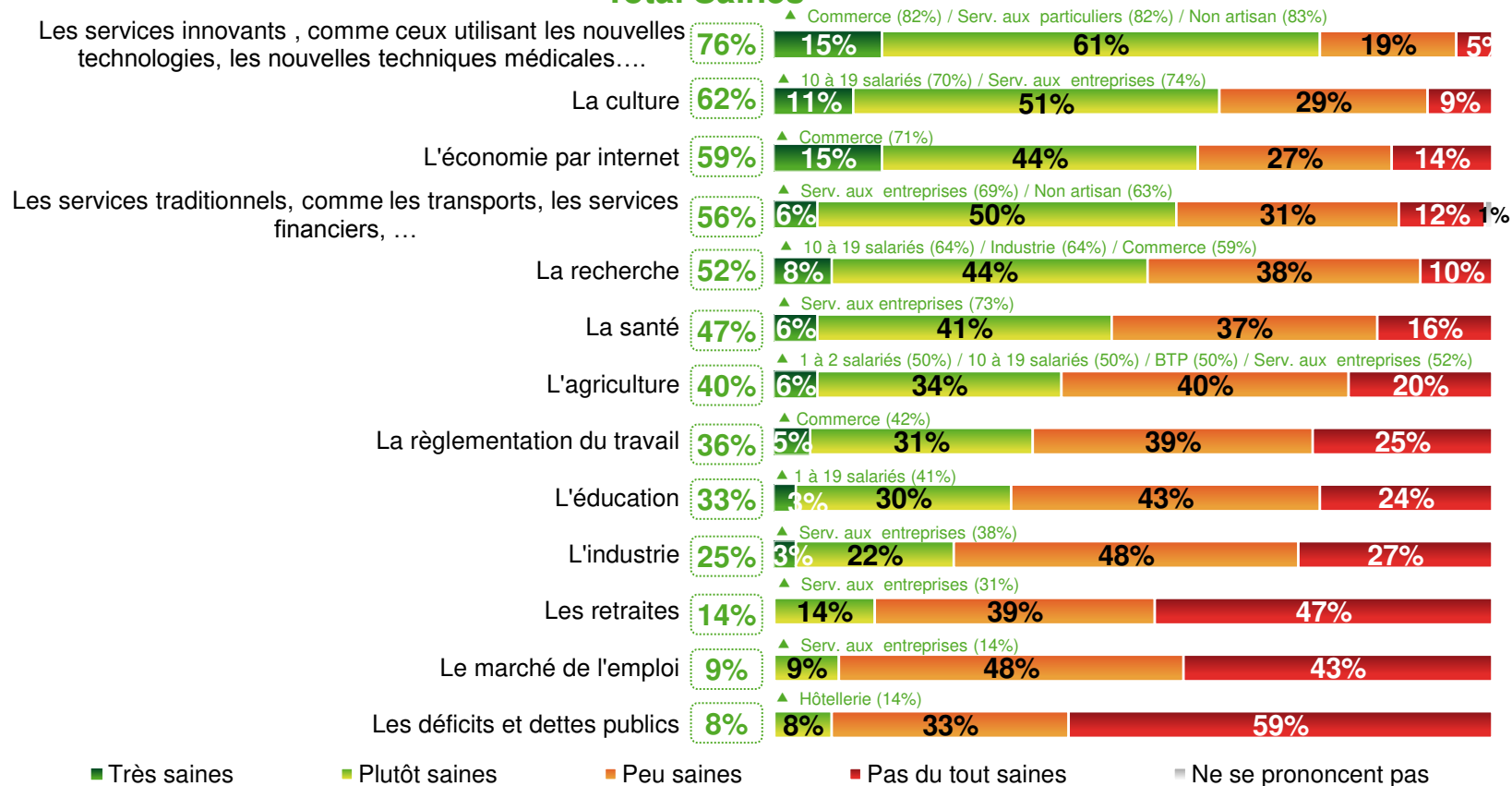
Si une majorité des patrons de TPE (57%) se montre confiante sur la capacité de la France à sortir de la crise et à retrouver une croissance durable avant la fin de la décennie, ils sont quand même 42% à appréhender la situation actuelle comme le signe d'un vrai déclin nécessitant plusieurs décennies pour que le pays puisse se rétablir (54% parmi les employeurs et 59% dans l'industrie).

Atouts de la France pour un avenir serein

Question

Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous qu'ils disposent de fondations très, assez, peu ou pas du tout saines pour assurer un avenir serein à la France ?

Total Saines



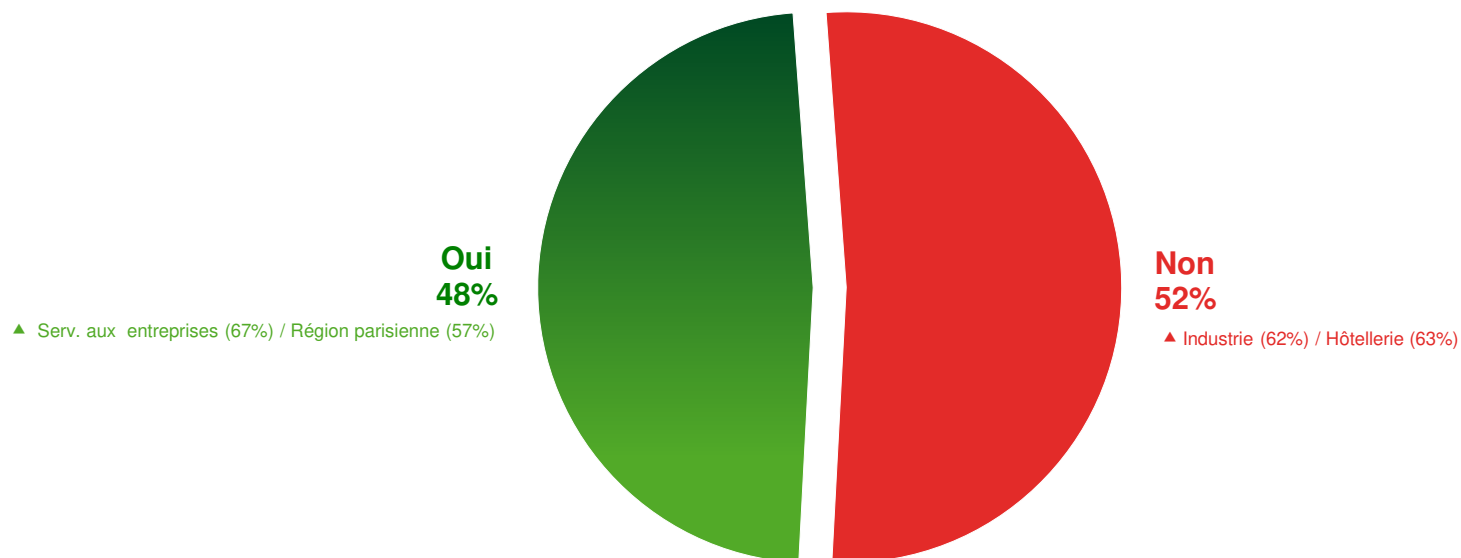
Les jugements sur les fondations dont dispose la France dans différents secteurs ou domaines s'avèrent très contrastés. La France apparaît globalement bien placée en ce qui concerne les services innovants (76%). A un niveau moindre mais témoignant également d'un dynamisme économique élevé, 62% des interviewés perçoivent des bases saines pour la culture, 59% pour l'économie par internet, 56% pour les services traditionnels et 52% pour la recherche. Les avis sont mitigés en ce qui concerne la santé (47% voient des bases saines contre 53% qui les trouvent peu ou pas du tout saines).

Dans les autres domaines testés, les appréciations positives sont minoritaires, qu'il s'agisse de l'agriculture (40%), de la réglementation du travail (36%) de l'éducation (33%) ou de l'industrie (25%). Les retraites (14%), le marché de l'emploi (9%) et les déficits publics (8%) constituent les dimensions les moins bien évaluées.

La France est-elle toujours une grande puissance ?

Question

Pour vous, la France est-elle toujours une grande puissance ?

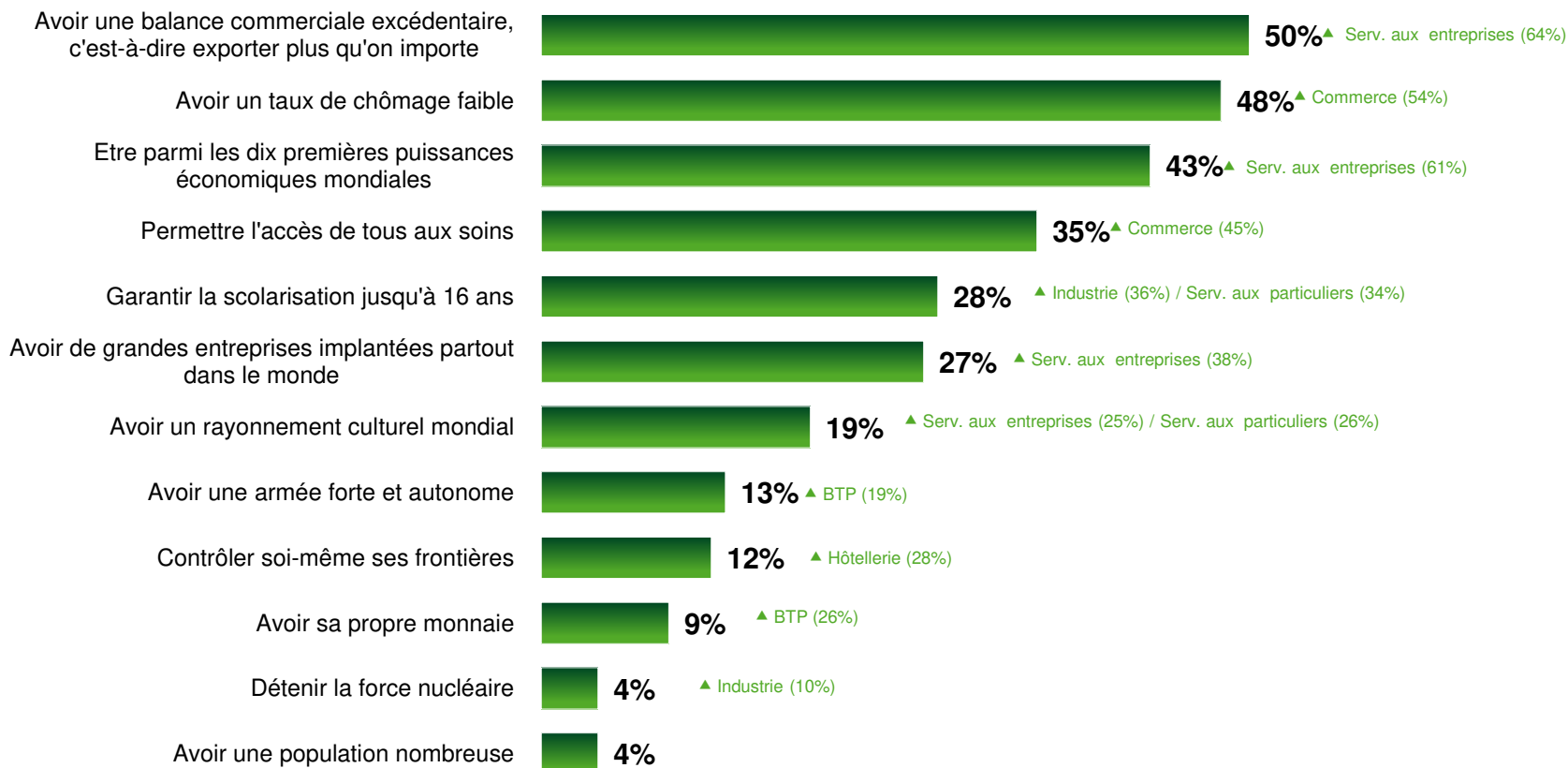


Moins d'un dirigeant de TPE sur deux perçoit la France comme une grande puissance (48%), ce score étant encore plus faible dans l'industrie (38%) et l'hôtellerie (37%).

Les critères les plus importants pour qualifier une grande puissance

Question

Quels sont selon vous les critères pour qualifier une grande puissance ?

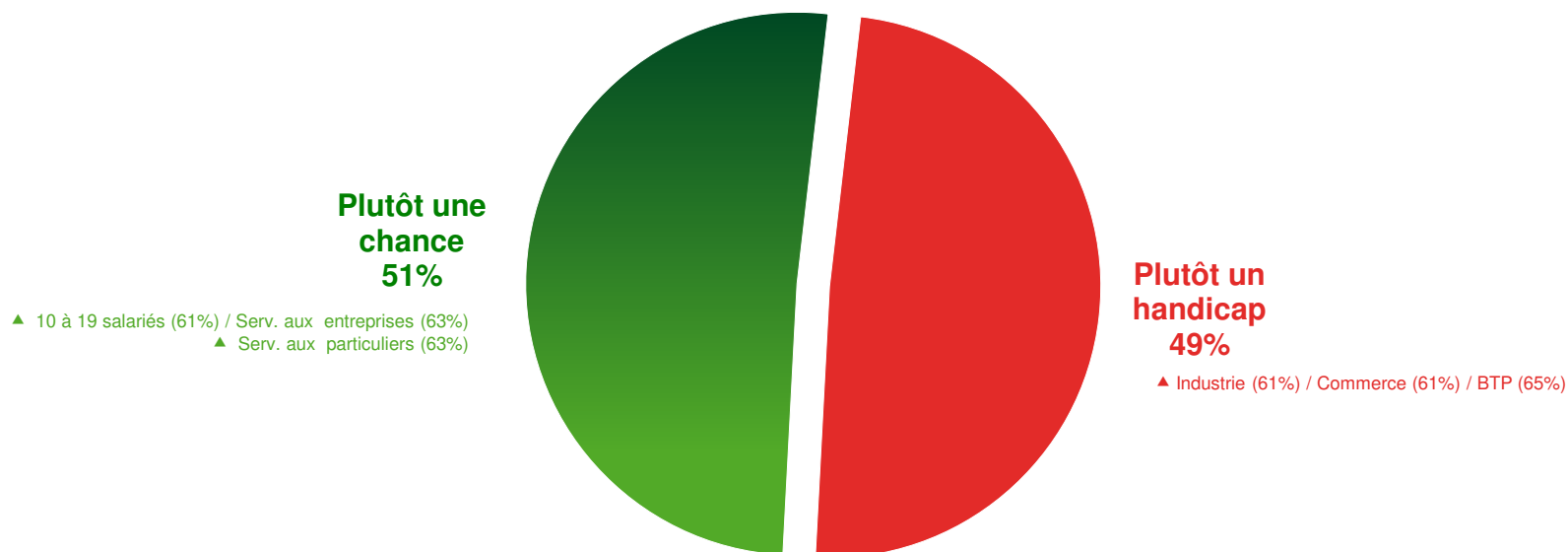


Les deux premiers critères mis en exergue pour qualifier une grande puissance sont le fait d'avoir une balance commerciale excédentaire (50%) et un taux de chômage faible (48%). Le classement parmi les dix premières puissances mondiale émerge également comme un indicateur clé (43%), devant l'accès de tous aux soins (35%). L'éducation arrive au cinquième rang, 28% mentionnant la garantie de scolarisation jusqu'à 16 ans. Viennent ensuite les critères liés au rayonnement, à travers la présence d'entreprises implantées partout dans le monde (27%) ou sous le prisme culturel (19%). En comparaison, le fait de disposer d'une armée forte et autonome (13%), de contrôler soi-même ses frontières (12%) ou d'avoir sa propre monnaie (9%) apparaissent moins importants. Enfin, 4% seulement citent la possession de la force nucléaire et/ou la présence d'une population nombreuse.

La mondialisation : une chance ou un handicap pour la France ?

Question

Pour vous, la mondialisation est-elle pour la France... ?

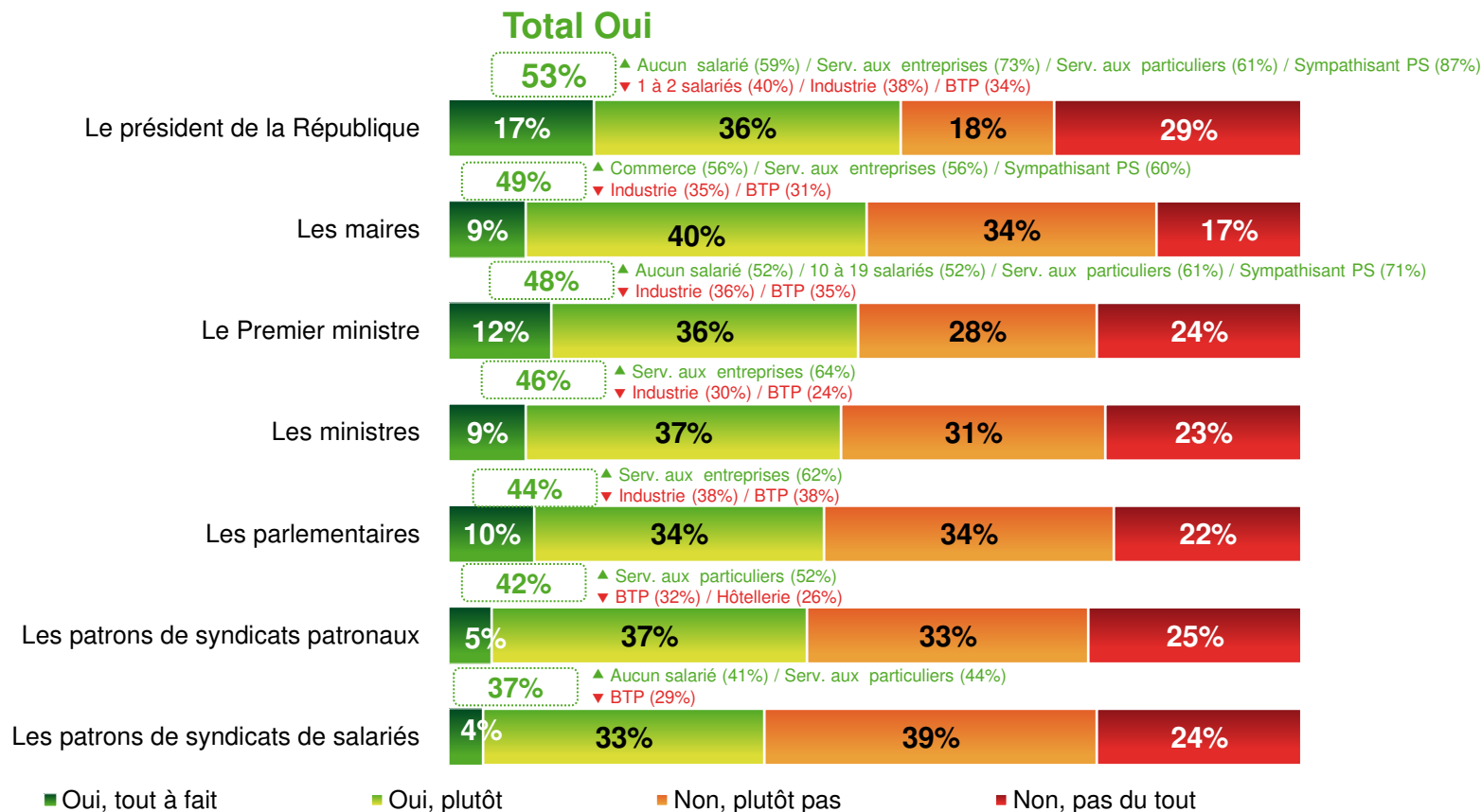


La mondialisation est appréhendée comme une chance par la moitié des TPE, ce score étant plus élevé dans les structures de 10 à 19 salariés (61%), les services aux entreprises (63%) et les services aux particuliers. A contrario, 49% voient la mondialisation comme un handicap, plus fortement dans les entreprises de 1 à 2 salariés (61%), le commerce (61%) et le BTP (65%).

Le pouvoir en place peut-il améliorer la situation sur le plan économique, social ou sociétal ?

Question

Pour chacun des acteurs suivants, diriez-vous qu'il a une autorité suffisante pour améliorer la situation sur le plan économique, social ou sociétal ?

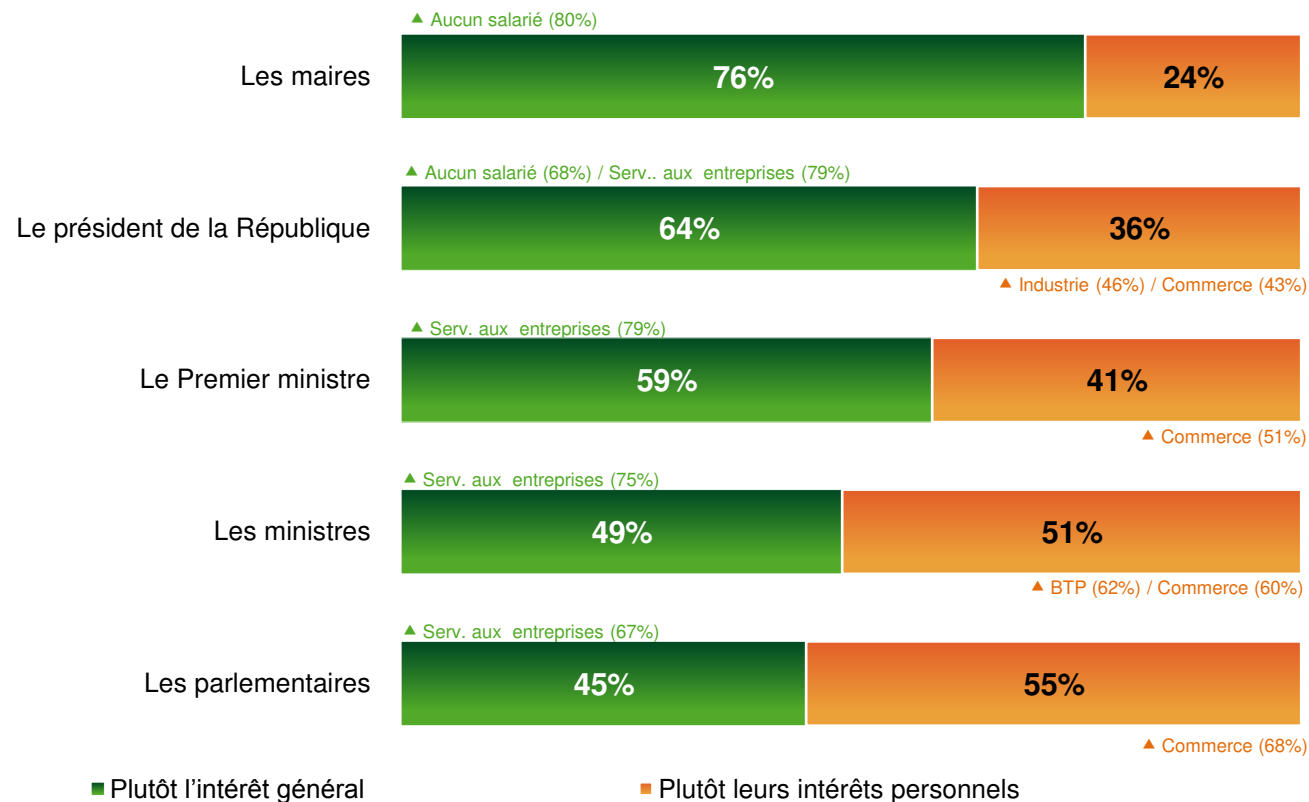


En lien logique avec les réserves exprimées sur la clarté des orientations du gouvernement et les marges de manœuvre dont il dispose pour faire progresser différents éléments de nature à redynamiser la croissance, les chefs d'entreprise témoignent d'un certain scepticisme sur l'autorité du président de la République (53%), du Premier ministre (48%) et des ministres (46%) à améliorer la situation sur le plan social, sociétal ou économique. Le jugement sur le pouvoir des maires (49%) et des parlementaires se situe sensiblement au même niveau. Les syndicats sont perçus comme les moins influents, qu'il s'agisse des organisations patronales (42%) ou de salariés (37%).

Perception des intérêts des pouvoirs publics

Question

Diriez-vous de chacun des acteurs suivant qu'ils défendent plutôt l'intérêt général ou plutôt leurs intérêts personnels ?



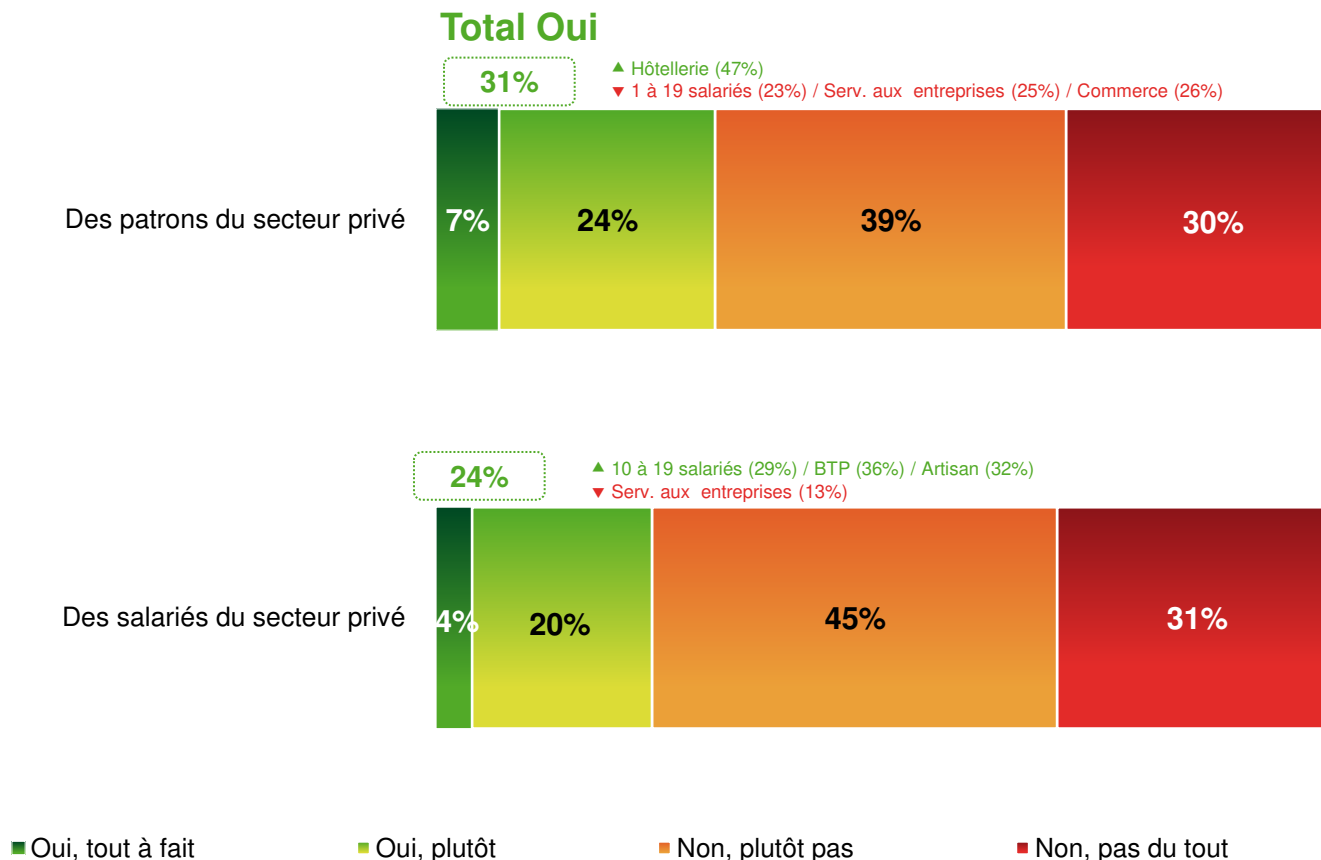
Invités à s'exprimer sur les intérêts défendus par différents acteurs, les dirigeants de TPE mettent en exergue une opinion positive à l'égard des maires, 76% jugeant qu'ils défendent l'intérêt général contre quand même 24% qui estiment qu'ils se soucient davantage de leurs intérêts particuliers. Le président de la République (64%) et le Premier ministre (59%) sont perçus en majorité comme garants de l'intérêt général, là encore malgré la présence d'une proportion non négligeable de chefs d'entreprise qui déclarent qu'ils poursuivent avant tout leurs intérêts particuliers (respectivement 36% et 41%).

Les ministres (51%) et les parlementaires (55%) semblent en majorité faire passer d'abord leurs intérêts personnels aux yeux des interviewés.

Les politiques et la défense des intérêts des patrons et salariés du privé

Question

Diriez-vous que les hommes et les femmes politiques représentent bien les intérêts... ?

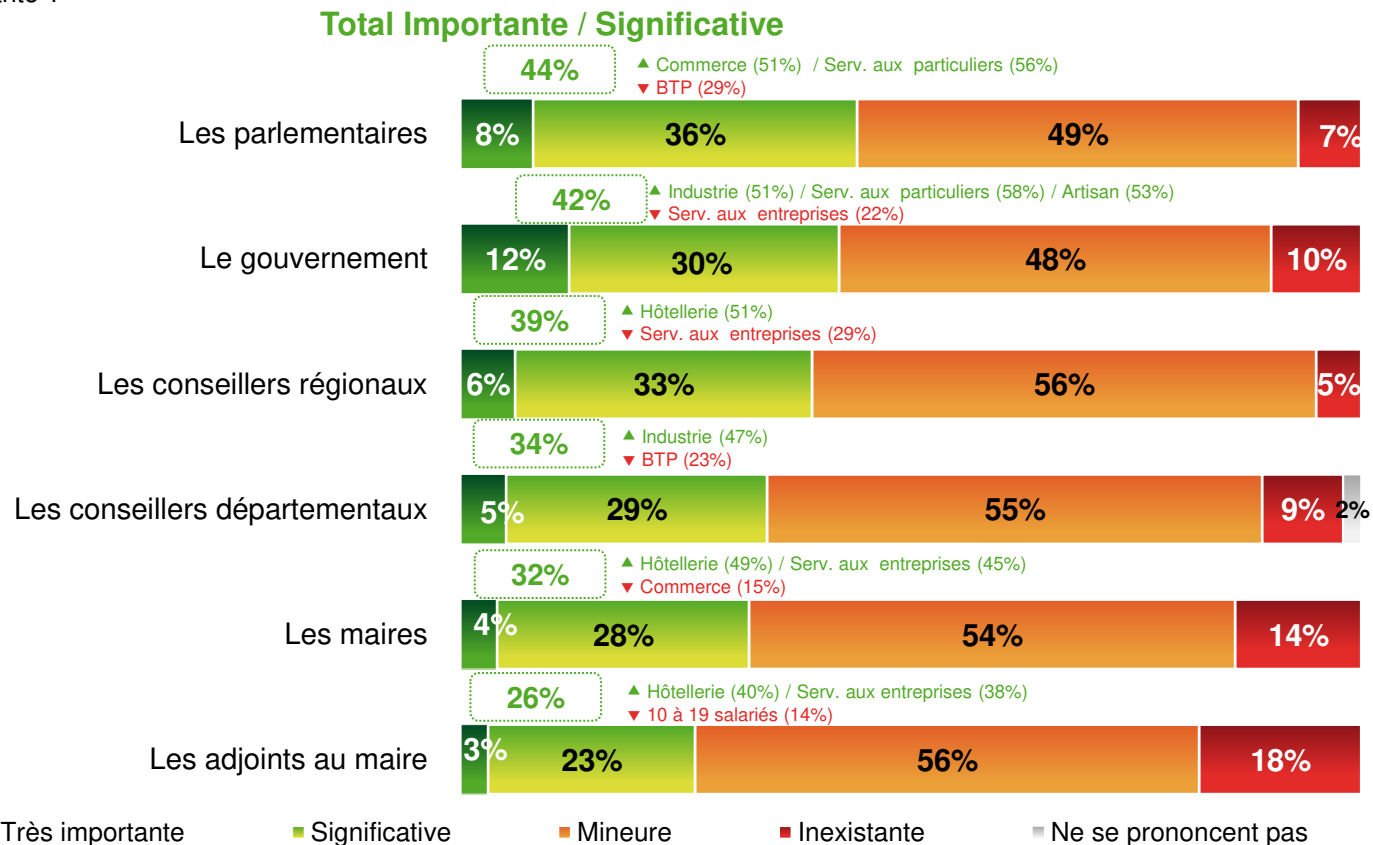


Plus des deux tiers des patrons de structures de moins de 20 salariés estiment que les hommes et les femmes politiques défendent mal les intérêts des chefs d'entreprise du secteur privé (69%), cette prise en compte insuffisante des besoins étant encore plus forte pour les salariés du secteur privé (76%). Les jugements négatifs sont plus nombreux dans les secteurs du commerce et des services aux entreprises.

Perception du degré de corruption

Question

Diriez-vous qu'à chacun des niveaux suivants, on trouve une corruption très importante, significative, mineure ou inexistante ?

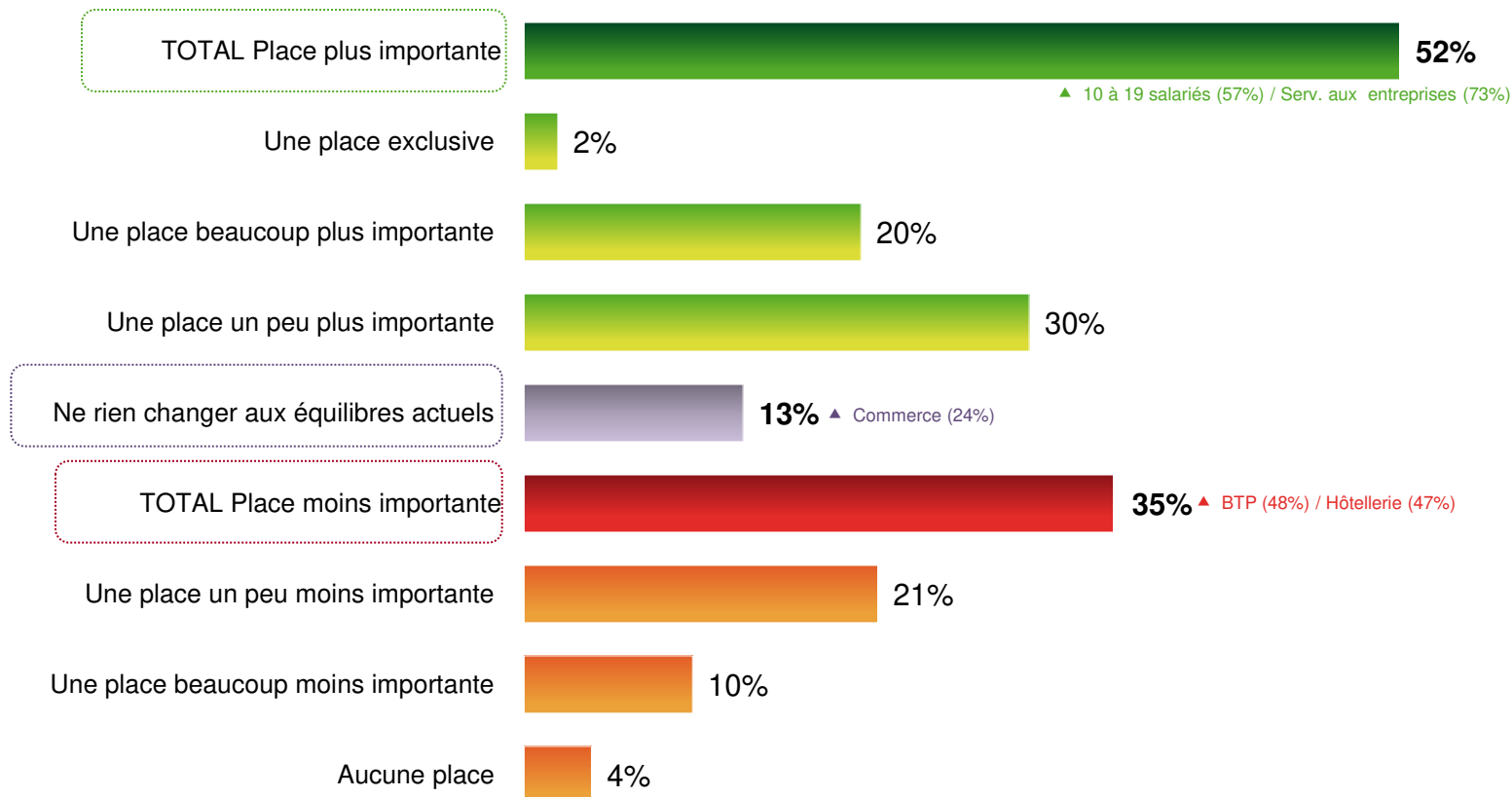


Si parmi les patrons de TPE, moins de 12% considèrent qu'il existe une corruption très importante aux différents niveaux des pouvoirs publics (ce maximum concernant le gouvernement), on constate cependant qu'ils sont une proportion non négligeable à penser que cette corruption est bien réelle. Ainsi, 44% d'entre eux déclarent qu'on trouve une corruption très forte ou significative parmi les parlementaires, 42% au sein du gouvernement, 39% parmi les conseillers régionaux et 34% parmi les conseillers départementaux. Les maires seraient concernés à hauteur de 32% et leurs adjoints à hauteur de 26%.

Quelle place accorder à l'Europe ?

Question

Pour relever les défis de la France, quelle place faudrait-il selon vous accorder à l'Europe ?



52% des chefs d'entreprise interrogés attendent que l'Europe tienne une place plus importante pour aider la France à relever les défis auxquels elle est confrontée, ce souhait étant plus élevé parmi ceux qui emploient entre 10 et 19 salariés (57%) et dans les services aux entreprises. Si 2% uniquement souhaitent que l'Union Européenne joue un rôle exclusif dans les orientations prises, 20% demandent que celui-ci soit beaucoup plus important et 30% un peu plus important.

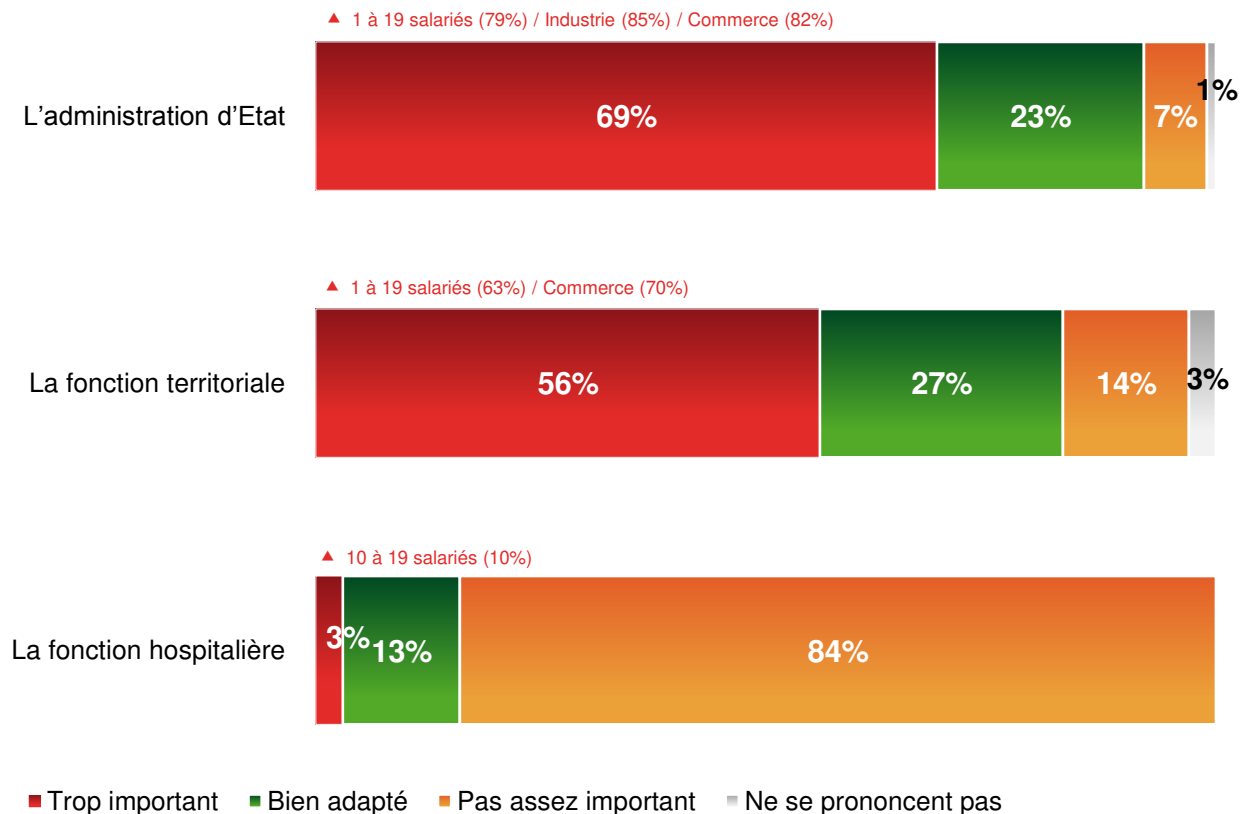
A l'inverse, 35% jugent que cette place doit être réduite (47% dans l'hôtellerie et 48% dans le BTP), dont 21% un peu, 10% beaucoup et 4% qui souhaitent qu'elle n'intervienne plus du tout. Enfin, 13% estiment qu'il ne faut rien changer aux équilibres actuels.

Base : à 50% de l'échantillon

Le nombre de fonctionnaires

Question

Diriez-vous qu'aujourd'hui, le nombre de fonctionnaires employé dans chacun des secteurs suivants est trop important, bien adapté ou pas assez important ?

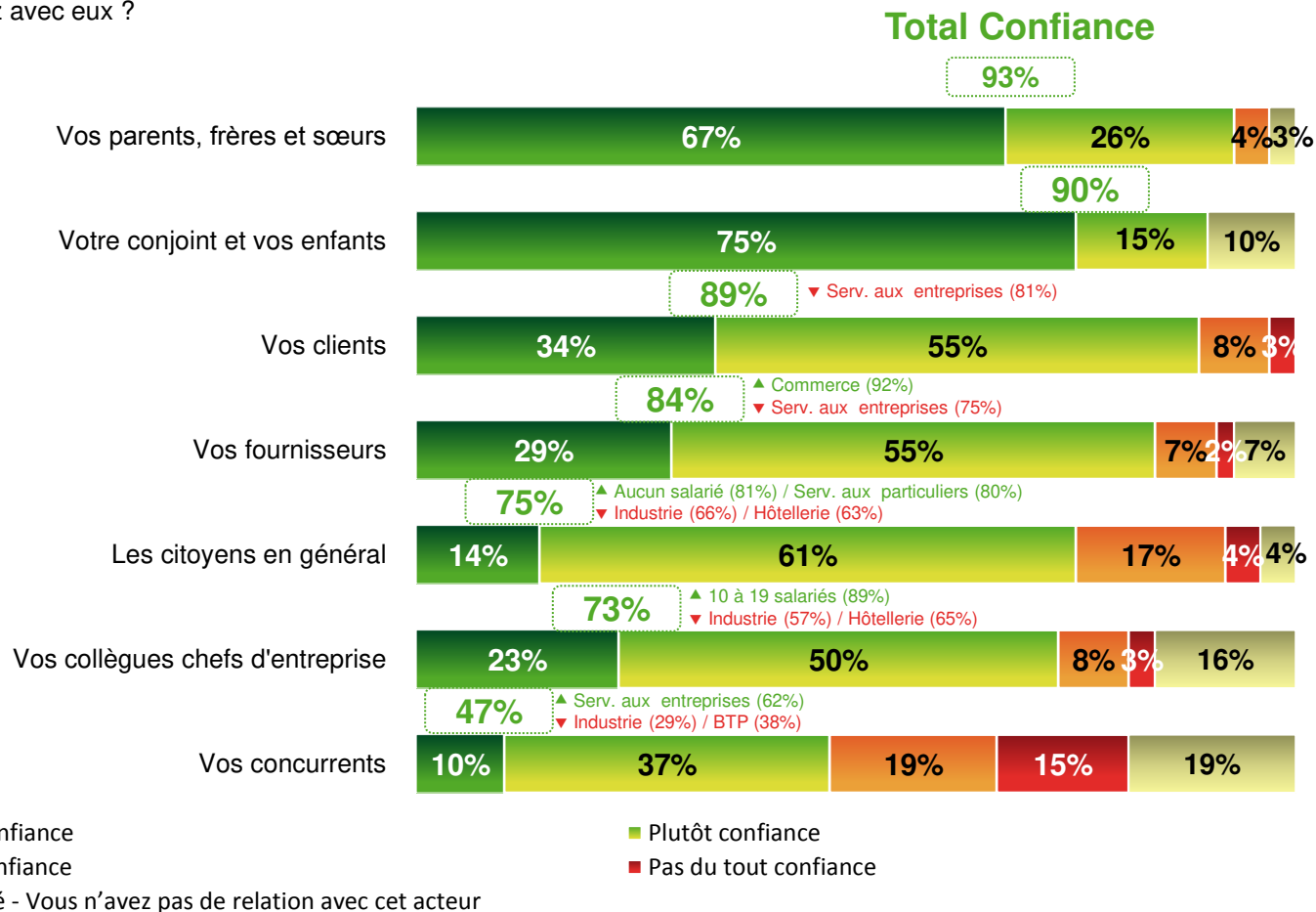


L'avis des patrons de TPE sur le nombre de fonctionnaires employés varie fortement selon le secteurs : une majorité déclare qu'il est trop élevé pour la fonction territoriale (56% contre 27% qui le jugent adapté) et plus des deux tiers pour l'administration d'Etat (69%). En revanche, 84% d'entre eux pointent une insuffisance dans la fonction hospitalière.

La confiance accordée dans les relations avec différents acteurs

Question

Généralement, faites-vous confiance ou pas confiance à chacun des acteurs suivants dans les relations que vous entretenez avec eux ?

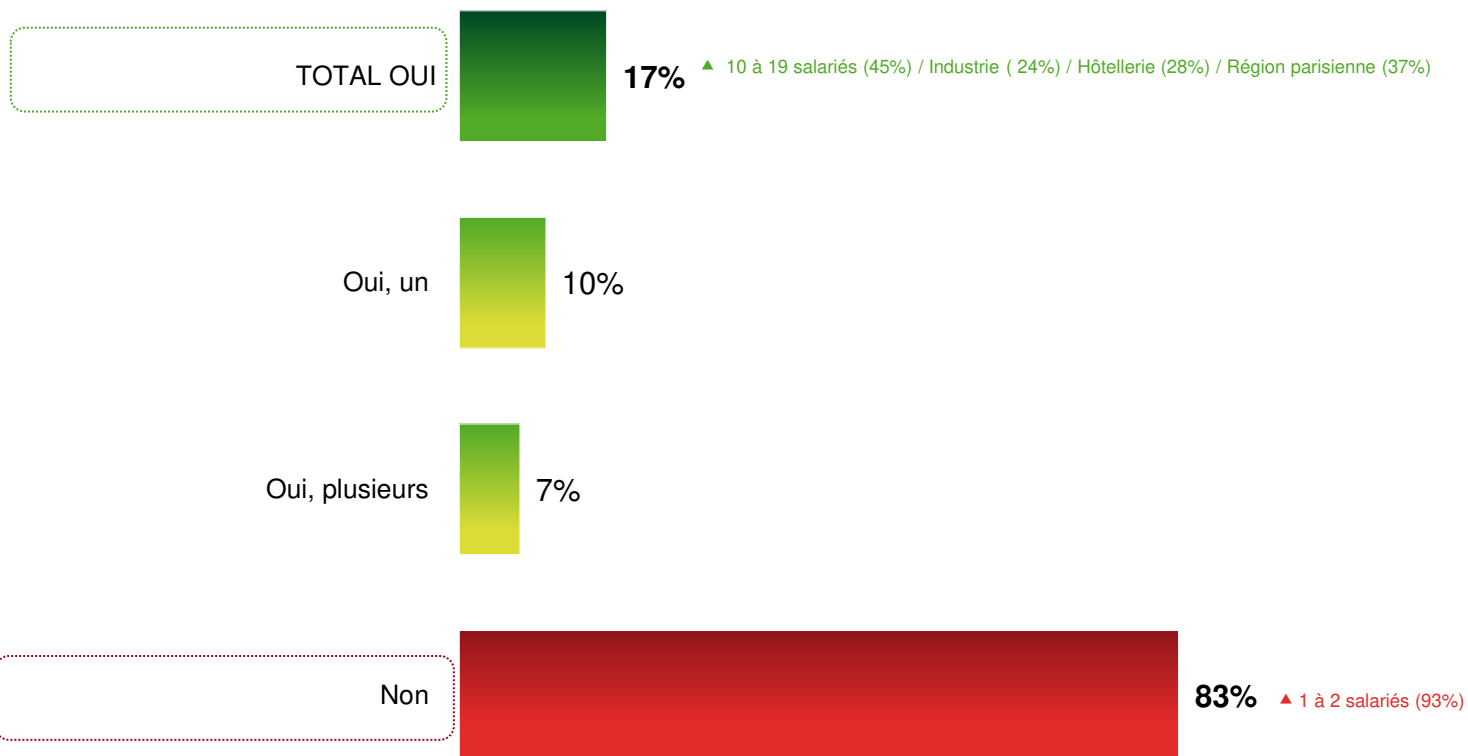


Le degré de confiance des TPE est sans surprise presque unanime en ce qui concerne leurs relations avec leurs parents, frères et sœurs (93%, dont 67% tout à fait), ainsi que leurs conjoints et leurs enfants (90%, dont 75% tout à fait). Les dirigeants soulignent aussi les qualités des relations avec leurs clients (89%) et fournisseurs (84%). Ils font très largement confiance aux citoyens (75%) et à leurs collègues (73%). Seuls leurs concurrents suscitent naturellement plus de défiance (34% contre 47% qui affirment leur confiance et 19% qui ne sont pas en contact avec ces derniers).

L'emploi de salariés de nationalité étrangère

Question

Employez-vous un ou des salariés de nationalité étrangère ?



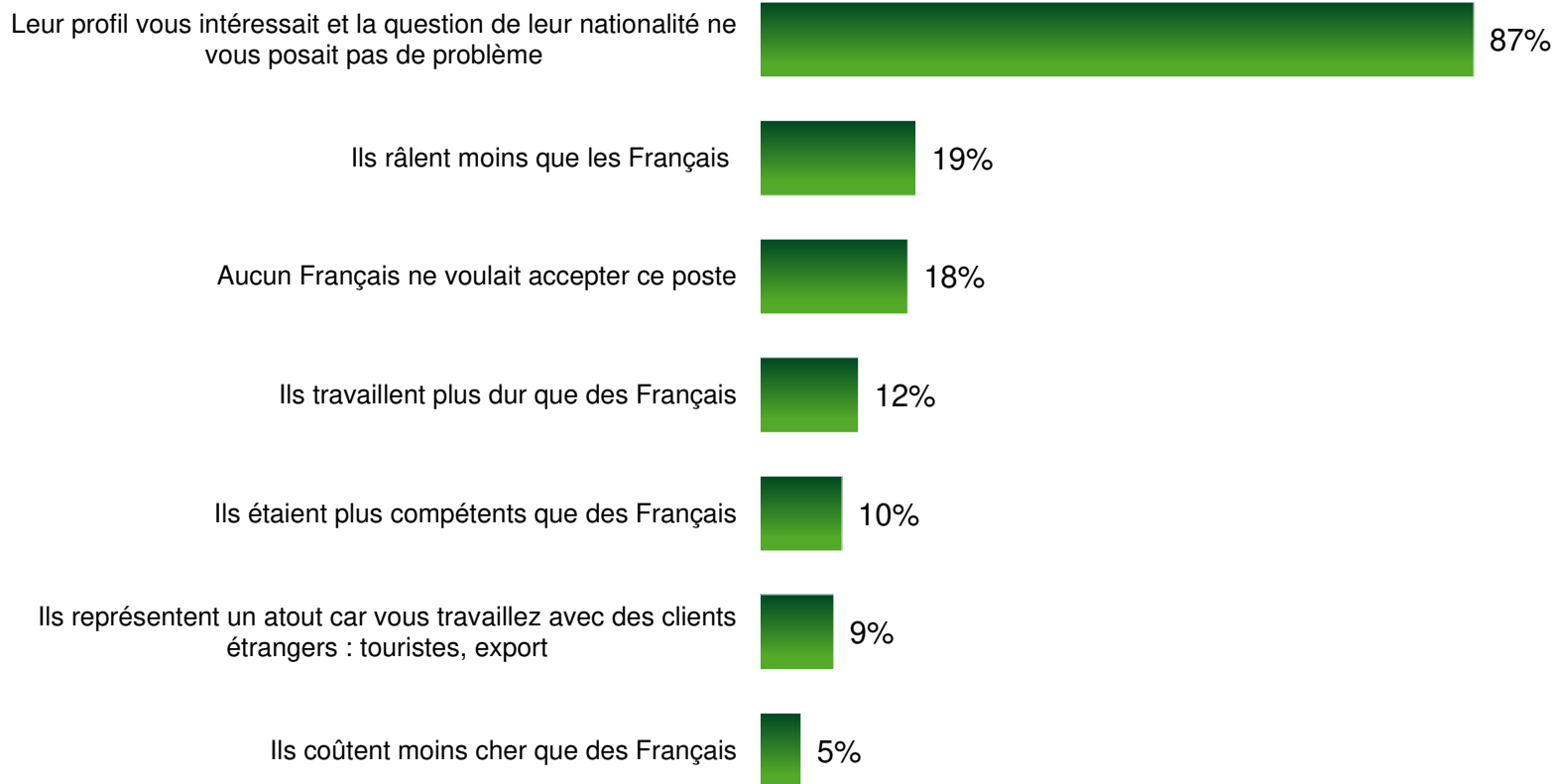
17% des employeurs emploient des salariés de nationalité étrangère. Cette proportion s'accroît logiquement avec la taille de l'entreprise, se situant à 7% dans les structures de 1 à 2 salariés, à 24% dans celles de 3 à 5 salariés, à 35% dans celles de 6 à 9 salariés.

Base : à 50% des employeurs

Les raisons d'employer des salariés de nationalité étrangère

Question

Pour quelle(s) raison(s) avez-vous eu recours à un salarié / des salariés de nationalité étrangère ?

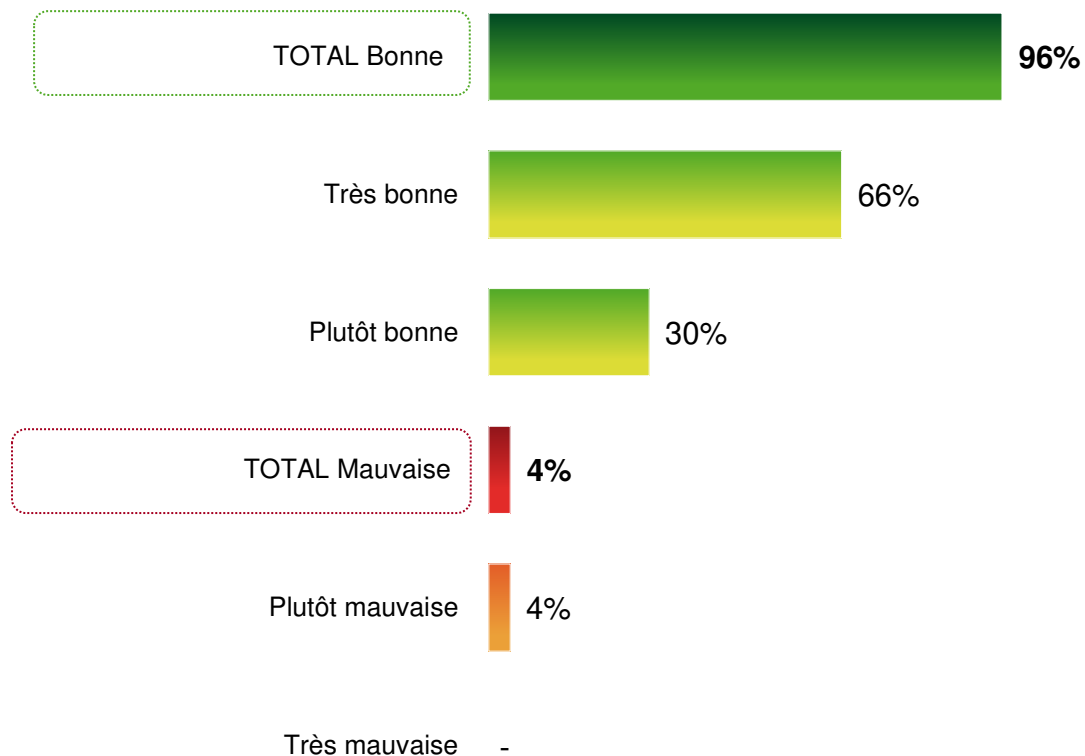


Le principal motif d'embauche des salariés de nationalité étrangère est de loin l'intérêt de leur profil (87%). 19% invoquent ensuite le fait qu'ils râlent moins et 12% qu'ils travaillent plus dur que des Français. 18% affirment qu'aucun français ne voulait accepter le poste, cette raison concernant plus spécifiquement l'industrie. Les compétences ou l'atout que pouvait représenter la personne dans le cadre des activités de l'entreprise avec des clients étrangers sont mentionnés respectivement par 10% et 9% des interviewés. Enfin, 5% avouent les avoir choisis car ils coûtent moins cher que des Français.

L'intégration des salariés de nationalité étrangère

Question

Comment jugez-vous son / leur intégration ?



L'intégration des collaborateurs étrangers est jugée bonne par 96% des employeurs, 66% la considérant même excellente.

Les salariés de nationalité étrangère dans les entreprises françaises

Question

Trouvez-vous que l'embauche de salariés de nationalité étrangère par les entreprises françaises ... ?

Donne la possibilité à des entreprises de pourvoir des postes que les salariés Français ne veulent pas occuper

▲ Serv. aux entreprises (81%) / Serv. aux particuliers (86%)
▼ BTP (67%)



Donne la possibilité à des entreprises de recruter des compétences non disponibles en France

▲ Serv. aux particuliers (78%)
▼ BTP (39%)



Accentue le chômage des salariés Français

▲ 1 à 2 salariés (52%) / BTP (62%)
▼ 10 à 19 salariés (27%) / Serv. aux entreprises (25%)



■ Oui, plutôt

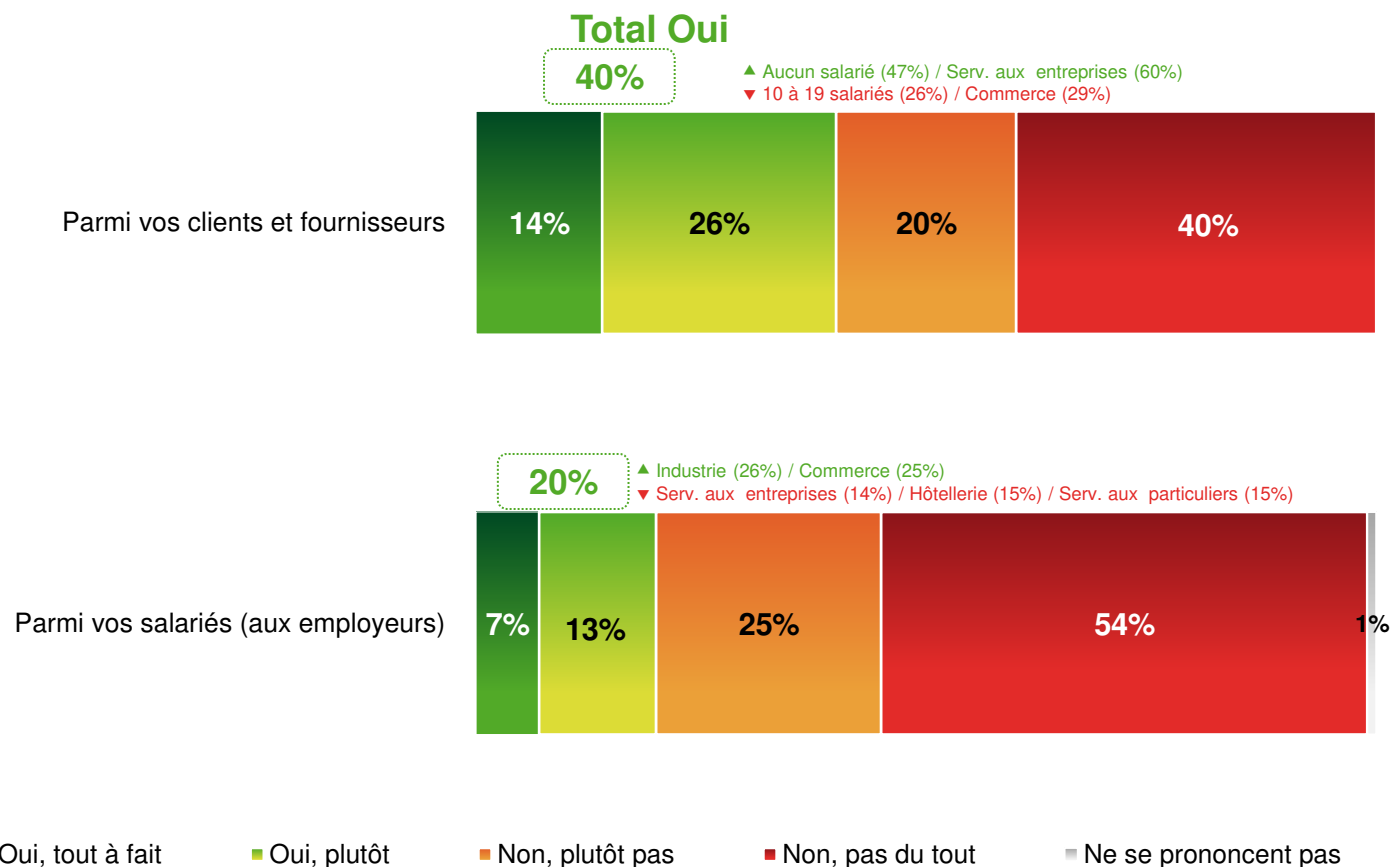
■ Non, plutôt pas

D'une manière générale, les patrons de TPE soulignent très largement la possibilité qu'offre le recours à salariés de nationalité étrangère de pourvoir des postes que les Français ne veulent pas occuper (77%) et de recruter des compétences non disponibles en France. Ils sont néanmoins 39% à penser que ces embauches accentuent le chômage au niveau national.

Effets du communautarisme dans les relations quotidiennes au travail

Question

Dans vos relations quotidiennes au travail, ressentez-vous l'existence du communautarisme... ?

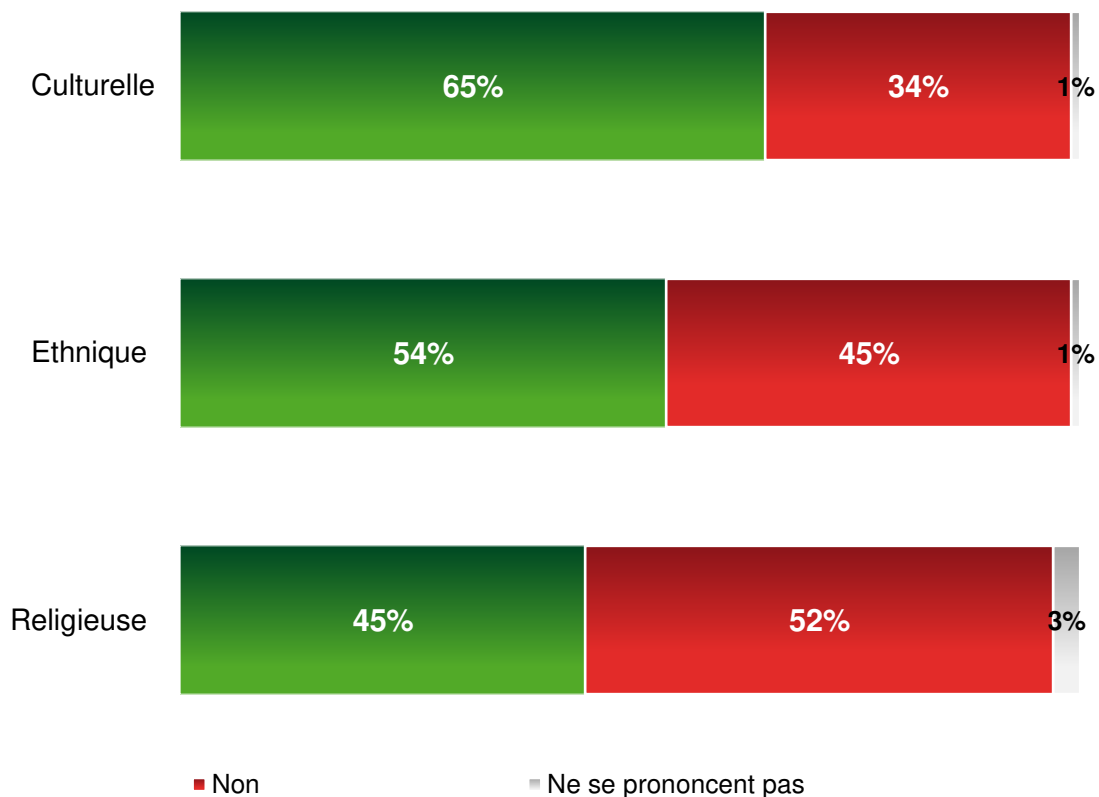


Quatre dirigeants sur dix constatent l'existence d'un communautarisme parmi leurs clients ou fournisseurs (47% parmi ceux qui n'emploient aucun salarié et 30% dans les services aux entreprises). Les employeurs sont 20% à observer ce phénomène au sein de leur personnel.

Les dimensions concernées par le communautarisme

Question

Ce communautarisme porte-t-il sur la dimension... ?

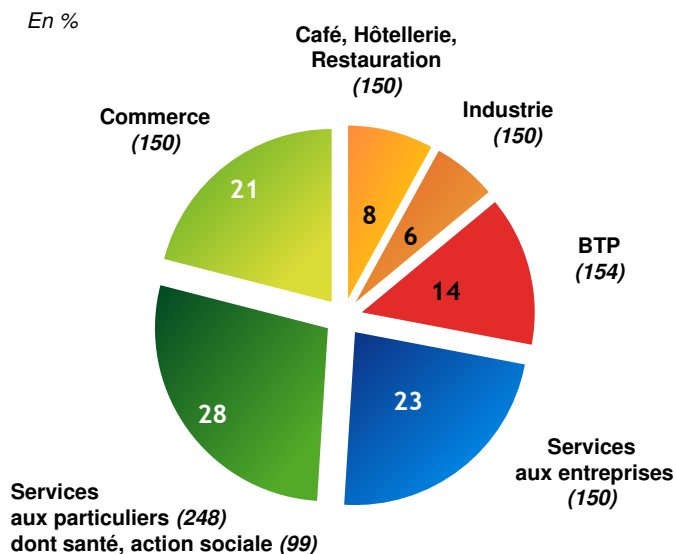


Lorsque ce communautarisme se manifeste, c'est en premier lieu sous sa dimension culturelle (65%). 54% observent qu'il se manifeste sur plan ethnique et 45% dans le domaine religieux.

- Échantillon de **1 002** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 7 au 21 février 2013.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

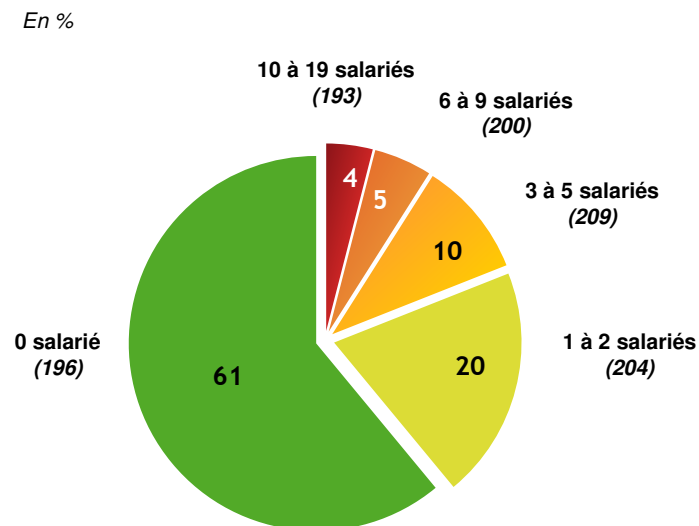
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

